

Université de Montréal

L'internationalisme socialiste français et allemand devant la montée de
l'impérialisme (1896-1912)

Par

Louis-Félix Soucy

Département d'histoire

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de maîtrise en histoire

Avril 2022

© Louis-Félix Soucy, 2022

Université de Montréal

Unité académique : département d'histoire

Ce mémoire intitulé

**L'internationalisme socialiste français et allemand devant la montée
de l'impérialisme (1896-1912)**

Présenté par

Louis-Félix Soucy

A été évalué(e) par un jury composé des personnes suivantes

Deborah Barton

Président-rapporteur

Samir Saul

Directeur de recherche

Alex Tipei

Membre du jury

Résumé

L'ascension du mouvement socialiste européen sous la direction de la Deuxième Internationale au tournant du siècle et son éclatement avec le déclenchement de la guerre de 1914 constitue un problème historique persistant. La contradiction saute aux yeux. Voilà un mouvement qui se revendiquait fermement de « l'internationalisme prolétarien », mais qui, au moment venu de le mettre en œuvre, affirma la nécessité de la « défense nationale ». Les formes concrètes de cette contradiction sont éclaircies par une étude de l'impact de la montée de l'impérialisme sur l'internationalisme des socialistes français et allemands durant la période précédant la guerre, du congrès de Londres de 1896 jusqu'à la résolution de la crise d'Agadir en 1912.

La Deuxième Internationale est un mouvement dont les formes organisationnelles et pratiques sont ancrées dans un cadre national, alors que ses conceptions fondamentales sont celles de l'internationalisme. L'impérialisme renforce cette contradiction, et devient à la fois la source d'une concrétisation de l'internationalisme socialiste en théorie, et de son abandon en pratique. Privilégiant l'analyse de l'internationalisme comme un phénomène politique plutôt que culturel ou sentimental, ce travail démontre l'existence d'un gouffre entre le discours théorique et la pratique du mouvement. La montée de l'impérialisme est accompagnée de la montée du réformisme au sein du mouvement socialiste, qui, avec d'autres phénomènes, renforce ses tendances nationales. Les tendances nationales du mouvement persistent lors de moments clés, notamment les crises impérialistes de Tanger (1905) et d'Agadir (1911), au point de remettre en question les fondements internationalistes du mouvement.

Mots-clés : socialisme, internationalisme, impérialisme, marxisme, réformisme, social-démocratie, internationale, crises.

Abstract

The rise of the European socialist movement under the leadership of the Second International at the turn of the century and its breakup with the outbreak of the 1914 war is a persistent historical problem. The contradiction is obvious. Here was a movement that firmly proclaimed "proletarian internationalism", but which, when the time came to implement it, affirmed the necessity of "national defense". The concrete forms of this contradiction are illuminated by a study of the impact of the rise of imperialism on the internationalism of French and German socialists in the period leading up to the war, from the London Congress of 1896 to the resolution of the Agadir crisis in 1912.

The Second International is a movement whose organizational and practical forms are rooted in a national framework, while its fundamental conceptions are those of internationalism. Imperialism reinforces this contradiction, and becomes at the same time the source of a concretization of socialist internationalism in theory, and of its abandonment in practice. Emphasizing the analysis of internationalism as a political rather than a cultural or sentimental phenomenon, this work demonstrates the existence of a chasm between the theoretical discourse and the practice of the movement. The rise of imperialism is accompanied by the rise of reformism within the socialist movement, which, along with other phenomena, reinforces its national tendencies. The national tendencies of the movement persisted at key moments, notably the imperialist crises of Tangier (1905) and Agadir (1911), to the point of calling into question the internationalist foundations of the movement.

Keywords : socialism, internationalism, imperialism, marxism, reformism, social-democracy, international, crises.

Table des matières

Résumé.....	i
Abstract.....	iii
Table des matières.....	v
Liste des tableaux.....	vii
Liste des figures.....	ix
Liste des sigles et abréviations.....	xi
Introduction.....	1
Chapitre 1 - L'internationalisme socialiste au tournant du siècle en France et en Allemagne.....	19
L'internationalisme en théorie.....	20
L'internationalisme en pratique : la grève internationale.....	28
L'internationalisme pacifiste.....	36
Le débat révisionniste et la question de l'internationalisme.....	42
L'internationalisme et l'affaire Millerand : le congrès de Paris 1900.....	47
Chapitre 2 - Les socialistes devant l'impérialisme et ses tendances nationalistes.....	51
La découverte de l'impérialisme.....	51
Concentration du capital, cartels, trusts, et syndicats.....	62
Nationalisme financier.....	71
Investissements internationaux et rivalités internationales.....	76
Chapitre 3 - Les socialistes devant les crises marocaines de 1905 et 1911 : les questions de l'impérialisme et de l'internationalisme.....	81
La crise de Tanger.....	81

La résolution parlementaire et diplomatique de la crise.....	93
La crise d'Agadir.....	96
Le <i>Capital financier</i> d'Hilferding et la crise d'Agadir.....	102
L'intervention de Rosa Luxemburg et la question de l'impérialisme.....	106
Conclusion.....	112
Sources.....	120
Bibliographie.....	123

Liste des tableaux

- Tableau 1. - Journées de grève en France en moyennes quinquennales (1870-1914) : 24
- Tableau 2. - Nombre de grévistes français et allemands (1892-1913).....27

Liste des figures

Figure 1. - « Der Friedensengel des Imperialismus ».....36

Liste des sigles et abréviations

BSI : Bureau socialiste international

SFIO : Section française de l'internationale ouvrière

SPD : Sozialdemokratische Partei Deutschlands (Parti social-démocrate d'Allemagne)

Introduction

L'ascension du mouvement socialiste européen sous la direction de la Deuxième Internationale au tournant du siècle et son éclatement avec le déclenchement de la guerre de 1914 constitue un problème historique persistant. La contradiction saute aux yeux. Voilà un mouvement qui se revendiquait fermement de « l'internationalisme prolétarien », mais qui, au moment venu de le mettre en œuvre, affirma la nécessité de la « défense nationale ». Cette volte-face n'était en réalité pas une surprise pour de nombreux observateurs contemporains du mouvement, dont par exemple Robert Michels et Charles Andler. Ceux-ci affirmèrent très tôt déjà que les déclarations patriotiques du dirigeant du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) August Bebel et la posture du parti devant les crises marocaines de 1905 et 1911 signalaient leur abandon de l'internationalisme.

Mais la juxtaposition de l'internationalisme et du patriotisme (ou du nationalisme) n'était pas aussi nette dans le mouvement socialiste de l'époque. En effet, le SPD d'avant-guerre avait développé une culture politique qui réconciliait l'internationalisme avec ce qu'il considérait comme étant « principalement un autre patriotisme que celui des classes dirigeantes, un patriotisme respectueux des patriotismes des autres peuples et qui associe la grandeur nationale à la dignité politique et sociale des citoyens de cette nation »¹. Cette fusion du socialisme et du patriotisme se trouvait également dans le mouvement socialiste français. Les « traditions révolutionnaires » françaises étaient constamment évoquées dans le contexte de l'affirmation d'un patriotisme de gauche, qui ne se percevait pas en opposition à l'internationalisme. D'après Hobsbawm, il est possible de dire qu'il n'y avait pas nécessairement de contradiction entre l'identification de classe et l'identité nationale dans le mouvement socialiste, et que par

1 Annie Lamblin, *Les socialistes allemands et le patriotisme dans : Patriotes et patriotisme en Allemagne du XVII^e siècle à nos jours* sous la dir. de Philippe Alexandre et Jean Schillinger, Nancy, Presses Universitaires de Nancy – Éditions Universitaires de Lorraine, 2015, 298.

conséquent, les sentiments national et internationaliste pouvaient coexister². La coexistence de l'internationalisme socialiste et du nationalisme était cependant un produit historique, conditionnel, qui, comme argumente le présent mémoire, fut déstabilisé par l'émergence de l'impérialisme à la fin du 19^e siècle.

Bien qu'on le retrouve dans un dictionnaire français de mots nouveaux en 1845³, le mot « internationalisme » appartient à la seconde moitié du 19^e siècle. On ne le trouve pas dans le *Manifeste du parti communiste* et Marx et Engels l'emploient seulement à partir des années 1870. Le positiviste Eugen Dühring emploie l'expression en 1871 dans sa *Kritische Geschichte der Nationalökonomie und des Socialismus*, lorsqu'il remet en cause les conceptions historiques, philosophiques, et économiques de Marx et Engels⁴, mais son utilisation demeure encore rare au début des années 1870. La première mention détectable du terme dans la presse socialiste allemande se trouve dans l'édition du 26 février 1873 de *Der Volksstaat*. Au moment où Marx l'emploie dans sa critique du programme de Gotha en 1875, le terme est devenu plus courant dans le mouvement ouvrier ainsi que dans l'ensemble du monde politique.

En effet, l'expression n'appartient pas exclusivement aux socialistes. Il est au contraire probable que l'expression soit d'abord d'origine libérale. Certes, il est fréquent de faire remonter l'internationalisme libéral à la première moitié du 19^e siècle, mais il est remarquable là encore, que le terme « internationalism » n'est employé ni par Richard Cobden, ni par John Bright, ou par d'autres représentants du libéralisme anglais. C'est après sa mort que Cobden est baptisé un internationaliste par les partisans d'un internationalisme libéral qui, s'il se plaît de faire remonter ses origines à

2 Eric J. Hobsbawm, *Nations and Nationalism since 1780 : Programme, Myth and Reality*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, 123.

3 J. -B. Richard de Radonvilliers, *Enrichissement de la langue française. Dictionnaire de mots nouveaux*, Paris, Léautey, 1845, 376.

4 Eugen Dühring, *Kritische Geschichte der Nationalökonomie und des Socialismus*, Berlin, Theobald Grieben, 1871, 581

Adam Smith, s'est en réalité constitué non pas durant le phase ascendante du mouvement « free trade », mais durant sa phase de déclin.

C'est le libéral Lord Vere Henry Hobart, secrétaire de George Grey et administrateur colonial, qui fut parmi les premiers, sinon le premier, à présenter Cobden comme un « internationaliste » dans les pages du *Macmillan's Magazine* en 1867⁵. Beaucoup plus tard, l'internationaliste libéral J. A. Hobson, pionnier de l'analyse de l'impérialisme, écrira une biographie de Cobden dans la même veine, le présentant comme l'internationaliste par excellence. Il faut donc attendre après la mort de Cobden, qui coïncide précisément avec la fin de la guerre de Sécession aux États-Unis, pour voir se répandre lentement l'utilisation du terme « internationalism » à la fin des années 1860, puis s'accélérer dans les années 1870.

Très tôt déjà, l'internationalisme libéral se définit négativement face au « spectre » du communisme qui, après la fondation de la Première internationale (l'Association internationale des travailleurs) en 1864, s'annonce déjà plus menaçant qu'il pouvait l'être en 1848. Même si dans les années 1860, l'AIT ne se disait pas « internationaliste », le lien entre la doctrine communiste et cette nouvelle expression est directement soulevé dans les premières discussions de la question. Tel est le cas du livre sur l'internationalisme (ou « inter-nationalisme » comme il l'écrivit) du juriste libéral germano-américain Francis Lieber. Ce vétéran unioniste fut également l'auteur de la loi martiale précurseure de la Convention de Genève pendant la guerre de Sécession. Extrêmement sensible à la constitution d'États nationaux ancrés dans le concept de la souveraineté du peuple, embrassant l'internationalité découlant de la communauté naissante des nations, Lieber avertit néanmoins le lecteur des dérives de l'internationalisme :

« All great ideas which have set whole periods and entire races in motion, and which ultimately are established in great institutions, have their caricatures — often fierce and sanguinary. Communism is thus a caricature of one of these characteristics, and the recently proclaimed anti-nationalism another. All division into nations is to be done away

5 Vere Henry Hobart, *The 'Mission' of Richard Cobden*, London, Peter & Galpin, 1867.

with ; all Europe is to be one ant-hill! But why only Europe? Let it be repeated, every idea in history, even the greatest and the holiest, has its hideous caricature. »⁶

La caution de Lieber reflète un moment durant lequel la distinction entre l'internationalisme libéral et l'internationalisme communiste ne laisse aucun doute. La parution du *Internationalism* du pacifiste libéral Arturo de Marcoartu en 1876 contribue à faire connaître davantage l'expression en France, et s'inscrit dans un mouvement pacifiste en pleine croissance. En même temps, la Première Internationale est dissoute et il faudra attendre jusqu'en 1889 pour que l'internationalisme socialiste trouve à nouveau une expression organisationnelle. Durant cette période, l'internationalisme socialiste a perdu de sa « naïveté » dénoncée par Lieber. La Deuxième Internationale s'inscrit dans le système de l'État-nation d'une manière qui la différencie de sa prédécesseure. La distinction entre l'internationalisme socialiste et l'internationalisme libéral ne sera dorénavant plus aussi nette.

Le mouvement ouvrier a en effet subi ce que l'on pourrait appeler un stade de développement national avec la consolidation du système de l'État-nation après la reconstruction américaine, l'unification allemande et la naissance de la Troisième République en France. Sur le plan économique, la période est bien délimitée par la longue dépression de 1873-1896. La Deuxième Internationale a été créée en 1889 (un an avant la fin des lois anti-socialistes en Allemagne), alors que ce que des historiens ont baptisé le « nouvel impérialisme » n'était qu'émergent. Ce n'est qu'à la fin des années 1890 que des commentateurs libéraux et conservateurs commencent à parler de cet impérialisme, et ce n'est qu'en 1900 qu'un tournant est atteint en ce qui concerne les caractéristiques économiques de l'impérialisme (explosion des cartels, trusts, syndicats, et du capital financier). Dans la décennie suivante, le mouvement s'éveille à la nouvelle réalité, mais ne prend pas pleinement en compte ses conséquences avant 1914. Ainsi, la Deuxième Internationale fut fondée entièrement dans l'esprit de l'ère pré-impérialiste. À cet égard, il est remarquable que les fondateurs de la Deuxième Internationale avaient

6 Francis Lieber, *Fragments of political science on nationalism and inter-nationalism*, New York, Charles Scribner & Co, 1868, 20.

alors proclamé la construction de forts partis *nationaux* comme nécessité préalable à l'organisation internationale.

Problématique

L'historiographie reconnaît depuis longtemps que, contrairement à la Première Internationale, qui opérait plus ou moins comme une organisation supra-nationale avec différentes sections locales et nationales, la Deuxième Internationale n'a jamais été plus qu'une association souple de partis et mouvements nationaux⁷. Ce constat, qui va à l'encontre de tout schéma évolutif supposant une progression du national vers l'international, paraît d'autant plus paradoxal dans la mesure où la Deuxième Internationale émerge dans un contexte économique, social, et culturel beaucoup plus propice au développement de l'internationalisme que la Première.

La coexistence au sein de la Deuxième internationale de l'idée de la possibilité de la construction du socialisme à l'échelle nationale et le rejet, en théorie, de cette idée, représente une contradiction qui n'est que renforcée par l'émergence de l'impérialisme à la fin des années 1890. Cette contradiction, déjà anticipée dans le *Manifeste du parti communiste*, entre la *forme* nationale du mouvement, et son *essence* internationale, est au centre du questionnement de ce travail. Il s'agit pour ce mémoire, de montrer comment la question de l'impérialisme est à la fois la source d'une concrétisation de l'internationalisme socialiste en théorie, et de son abandon en pratique.

Méthode et cadre

Certains historiens affirment encore que le « patriotisme est un sentiment naturel, comparable à l'amour de soi »⁸. Nous pensons au contraire devoir faire abstraction de tout ce qui peut sembler naturel dans des sentiments aussi complexes que le patriotisme et l'internationalisme, et identifier leurs

7 Steven Parfitt, Lorenzo Costaguta, Matthew Kidd, John Tiplady, dir., *Working-Class Nationalism and Internationalism until 1945: Essays in Global Labour History*. Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2018, 6.

8 Lamblin, « Les socialistes allemands... », 277.

paramètres spécifiquement historiques. Nous soulignons conséquemment la dimension politique de l'internationalisme socialiste, qui ne peut pas être réduit à un sentiment d'appartenance, ou une communauté perçue d'intérêts. L'internationalisme socialiste, même s'il se définit à plusieurs niveaux, fait ultimement référence au programme politique de l'abolition du capitalisme à l'échelle mondiale. C'est par rapport à ce but, basé sur un système d'idées complexe, que se forme l'internationalisme socialiste.

Dans un premier temps, l'internationalisme n'est que le prolongement logique du nationalisme. Si la nation représentait une étape dans le progrès de l'humanité, comme l'affirmait explicitement le libéralisme du 19^e siècle, alors l'internationalisme en représentait l'étape suivante. Dans les traditions libérales et pacifistes, la complémentarité du nationalisme et de l'internationalisme demeure intacte. L'internationalisme acquiert cependant une acception nouvelle avec la montée du socialisme. Le futur est non plus envisagé comme une organisation inter-nationale, mais plutôt trans- et supra-nationale qui dépasse le système d'État-nation. Si cette acception de l'internationalisme n'est pas nécessairement acceptée universellement dans le mouvement socialiste, elle est véhiculée par de nombreux représentants du socialisme, dont le « pape » du marxisme en Allemagne, Karl Kautsky. Le défi méthodologique principal consiste à garder en vue cette acception particulière de l'internationalisme sans négliger celles qui s'en écartent. En d'autres mots l'internationalisme de certains socialistes n'a parfois rien de distinctement socialiste, ce qui soulève par exemple la nécessité d'évaluer les rapports entre le mouvement pacifiste et le mouvement socialiste.

La comparaison internationale de l'internationalisme socialiste en France et en Allemagne permet de soulever la question contradictoire des variétés nationales de l'internationalisme, et de l'impact des impérialismes allemands et français respectifs.

La sélection d'articles provenant de journaux représentatifs tels le *Vorwärts* et *l'Humanité* permet d'évaluer le caractère de l'opinion socialiste de l'époque. Fondé en 1904 par Jean Jaurès en tant que quotidien socialiste,

l'Humanité est d'abord un journal de l'aile modérée des socialistes français. C'est seulement avec la fondation de la Section française de l'internationale ouvrière en 1905 que le journal s'ouvre à l'ensemble du mouvement socialiste français, et il devient l'organe officiel de la SFIO en 1911. En 1912, le journal atteint un tirage de près de 80 000 copies, ce qui constitue moins que son équivalent en Allemagne⁹. Le *Vorwärts* fut fondé en 1876 par Wilhelm Liebknecht et Wilhelm Hasenclever en tant qu'organe central de la social-démocratie allemande. Il sera refondé après la fin des lois anti-socialistes en 1891. Liebknecht demeure l'éditeur en chef jusqu'à sa mort en 1900. En 1905, les éditeurs à tendance réformiste seront remplacés par des éditeurs davantage marxistes. En 1912, le *Vorwärts* a un tirage de 165 500 exemplaires¹⁰. La sélection d'articles de ces journaux et d'autres publications socialistes s'est faite sur la base de leur pertinence par rapport aux thèmes de l'impérialisme, de l'internationalisme, ou des événements historiques abordés dans le mémoire, tels les crises marocaines.

Le cadre chronologique de notre travail est délimité par l'émergence de l'impérialisme à la fin du 19^e siècle et la Première Guerre mondiale. Plus précisément, il prend le congrès de Londres de 1896 comme point de départ et conclut avec la résolution de la crise d'Agadir en 1912, présage de la grande conflagration de 1914. Le début se justifie d'abord du point de vue du développement interne du mouvement socialiste. En effet, comme le note un auteur, le congrès de Londres de 1896 « apparaît d'autant plus facilement comme une rupture décisive qu'après lui viennent la structuration et la consolidation de la Deuxième Internationale. Émises au Queen's Hall en 1896, les propositions de création d'un organe fédérateur et permanent du mouvement socialiste international trouvent en effet leur concrétisation au congrès suivant, salle Wagram, à Paris : la proposition de création d'un Bureau socialiste international est approuvée, et son siège fixé à Bruxelles. Cette institutionnalisation semble n'avoir été possible qu'au prix de

9 France Archives, « Jean Jaurès fonde l'Humanité », 2 novembre 2022, https://francearchives.fr/fr/pages_histoire/39856.

10 *Ibid.*, 72.

l'exclusion des antiparlementaires. »¹¹ Ensuite, non moins significatif pour l'étude de l'internationalisme socialiste est le fait que c'est suite au congrès de Londres qu'émerge le mouvement réformiste international d'abord mené en Allemagne par Eduard Bernstein. Enfin, le contexte plus large n'est pas moins crucial au tournant de 1896. Cette année marque la fin de la longue dépression débutée en 1873, entraînant des phénomènes économiques et sociaux que les socialistes vont ultimement relier à l'impérialisme. C'est d'ailleurs peu après que paraissent les premières analyses socialistes de l'impérialisme.

Présentation

Le premier chapitre analyse la diversité de théories et pratiques internationalistes parmi les socialistes français et allemands à partir de 1896. Le mouvement socialiste en Allemagne et à un moindre degré en France est fortement influencé par les doctrines philosophiques, économiques, et politiques de Karl Marx et Friedrich Engels. La constitution de la Deuxième Internationale socialiste en 1889 à l'initiative d'Engels se fait sur une base essentiellement marxiste. Durant toute la période étudiée, le mouvement socialiste est, à divers degrés, sous l'influence du marxisme. L'étude de l'internationalisme des socialistes revient donc largement à l'étude de l'évolution de la conception marxiste de l'internationalisme. Cela dit, le socialisme de l'époque est divisé, hétérogène voir éclectique. En ce sens, il ne peut pas être question d'un seul et unique internationalisme parmi les socialistes, mais bel et bien d'une pluralité d'internationalismes. Il est néanmoins indispensable de considérer l'état de la littérature marxiste disponible durant la période de 1896-1912 au sujet de l'internationalisme et de l'État en France et en Allemagne. C'est à ce sujet que l'internationalisme socialiste se distingue initialement de l'internationalisme libéral.

La pensée marxiste au sujet de l'État s'est définie en opposition à la philosophie d'État dominante en Allemagne, soit l'école hégélienne. Si Hegel

11 Pierre Alayrac, *L'Internationale au milieu du gué: De l'internationalisme socialiste au congrès de Londres (1896)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 17.

voyait dans l'État moderne, en particulier l'État monarchique prussien, l'aboutissement de l'histoire et érigeait ainsi la dialectique en système de la vérité absolue, Marx et Engels débarrassèrent la dialectique de son système, la retournèrent sur ses bases matérielles, et comprirent conséquemment l'État comme le produit hautement variable d'une étape historique de l'humanité, avec un début, un milieu et une fin. L'existence de l'État étant dépendante de l'existence de la société de classes, la fin de cette société entraînerait également la dissolution de l'État.

Il est bien connu, depuis la brochure de Lénine sur *l'État et la Révolution* (1918), que la Deuxième Internationale méconnaissait, voir obscurcissait, les positions de Marx et Engels au sujet de l'État. Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue que la conception élémentaire décrite ci-dessus était largement répandue dans la Deuxième internationale, et qu'elle ne concernait pas directement les questions plus concrètes de la prise de pouvoir, de la transition d'une société à l'autre, etc. Ainsi apparaît clairement pourquoi l'internationalisme socialiste ne pouvait pas se réduire à l'idée de la solidarité entre nations telle qu'elle se trouve dans l'internationalisme libéral. La réalité de l'internationalisme socialiste en théorie contraste néanmoins avec la réalité de l'internationalisme en pratique.

Le tournant du siècle est moment particulièrement propice à l'application pratique des principes de l'internationalisme socialiste. La multiplication des échanges internationaux et la culmination de la « mondialisation » de la fin du 19^e siècle donne lieu à des mouvements de grève qui ont un grand potentiel de s'internationaliser. On peut en effet observer une certaine synchronicité entre les mouvements de grève français et allemand, alors que se pose au sein du mouvement ouvrier la question de la grève internationale. Les réponses pratiques données aux questions liées à l'action internationale concertée semblent parfois contredire les tenants de la théorie proclamée par les socialistes, mais ces tenants sont alors justement fortement contestés.

L'année 1896 marque le début de l'élan révisionniste et réformiste entamé par le social-démocrate allemand Eduard Bernstein. Bernstein avait des prédécesseurs, dont le social-démocrate bavarois Georg von Vollmar dès 1890. Il était tout à fait naturel, après la fin des lois anti-socialistes en 1890, de soulever la question du passage du parti d'une existence illégale et révolutionnaire à une existence légale et réformiste. Mais, contrairement à ses prédécesseurs, Bernstein semblait être à la tête d'un mouvement au sein de la social-démocratie. Il était minoritaire, mais il n'était pas seul. S'il a souvent été accusé de « réviser » le marxisme, Bernstein lui-même se voyait simplement comme quelqu'un qui réconciliait les pratiques de la social-démocratie allemande avec sa théorie. Certaines conclusions de Marx érigées en dogme ne correspondaient plus aux réalités sociales et politiques de l'époque, d'après Bernstein. Inspiré par la « Fabian Society » en Angleterre, il voyait dans l'évolution du commerce et de l'industrie la source de la transformation graduelle de l'État capitaliste en État socialiste. Les tendances à la socialisation, la régulation, et la montée en force des syndicats rendaient inutile toute révolution. Le mouvement était tout, le but rien. Et le terrain du mouvement bernsteinien était essentiellement national.

Bernstein, dont la politique étrangère reflétait le libéralisme internationaliste et le pacifisme, n'était pas nécessairement le prototype du social-démocrate impérialiste, même s'il mettait de l'avant avec d'autres, tels Jean Jaurès, les tenants d'une « politique coloniale positive ». L'un des ses premiers écrits révisionnistes mettait cependant de l'avant une défense de l'impérialisme et rejetait le droit à l'autodétermination des peuples « non-civilisés ». Il est remarquable qu'à l'extérieur du mouvement, certains antisocialistes argumentaient que l'émergence de l'impérialisme réfutait l'analyse du capitalisme de Marx, et que Bernstein ne faisait qu'articuler cette nouvelle réalité. Le phénomène Bernstein ne se limita pas à l'Allemagne, et il avait des co-penseurs en France. Il s'agissait donc d'un mouvement international, coïncidant avec l'émergence de l'impérialisme, qui s'opposa à l'internationalisme socialiste classique.

Le deuxième chapitre du mémoire se penche sur l'impact de la montée de l'impérialisme sur l'internationalisme des socialistes français et allemands. En même temps que la controverse révisionniste paraissent les premières analyses socialistes de l'impérialisme. En 1898 Max Beer publie un article influent sur l'impérialisme britannique, suivi d'articles de Paul Louis sur l'impérialisme américain et britannique. Les conflits impérialistes de la guerre hispano-américaine et la guerre des Boers stimulent la réflexion, et sont largement considérés par la presse socialiste comme des tournants de la politique internationale. Le congrès de Paris en 1900 traitera pour la première fois de la question coloniale, et l'expression « impérialisme » est sur les lèvres. L'internationalisme des socialistes est ainsi renforcé par l'ébauche des éléments d'une théorie des relations internationales.

En même temps, les phénomènes connexes de l'émergence des trusts, des cartels, et des syndicats, ainsi que l'exportation des capitaux, sont également débattus dans le mouvement socialiste. Si les théories plus générales de l'impérialisme élaborées par quelques intellectuels de partis sont relativement unifiées, les réponses pratiques aux problèmes soulevés par la concentration et l'exportation du capital sont divergentes et contradictoires, autant au niveau de l'Internationale, qu'entre les sections française et allemande.

Derrière les débats entre socialistes, l'exportation des capitaux est un enjeu majeur pour la politique étrangère des gouvernements de la France et de l'Allemagne, et source de rivalités internationales. On observe en effet des initiatives diplomatiques agressives, depuis la fin du 19^e, tendant à nouer banques et industries dans un cadre national, en les opposant aux intérêts de groupes nationaux rivaux. À quel point le mouvement socialiste est-il conscient de cet enjeu et comment réagit-il à cette dynamique politique ?

Le dernier chapitre est consacré à la réaction des socialistes aux grandes crises internationales qui ont lieu durant la période d'avant-guerre concernant l'Allemagne et la France, en l'occurrence, les deux grandes crises marocaines de 1905 et 1911.

Le Maroc devient un enjeu de conflit international entre la France et l'Allemagne dans le contexte du rapprochement franco-britannique de 1904, lorsque la Grande-Bretagne reconnaît le Maroc à la sphère d'influence française, et la France reconnaît l'Égypte à la sphère d'influence britannique. Malgré la présence d'intérêts allemands modestes au Maroc, la France menait une politique qui écartait l'Allemagne du Maroc.

En février 1905, un envoyé français revendiqua auprès du sultan des « réformes » qui auraient transformé le Maroc en protectorat français. En réaction à cette tentative, l'Empereur Guillaume II se rendit à Tanger en fin mars 1905, ce qui déclencha la première crise marocaine. Le danger d'un conflit armé entre grandes puissances plana au dessus de l'Europe jusqu'à la convocation d'une conférence internationale pour régler conflit.

La résolution temporaire du conflit laissa place à une nouvelle escalade des tensions après l'envoi de troupes françaises dans la région de Fez en été 1911. En réaction, l'Allemagne dépêcha une canonnière dans la baie d'Agadir faisant à nouveau planer la menace de guerre. Le conflit fut résolu en mars 1912 avec le traité de Fez qui officialisa le protectorat français au Maroc en échange de concessions du Congo français rattaché à la colonie camerounaise de l'Allemagne.

Les réactions des socialistes révèlent des différences de part et d'autre, autant entre Français et Allemands qu'au sein des partis mêmes. Les différences comprennent l'attribution de la responsabilité pour les tensions, la légitimité des vellétés françaises et allemandes au Maroc, ainsi que la nature et les origines du danger de guerre, et les moyens préventifs appropriés face à d'événements similaires dans le futur.

Ce qui est remarquable pour la réaction à la crise de 1905, c'est l'absence presque totale d'un cadre analytique comprenant la notion d'impérialisme. Le conflit fut analysé par la presse socialiste largement en termes d'intérêt national. Sur le plan organisationnel également la réaction peut être

considérée un échec attribué à l'attentisme de la section allemande face à la demande de convocation d'une réunion du BSI.

La période qui sépara la première et la seconde crise marocaine intensifia les contradictions au sein de l'Internationale, dans laquelle le SPD demeura prépondérant. Le coup d'Agadir de 1911 mit à jour ces tensions franco-allemandes, qui trouvèrent expression dans le BSI. En 1911, le BSI se trouva appelé à appliquer les leçons de la dernière crise, lors de laquelle la réaction de l'Internationale avait déjà été jugée inadéquate. Mais le BSI demeura à nouveau passif, en partie sous la pression évidente de la direction allemande. En public, le danger de guerre fut affirmé et la nécessité d'action proclamée, mais en privé, la croyance en une résolution pacifique du conflit dans l'arène diplomatique motiva la prudence de la part de l'exécutif, et sa réticence d'intervenir par ses propres moyens indépendants des gouvernements.

La socialiste polonaise-allemande, membre du SPD, Rosa Luxemburg participa alors à la correspondance du BSI dans sa capacité en tant que représentante du parti polonais. Cela lui permit de provoquer une controverse importante. Elle considéra que les justifications de l'inaction, défendues en privé par le délégué allemand Molkenbuhr, étaient une trahison des résolutions des partis de l'Internationale. Elle décida donc de les publier, afin de les faire connaître dans le journal principal de l'aile gauche allemande, le *Leipziger Volkszeitung*. Cette « indiscretion » de la part de Luxemburg provoqua un tollé et des controverses virulentes, mais eut pour résultat immédiat des mobilisations de masse en France et en Allemagne contre le danger de guerre occasionné par la crise. Par contre, à plus long terme, la résolution de la crise en 1912 entraîna un isolement de la gauche en Allemagne et une consolidation de l'aile droite autrefois marginalisée. L'expérience des crises marocaines démontre avant tout qu'il existe un immense gouffre entre la pratique de l'internationalisme et la théorie proclamée de l'internationalisme socialiste.

Historiographie

L'historiographie sur la question de l'impérialisme dans la Deuxième Internationale se divise entre historiens qui étudient principalement la question coloniale (et les pays semi-coloniaux), et ceux qui étudient l'histoire intellectuelle de l'analyse de l'impérialisme dans le mouvement socialiste. Un important ouvrage collectif dirigé par Georges Haupt et Madeleine Rebérioux s'inscrit dans la première catégorie, et fait place aux divisions entre socialistes au sujet de la question coloniale, question qui disparaît des congrès internationaux après le congrès de Stuttgart de 1907. À l'encontre d'interprétations influencés par la Troisième Internationale pour lesquelles l'anti-colonialisme et l'anti-impérialisme était presque inexistant avant 1914, Haupt et Rebérioux soulignent la conscience qu'avait la Deuxième Internationale de « l'éveil de l'Orient »¹². Kaarsholm considère au contraire que ce n'était pas les différences entre une aile de « gauche » et une aile révisionniste qui caractérisaient l'attitude des socialistes devant l'impérialisme (et le colonialisme), mais plutôt un certain manque généralisé de connaissances et de compréhension des peuples colonisés, qui rendait le mouvement socialiste vulnérable à la propagande impérialiste à travers les médias de masse, la culture populaire, et l'éducation¹³. Il ne fait aucun doute que les socialistes de la Deuxième Internationale étaient le produit de leur époque, mais on est forcé de reconnaître avec Mergner, que le « pathos révolutionnaire de la social-démocratie sous la direction de Bebel portait encore en lui la contradiction d'une critique sociale radicale et d'une acceptation croissante des conditions qui prévalaient, et était donc au moins capable de montrer de la compassion et de la sympathie pour la souffrance des peuples colonisés. En soi, cela distinguait favorablement le parti d'avant 1914 des attitudes d'indifférence et de pré-fascisme raciste qui prévalaient en Allemagne à l'époque et qui s'exprimaient dans de larges cercles de la bourgeoisie à l'égard de la population autochtone des colonies. »¹⁴ Ce qui

12 Georges Haupt et Madeleine Rebérioux, dir., *La Deuxième Internationale et l'Orient*, Paris, Cujas, 1967, 38.

13 Preben Kaarsholm, *The South African War and the response of the international socialist community to imperialism between 1896 and 1908*, dans *Internationalism in the Labour Movement 1830-1940 vol. 1*, Leiden, E.J. Brill, 1988, 62-3.

14 Gottfried Mergner, *Solidarität mit den « Wilden » ? Das Verhältnis der deutschen Sozialdemokratie zu den afrikanischen Widerstandskämpfen in den ehemaligen deutschen Kolonien um die Jahrhundertwende*, dans *ibid*, 84.

s'applique au SPD s'applique également *mutatis mutandis* à la SFIO et ses prédécesseurs.

La réponse de la Deuxième Internationale à la montée de l'impérialisme, et en particulier de la social-démocratie allemande, va au-delà d'une opposition (certes incohérente) au colonialisme, puisqu'elle identifie la montée de l'impérialisme plus globalement à l'évolution du capitalisme. La première étude de cette question fut produite par Kurt Mandelbaum en 1926 et se limite à la théorie de l'impérialisme dans le SPD¹⁵. Plus substantielle, l'étude de Hans-Christoph Schröder, qui s'inscrit dans un courant historiographique soulignant la continuité des buts de guerre allemands dans la Première et Seconde Guerre mondiale, porte son regard sur la politique étrangère du SPD et son attitude face à la « Weltpolitik »¹⁶. Un autre travail allemand important, celui de Hans-Holger Paul, analyse la théorie de l'impérialisme pour l'ensemble de la Deuxième Internationale¹⁷. Plus récemment, une édition et traduction anglaise d'articles clés de la Deuxième Internationale au sujet de l'impérialisme, a été annotée et commentée par Richard Day et Daniel Gaido¹⁸. Tous ces travaux démontrent l'existence d'une discussion et de réflexions approfondies à partir de 1898 dans le mouvement socialiste au sujet de l'impérialisme.

Comme le remarque Elisa Marcobelli, à part quelques exceptions, l'étude du socialisme dans la période d'après-guerre est paradoxalement ancrée dans une approche nationale, dont les travaux de Jacques Droz sont l'exemple classique. Les études dont l'approche et l'objet sont internationaux sont plus récentes. L'étude de l'internationalisme durant la période post-soviétique met l'accent sur les espoirs déçus, dans des travaux qui font ressortir les difficultés au détriment des réalisations passées¹⁹. Ces études s'inscrivent

15 Kurt Mandelbaum, *Die Eörterungen innerhalb der deutschen Sozialdemokratie über das Problem des Imperialismus (1895-1914)*, Frankfurt (Main), Peuvag, 1926.

16 Hans-Christoph Schröder, *Sozialismus und Imperialismus : Die Auseinandersetzung der deutschen Sozialdemokratie mit dem Imperialismusproblem und der 'Weltpolitik' vor 1914*, Hannover, Literatur und Zeitgeschehen, 1978.

17 Hans-Holger Paul, *Marx, Engels und die Imperialismustheorie der II. Internationale*, Hamburg, vsa, 1978.

18 Richard Day et Daniel Gaido, dir., *Discovering Imperialism*, Leiden, Brill, 2012.

19 Serge Wolikow et Michel Cordillot, dir., *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ? Les difficiles chemins de l'internationalisme (1848-1956)*, Dijon, EUD, 1993.

également dans un contexte de résurgence du nationalisme, ce à quoi l'historiographie a répondu avec des études historiques approfondies du phénomène, dont notamment les études influentes de Anderson et Hobsbawm. Plus récemment, l'étude de l'internationalisme s'est détournée des histoires institutionnelles pour rappeler les questions culturelles, idéologiques, d'identité, et de réseaux ouvriers généralement plus dispersés²⁰. L'historiographie ne présume plus d'équivalence entre le socialisme et l'internationalisme ouvrier. À l'internationalisme socialiste s'ajoutent les internationalismes syndical, anarchiste, libéral, et chrétien, sur lesquels des études récentes contribuent à enrichir notre connaissance²¹. L'étude moderne de l'internationalisme socialiste doit prendre en compte la variété de conceptions internationalistes qui façonnent la conscience du public intellectuel et ouvrier du mouvement socialiste. L'internationalisme socialiste n'existe pas à l'état pur.

Mais l'historiographie du mouvement ouvrier a néanmoins identifié l'internationalisme ouvrier en tant qu'objet d'étude distinct du nationalisme et des autres formes d'internationalisme. Hobsbawm a attribué trois spécificités à l'internationalisme ouvrier. Premièrement, il est basé sur la croyance du rôle spécial de la classe ouvrière dans le dépassement des antagonismes nationaux et étatiques, parce qu'en tant que classe elle n'a 'pas de patrie'. (Il note cependant la contradiction latente entre cette thèse et l'idée énoncée dans le *Manifeste* selon laquelle 'la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est d'abord une lutte nationale'²².) La deuxième spécificité de l'internationalisme ouvrier est qu'il était dès le départ organisé et conçu en tant que mouvement international. Troisièmement, les mouvements de masse ouvriers, contrairement à leurs dirigeants et théoriciens, n'étaient pas intéressés par l'édification de la nation²³. Similairement, pour Marcel van der Linden, « l'internationalisme prolétarien »

20 Steven Parfitt, Lorenzo Costaguta, Matthew Kidd et John Tiplady, dir., *Working-Class Nationalism and Internationalism until 1945: Essays in Global Labour History*, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2018, 14.

21 *Ibid.*, 13.

22 Eric Hobsbawm, *Introduction dans Working-class Internationalism*, 8.

23 *Ibid.*, 10.

suggère les actions collectives d'un groupe de travailleurs dans un pays qui mettent de côté leurs intérêts à court terme en tant que groupe national au bénéfice d'un groupe de travailleurs d'un autre pays, afin de promouvoir leurs intérêts à long terme en tant que membres d'une classe transnationale²⁴. Ici les internationalisme prolétarien et ouvrier peuvent être presque compris comme des synonymes de l'internationalisme socialiste, mais l'accent de ce dernier est plutôt politique, alors que celle du premier est principalement sociale et culturelle.

L'historiographie récente problématise le rapport ambivalent et contradictoire de la Deuxième Internationale à l'internationalisme. Dans son étude du congrès de Londres, Pierre Alayrac constate que la tension omniprésente entre le national et l'international, loin d'être une déformation secondaire d'un internationalisme autrement cohérent, fut un levier de pouvoir pour la minorité dirigeante du mouvement²⁵. D'après Kevin Callahan, des conceptions rivales de l'internationalisme constituaient une source de désunion au sein de l'Internationale. Les débats entre socialistes français et allemands lors des congrès de 1904 à Amsterdam et 1907 à Stuttgart ont révélé des divisions au sujet de l'internationalisme, qu'ils ont tenté de minimiser par des résolutions faussement consensuelles. En conséquence, les débats démocratiques et ouverts furent remplacés par des démonstrations artificielles d'unité lors des congrès subséquents²⁶. Callahan désigne ces antagonismes nationaux au sein de l'Internationale « d'internationalisme ». L'étude de ces antagonismes nationaux dans la Deuxième Internationale s'inscrit dans la tradition du grand historien du socialisme Georges Haupt, qui avance la thèse de l'échec de l'internationalisme précisément lors des moments clés, tels les crises qui bouleversent les relations internationales avant la guerre.

Une thèse récente de Elisa Marcobelli, se basant sur les cas de l'Italie, de l'Allemagne, et de la France, contredit Haupt, et avance que la Deuxième

24 Marcel van der Linden, *Workers of the World : Essays toward a Global Labor History*, Leiden, Brill, 2008, 259.

25 Alayrac, *op cit*, 206.

26 Kevin J. Callahan. *Demonstration Culture, European Socialism and the Second International 1889-1914*, Leicester, Troubador Publishing, 2010, 20.

Internationale aurait en fait connu une « *learning curve* », et que les expériences des crises auraient fortifié la pratique de l'internationalisme des socialistes, malgré le fait que la volonté d'action des partis nationaux était déterminée par les divers degrés auxquels les pays respectifs étaient affectés²⁷. L'histoire de l'internationalisme socialiste ne serait donc pas celle d'un échec, mais d'un apprentissage interrompu. Malgré toutes ses grandes qualités, la thèse de Marcobelli souffre du fait qu'elle place trop peu les crises dans le contexte de l'émergence de l'impérialisme. Dans l'ensemble, l'internationalisme et l'antimilitarisme sont synonymes pour Marcobelli, alors que cette dernière question est séparée d'enjeux politiques connexes, tels la question coloniale. De plus, l'internationalisme est compris dans le cadre d'une série de pratiques socio-culturelles (« *demonstration culture* »), alors que la dimension politique de l'internationalisme prend justement de l'ampleur lors des conflits entre grandes puissances. « L'histoire culturelle du politique », comme Marcobelli décrit son approche, minimise les instances d'articulations les plus conscientes de l'internationalisme au profit de la notion vague du « sentiment d'appartenance ».

Sources

Les principaux fonds d'archives relatifs à la Deuxième Internationale se répartissent sur quatre institutions. L'Institut international d'histoire sociale (IIHS) à Amsterdam, l'Office universitaire de recherche socialiste à Paris, la Fondation de la Maison des Sciences de l'Homme (FMSH) à Paris, et la Friedrich-Ebert Stiftung (FES) à Bonn. Ce travail se basera sur les projets de numérisation d'archives et de journaux de ces institutions, ainsi que les projets des bibliothèques nationales comme Gallica en France et de bibliothèques universitaires et municipales en Allemagne. Il fera également usage de la volumineuse édition de sources de la Deuxième Internationale, dont les comptes rendus de congrès, préparée par Georges Haupt.

²⁷ Elisa Marcobelli, *L'Internationalisme à l'épreuve des crises : La IIe Internationale et les socialistes français, allemands, et italiens (1889-1915)*, Nancy, Arbre bleu, 2019, 21.

Le type de sources à exploiter correspond à l'arène du débat politique public. Il s'agit de sources imprimées, à savoir les journaux, les revues, les comptes rendus analytiques et sténographiés de congrès, ainsi que de débats parlementaires et discours d'assemblées. Ceci répond d'ailleurs aux besoins de la problématique.

La presse socialiste française et allemande, offrent un large éventail de matériaux allant de la caricature satirique aux analyses et polémiques de fond. Nous nous concentrerons cependant sur les plus importants journaux, tels que *l'Humanité* et le *Vorwärts*, représentatifs des principales tendances des deux partis. Nous nous pencherons également sur les réactions et analyses moins immédiates, publiées dans des revues comme *Die Neue Zeit* ou la *Revue socialiste*, ou sous forme de brochures.

Chapitre 1 - L'internationalisme socialiste au tournant du siècle en France et en Allemagne

La période d'avant-guerre est caractérisée par une forte croissance du mouvement socialiste autant en France qu'en Allemagne. Lors de sa fondation en 1905, la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO) compte 34 000 membres. Elle en dénombre 91 000 en 1914²⁸. Les effectifs du mouvement socialiste français sont alors modestes comparés à ceux du Parti social-démocrate allemand (SPD) en Allemagne qui, dès 1906, compte déjà près de 400 000 membres et atteint 1,1 million de membres en 1914²⁹. Le nombre d'adhérents aux partis respectifs ne reflète évidemment pas leur influence réelle. Les voies de la presse et du parlement procurent aux socialistes des deux pays un large public.

Le journal du SPD le plus lu est l'illustré *Der Wahre Jacob* avec un tirage de 380 000 exemplaires en 1912. Le journal théorique *Die Neue Zeit* est tiré à

28 Larousse, « SFIO », 2 novembre 2022, <https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/SFIO/144647>.

29 Kurt Koszyk Gerhard Eisfeld. *Die Presse der deutschen Sozialdemokratie*, Bonn, Verlag Neue Gesellschaft, 1980, 18.

10 300 exemplaires en 1912³⁰. L'organe central du parti a un tirage de 165 500 exemplaires en 1912³¹. *L'Humanité* devient l'organe central de la SFIO à partir de 1911 et, en 1912, atteint un tirage de près de 80 000 copies³². Le tirage des journaux ne représente pas tous leurs lecteurs, puisque les exemplaires se passent de main en main, et qu'ils sont disponibles dans différents espaces publics.

Les organisations du mouvement socialiste en France et en Allemagne, dont leur presse, produisent une riche culture pleine de complexités. Il s'agit de voir comment l'internationalisme s'inscrit dans cette culture durant la période qui s'ouvre avec le congrès socialiste de Londres en 1896.

L'internationalisme en théorie

L'interprétation du congrès de Londres de 1896 comme étant une « étape » dans la formation de l'unité doctrinale est de nos jours remise en cause, puisqu'elle tend à téléologiser l'histoire de la Deuxième Internationale par le prisme de la Troisième Internationale. Il demeure cependant indéniable que l'expulsion des anarchistes de la Deuxième Internationale lors du congrès de Londres témoigna d'une homogénéisation croissante du mouvement socialiste international. Un aperçu du mouvement socialiste de l'époque permet de dire que malgré toutes les divergences, et elles sont nombreuses, une certaine homogénéité relative trouva son expression politique la plus notoire dans l'influence persistante du marxisme.

En 1891, le parti le plus important de la Deuxième Internationale, le Parti social-démocrate d'Allemagne, adopta un programme nettement marxiste à son congrès d'Erfurt. Pendant ce temps, de l'autre côté du Rhin, ce qui frappe, écrit l'historien Christophe Prochasson, « est la rapidité avec laquelle le marxisme est devenu dans le cours des années 1890 un point de référence obligé du socialisme français alors même que celui-ci disposait d'une forte

30 *Ibid.*, 188.

31 *Ibid.*, 72.

32 France Archives, « Jean Jaurès fonde l'Humanité », 2 novembre 2022, https://francearchives.fr/fr/pages_histoire/39856.

tradition intellectuelle née dans la première moitié du siècle »³³. Une étude de l'influente *Revue Socialiste* entre 1884 et 1914 démontre que le marxisme y prit un poids quantitatif central, et que Marx y fut l'auteur le plus cité de la période³⁴. L'analyse de l'internationalisme socialiste de l'époque ne peut donc contourner l'analyse de l'internationalisme marxiste.

Il ne s'agit pas ici de présenter une analyse exhaustive de la conception de l'internationalisme de Marx et Engels, sujet digne d'un travail séparé, mais plutôt de présenter les principales sources de l'internationalisme marxiste disponibles aux militants de la période de 1896 à 1912.

La diffusion du marxisme en France se fit principalement à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e. Entre 1872 et 1914, au moins 36 titres de Marx et Engels furent publiés en France³⁵. Les militants socialistes disposèrent alors d'ouvrages tels que *Misère de la philosophie*, le *Manifeste du parti communiste*, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, ainsi que plusieurs ouvrages sur l'économie politique dont le *Capital*, que des diffuseurs des écrits de Marx et Engels tels que Gabriel Deville ont grandement contribué à faire connaître au public français.

La première diffusion à grande échelle des conceptions de Marx et Engels, autant en Allemagne qu'en France, se fit à travers le *Manifeste du parti communiste*. Bien qu'une traduction française fut publiée dès 1848, c'est la traduction de Laura Lafargue de 1876 qui rejoignit un plus grand public³⁶. La traduction de Lafargue parut à nouveau en 1895, en 1897, en 1901 et en 1912³⁷. Si les analyses du texte sont innombrables, et son influence indéniable, il est néanmoins nécessaire de se pencher sur les éléments de

33 Christophe Prochasson, « L'invention du marxisme français » dans *Histoire des gauches en France. Volume 1*, Jean-Jacques Becker dir., Paris, La Découverte, 2005, 442.

34 Michel Bellet, « The reception of Marx in France: La Revue Socialiste (1885–1914) », *The European Journal of the History of Economic Thought*, (2018) : 38.

35 Gilbert Badia, « Einige Bemerkungen über die Verbreitung der Werke von Karl Marx und Friedrich Engels in Frankreich », *Marx-Engels-Jahrbuch*. 4 (1981) : 452.

36 Antoine Perrier, « L'introduction du Marxisme en France », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*. 17, 1 (1970) : 157.

37 Jean-Numa Ducange, « Les traductions et publications de Karl Marx et Friedrich Engels en français avant 1914 », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, (2011), <https://doi.org/10.4000/chrhc.2271>.

son internationalisme, puisque ces éléments se retrouvent sous différentes formes durant toute la période étudiée.

L'internationalisme véhiculé par ce texte se distingue d'autres internationalismes, dans la mesure où il est dérivé non pas d'un idéal éthique, comme on le retrouve chez Kant, mais de l'interprétation des faits économiques et sociaux du développement sous-jacent de la « société bourgeoise ».

Parmi les éléments importants de l'internationalisme de Marx et Engels se trouvent l'impact de la croissance du marché mondial et de l'industrie, ainsi que le caractère historique, c'est-à-dire entièrement relativisé, de l'État-nation. Le *Manifeste* soutient que, en parallèle à la croissance du marché mondial, l'ascension de la bourgeoisie entraîne la constitution de l'État représentatif moderne qui ne serait qu'un « comité administratif des affaires de la classe bourgeoise »³⁸. Le processus historique décrit dans le *Manifeste* est contradictoire puisqu'il attribue au capitalisme un caractère profondément international qui « a enlevé à l'industrie sa base nationale », mais dans lequel persiste le cadre national : « À la place de l'ancien isolement des nations se suffisant à elles-mêmes, se développe un trafic universel, une interdépendance des nations. »³⁹

De cette internationalité à double-tranchant découle également un certain dualisme dans l'internationalité de la lutte des classes. En effet, elle est essentiellement internationale, mais elle est initialement nationale dans la forme : « La lutte du Prolétariat contre la Bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas au fond une lutte nationale, en revêt cependant, tout d'abord, la forme. Il va sans dire que le Prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre Bourgeoisie. »⁴⁰ Cette contradiction est élaborée dans l'un des passages les plus connus et les plus controversés du *Manifeste* :

« Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit, en premier lieu,

38 Karl Marx et Frédéric Engels, *Manifeste du parti communiste*, Paris, Ère nouvelle, 1895, 4.

39 *Ibid.*, 6.

40 *Ibid.*, 14.

conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe maîtresse de la nation, il est par là encore national lui-même, quoique nullement dans le sens bourgeois. [...] L'action commune des différents prolétariats, dans les pays civilisés, tout au moins, est une des premières conditions de leur émancipation. [...] Lorsque l'antagonisme des classes, à l'intérieur des nations, aura disparu, l'hostilité de nation à nation disparaîtra. »⁴¹

S'il est plus souvent question, au sein du mouvement socialiste, « du prolétariat » international au singulier, Marx et Engels parlent ici « des prolétariats ». Ainsi Marx et Engels affirment à la fois qu'en premier lieu le prolétariat est national, mais que l'une des premières conditions de son émancipation est l'action internationale commune. Ce que signifie l'idée que le prolétariat est « encore national » mais « nullement dans le sens bourgeois » n'est d'abord pas explicité par les auteurs du *Manifeste*, et le passage se prêtera facilement à d'interprétations contradictoires. En outre, il existe peu de documents de stature comparable dont l'internationalisme est plus affirmé. Mais l'internationalisme du *Manifeste* se distingue de l'internationalisme qui proclame la fraternité entre nations. Il ne concerne pas, à proprement dire, les relations entre nations. En ce sens, le terme « internationalisme » est trompeur, et il n'est d'ailleurs pas employé dans le texte. Le *Manifeste* prévoit plutôt la dissolution de l'antagonisme national, et l'unité, non pas conçue sur la base de nations, mais sur la base d'une classe sociale.

Le public socialiste franco-allemand puise les sources de son internationalisme de nombreux autres ouvrages dont quelques-uns sont à noter, surtout pour leurs commentaires sur la question de l'État, perçu non pas comme une finalité, mais comme une forme transitoire et historique, ce qui va de pair avec l'internationalisme ancré dans la sociologie de classe.

Parmi les textes qui, au sein du mouvement socialiste, contribuèrent à influencer et former une tendance distinctement marxiste en France et en Allemagne (sous différentes formes) fut l'*Anti-Dühring*. Cet ouvrage de Friedrich Engels, dont le manuscrit a été lu à Marx et auquel Marx contribua par un chapitre, est particulier parce qu'il témoigne de façon systématique

41 *Ibid.*, 21.

de leur opinion sur une série de sujets qui, prise dans son ensemble, forme une conception globale du monde et de la société. Ainsi, Engels démontra comment la méthode illustrée avec éclat dans le *Manifeste du parti communiste* s'applique à la philosophie et à la science, à l'économie politique, et à la politique.

Le texte fut d'abord publié sous la forme d'articles entre janvier et juillet 1877, puis sous forme de livre peu après la même année. Ce sont des chapitres tirés de la dernière partie traitant du socialisme, traduits en français par Paul Lafargue et remaniés par Engels, qui formèrent le livre *Socialisme utopique et socialisme scientifique* publié en 1880 dans la collection de la *Bibliothèque de la Revue socialiste*. Ce petit livre, comme le remarque Engels dans l'une de ses préfaces, connut plus de traductions que le *Manifeste*, et connut une distribution et une influence considérables. Le livret d'Engels présente, de façon très générale, une conception de l'émergence historique de l'État-nation, et prédit sa disparition. Le caractère historique de l'État ressort nettement à la conclusion, où Engels écrit que « L'autorité politique de l'État disparaît avec l'anarchie sociale de la production »⁴². L'*Anti-Dühring* contient d'autres passages importants sur l'État, cependant, une traduction française de l'ouvrage dans son entièreté fut seulement publiée en 1911 par Giard et Brière à Paris⁴³.

La conception marxiste de l'État fut également répandue à travers des socialistes français. En 1883 parut un résumé du *Capital* de Marx accompagné d'un *Aperçu sur le Socialisme scientifique* de Gabriel Deville. Le syndicaliste Georges Sorel cita avec approbation un passage du livre en 1908⁴⁴, qui témoigne du fait que la doctrine marxiste sur l'État n'était pas passée inaperçue en France. Deville écrit :

« L'État n'est pas, ainsi que l'imprime certain bourgeois entré dans le Parti socialiste, comme le ver dans le fruit, pour contenter ses appétits

42 Frédéric Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Paris, Derveaux, 1880, 35.

43 Badia, « Einige Bemerkungen über die Verbreitung der Werke von Karl Marx und Friedrich Engels in Frankreich », 452.

44 Georges Sorel, *La décomposition du marxisme*, Paris, Rivière, [1908] 1910, 52.

malsains en le désorganisant, 'l'ensemble des services publics déjà constitués', c'est-à-dire quelque chose qui n'a besoin que de corrections par-ci, d'adjonctions par-là. Il n'y a pas à perfectionner mais à supprimer l'État, qui n'est que l'organisation de la classe exploitante pour garantir son exploitation et maintenir dans la soumission ses exploités. »⁴⁵

Le livre de Deville, entamé avec l'approbation de Marx et complété sous la direction d'Engels, rencontra un large public, devint une référence majeure du marxisme en France, et fut réédité chez Flammarion en 1887, 1897, 1919, 1928, et 1948⁴⁶.

L'analyse marxiste de l'État sera approfondie avec la parution en 1884 de *L'origine de la famille de la propriété privée et de l'État* de Engels, qui connut une 4^e édition en 1891. Ce livre, qui analyse les assises sociales de l'État dans le temps long du point de vue du matérialisme historique, fut traduit en français en 1893, puis en 1901-1902⁴⁷.

Originellement paru dans la *Neue Rheinische Zeitung* en 1850 puis sous forme de livre en 1895 en allemand, une traduction de *La lutte de classes en France* parut en 1900 chez Schleicher à Paris. Dans son analyse de la Révolution française de 1848, Marx offre un portrait détaillé des relations de classe qui animent les événements politiques, tout en présentant une vision du processus révolutionnaire qui dépasse les frontières nationales :

« Tout comme ils croyaient pouvoir s'émanciper aux côtés de la bourgeoisie, les ouvriers pensaient accomplir une révolution prolétarienne à l'intérieur des limites nationales de la France, à côté des autres nations bourgeoises. Mais les rapports de production en France dépendent du commerce extérieur de la France, de sa position sur le marché mondial et des lois de celui-ci ; comment la France pourrait-elle les briser sans une guerre révolutionnaire européenne, qui

45 Gabriel Deville, *Le capital, de Karl Marx : résumé et accompagné d'un aperçu sur le socialisme scientifique*, Paris. Flammarion, 1897, 16-17.

46 Jacqueline Cahen, « Les premiers éditeurs de Marx et Engels en France (1880-1901) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 114 (2011) : 4.

47 Ducange, « Les traductions et publications de Karl Marx et Friedrich Engels en français avant 1914 ».

aurait un contrecoup sur le despote du marché mondial, l'Angleterre ? »⁴⁸

Marx articule ici l'idée de la révolution comme processus international, et l'internationalisme comme condition préalable au renversement du capitalisme. De tels passages pourtant fondamentaux pour la définition de l'internationalisme socialiste, seront contredits avec la montée du mouvement réformiste.

Une dernière source particulièrement importante durant la dernière décennie du 19^e siècle pour l'internationalisme est la critique du programme de Gotha écrite par Marx en 1875 après le Congrès d'unification entre le parti de Ferdinand Lassalle et le parti d'Eisenach. Écrite sous forme de notes marginales, la critique de Marx fut seulement publiée en 1891 dans la revue *Die Neue Zeit* à l'initiative de Engels à l'occasion de l'adoption du programme d'Erfurt, dans lequel Engels vit certaines faiblesses. Elle sera publiée en France par l'éditeur G. Jacques à Paris en 1901 sous un titre qui fait allusion à la division du socialisme français : *A propos d'unité. Lettre sur le programme de Gotha*⁴⁹. La critique de Marx est particulièrement sévère, et accuse le parti d'avoir, entre autre, abandonné l'internationalisme.

L'internationalisme, même parmi ceux qui se considéraient marxistes, se manifesta sous des formes contradictoires. L'historien Kevin J. Callahan fait part d'un événement à l'aube du Congrès de 1896 de Londres, lors du Congrès du Parti ouvrier français (POF) à Lille. Une partie du public nationaliste manifesta contre l'arrivée de délégués socialistes étrangers venus d'Allemagne. La réponse du POF fut de souligner que l'un des délégués, Wilhelm Liebknecht, avait protesté contre le démembrement de la « patrie française » en 1870. L'exemple démontre qu'il était typique de combiner l'internationalisme et le patriotisme⁵⁰. Étant constamment bombardés d'accusations d'antipatriotisme, les socialistes trouvèrent un

48 Karl Marx, *Les luttes de classes en France*, Paris, Gallimard, 2002, 21.

49 *Ibid.*

50 Callahan, *Demonstration Culture*, 16.

mode de concevoir l'internationalisme qui ne contredisait pas les sensibilités patriotiques perçues du public.

L'appel aux traditions nationales allemandes n'était pas moins présent chez les socialistes allemands, dans la mesure où le SPD glorifiait les fondateurs du socialisme allemand, Lassalle, Marx et Engels. Mais malgré toutes les concessions au sentiment national, on trouve parmi les théoriciens du socialisme allemand d'avant-guerre une articulation de l'internationalisme qui préserve et actualise les éléments originaux de l'internationalisme de Marx et Engels.

À l'occasion du congrès de Londres, Alexandre Helphand Parvus avance une conception de l'internationalisme qui actualise l'internationalisme du *Manifeste du parti communiste* sur la base nouvelle des développements économiques de la fin du 19^e siècle. L'internationalisme articulé par Parvus forme alors la base du moins implicite de l'aile marxiste du parti :

« La révolution sociale ne peut plus être l'œuvre d'une seule nation ou d'un seul État, si l'on pense aux États dans leurs frontières politiques actuelles. Le développement du marché mondial a amené les différents États industriels à établir entre eux des liens productifs si étroits qu'ils ne peuvent exister ni sur le plan capitaliste ni sur le plan socialiste séparément les uns des autres. Le lien international du prolétariat conscient de classe n'est donc plus seulement l'expression du sentiment de solidarité découlant de la similitude de la situation économique, mais le résultat de l'interrelation, de la conditionnalité mutuelle, du lien étroit de la lutte de classe prolétarienne des différents pays. Mais plus le mouvement social-révolutionnaire devient un processus unifié, au moins en Europe, plus la social-démocratie se voit obligée de prendre position sur les conflits découlant de la division existante des États et des nations. Mais non seulement en ce qui concerne le but ultime de sa lutte de classe, mais aussi en ce qui concerne les intérêts immédiats du présent, le prolétariat se voit de plus en plus entraîné dans la sphère d'intérêt des conflits capitalistes d'États et de nationalités. »⁵¹

Il s'agit d'une reformulation de l'internationalisme socialiste classique tel qu'on le retrouve dans les sources nommées ci-dessus, mais actualisé pour les conditions du tournant du siècle. Et pourtant, cette période sera

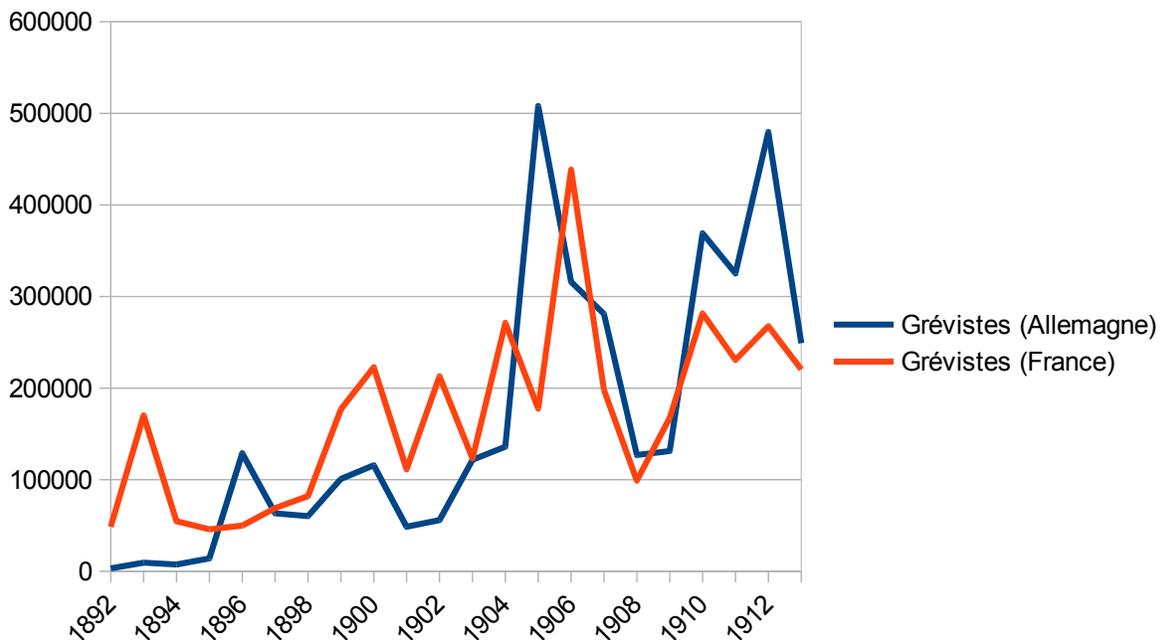
51 *Sächsische Arbeiter-Zeitung* Nr. 168-170, 23.-25. Juillet 1896.

caractérisée par la tension entre la formulation classique de l'internationalisme socialiste et les différentes tentatives de l'adapter aux pressions nationales.

Nous verrons par la suite comment ces conceptions théoriques de l'internationalisme se traduisirent en pratique.

L'internationalisme en pratique : la grève internationale

1 Journées de grève en France en moyennes quinquennales (1870-1914)⁵² :



La période de 1899 à 1904 connaît une forte et rapide augmentation du militantisme ouvrier, qui se traduit en une forte augmentation de l'intensité des grèves. Dans un contexte de l'internationalisation des marchés et de la naissance de l'impérialisme, il s'agit d'établir si l'une des armes principales dans l'arsenal des socialistes connut une transformation internationale parallèle.

⁵² Stéphane Sirot, *La grève en France : Une histoire sociale (XIXe-XXe siècle)*, Paris, Odile Jacob, 2002, 45.

Le nombre de grèves et de participants aux grèves montre pour l'Allemagne la même chose que ce que la durée moyenne de grève montre pour la France. Une hausse est entamée au milieu des années 1890, moins marquée pour l'Allemagne. La durée des grèves et des lockouts en Allemagne augmente de plus de 152 % en 1898. Elle augmente de plus de 171 % en 1903, de 247 % en 1905, et de 302 % en 1910. La baisse la plus marquée a lieu en 1908 avec une baisse de plus de 60 %⁵³. En France, les taux d'augmentation les plus importants de la durée des grèves a lieu en 1893 avec une augmentation de plus de 245 % et en 1906 avec plus de 243 %. 1899, 1902, et 1910 sont également des années d'augmentations importantes. Les reculs les plus importants de la durée des grèves en France pour cette période ont lieu en 1894 et en 1907 avec des baisses de 66 % et 62 % respectivement⁵⁴. Sauf quelques exceptions, les changements brusques de la durée des grèves en France et en Allemagne se font écho, avec un décalage de seulement une année. À part ce décalage, on peut constater une correspondance assez étroite du mouvement de l'intensité des grèves en France et en Allemagne, même si les maximums et minimums divergent.

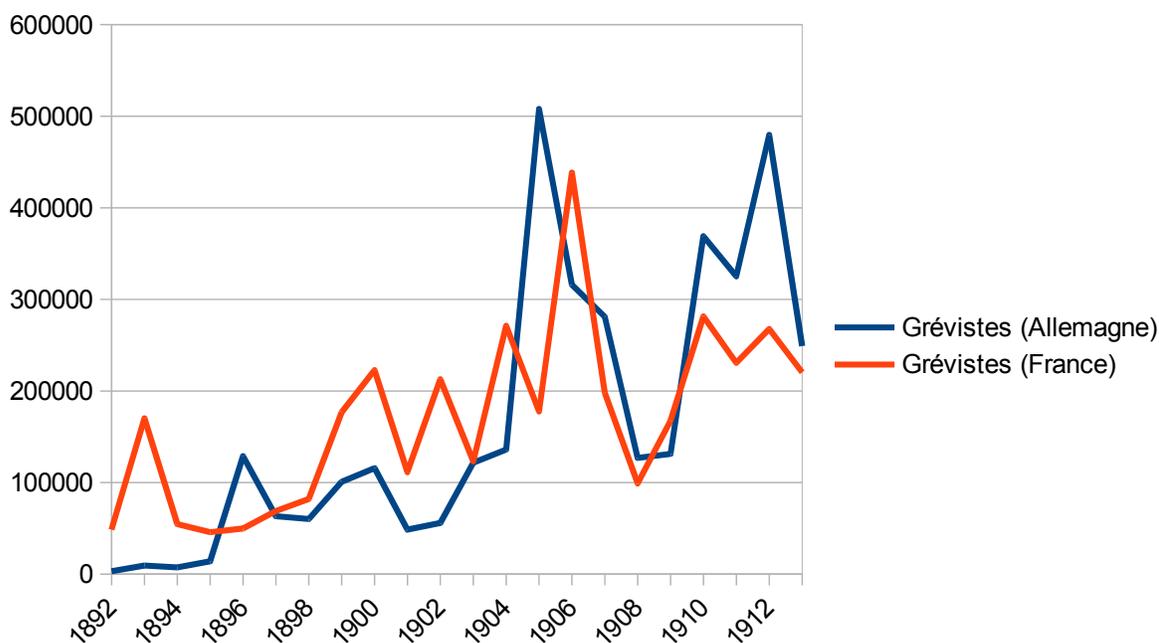
Les données en chiffres absolus confirment cette correspondance entre le mouvement ouvrier allemand et français. On observe par exemple une étroite corrélation entre le nombre de grévistes en France et en Allemagne, particulièrement à partir du début des années 1900. L'Allemagne atteint un sommet en 1905 et la France en 1906. Le nombre de grévistes des deux pays chute à un minimum relatif en 1908. Une nouvelle hausse a lieu dans les deux pays entre 1909 et 1912.

On constate donc une certaine correspondance internationale entre les mouvements de grève en France et en Allemagne. Mais comment cette réalité internationale se traduit-elle dans le langage politique des socialistes ? Quel est le statut de la grève internationale dans le mouvement socialiste et comment reflète-elle les conceptions de l'internationalisme dominantes ?

53 Pourcentages calculés à partir des données dans G. Hohorst et al. dir., *Sozialgeschichtliches Arbeitsbuch II. Materialien zur Statistik des Kaiserreichs 1870-1914*, München, C.H. Beck Verlag, 1978.

54 Pourcentages calculés à partir des données dans Edgard Andréani, *Grèves et fluctuations: La France de 1890 à 1914*, Paris, Éditions Cujas, 1968, 106.

2 Nombre de grévistes français et allemands (1892-1913)⁵⁵⁵⁶



Témoin du Congrès socialiste international de 1889 à Paris, l'ouvrier socialiste Josef Peukert fait part avec amertume d'un espoir déçu :

« Lors du Congrès socialiste de Paris, la grève générale du 1^{er} mai 1890 pour la journée de travail de huit heures avait été décidée, et cette décision fut accueillie avec enthousiasme par les travailleurs de tous les pays, en particulier ceux des pays romans. Puis, à la fin de 1889, les dirigeants de la social-démocratie allemande ont changé de front sans vergogne et ont transformé la grève internationale en jour férié ! »⁵⁷

La décision de reculer devant la grève internationale du 1^{er} mai résume bien la relation particulière que le mouvement ouvrier et socialiste entretient avec

⁵⁵ *Ibid.* ; Hohorst *op. cit.*

⁵⁶ Les données allemandes incluent les lockouts.

⁵⁷ Josef Peukert, *Erinnerungen eines Proletariers aus der Revolutionären Arbeiterbewegung*, Frankfurt (Main), Verlag des sozialistischen Bundes, 1913, 282.

la grève internationale. Tout comme les questions de la grève générale et de la grève militaire, auxquelles elle est reliée, la question de la grève internationale a une qualité subversive qui lui vaut une réputation controversée. Si la notion de grève internationale remonte à la Première internationale, se situant notamment dans les débats autour de la grève militaire, l'appel à la grève internationale prend de l'élan dans les années 1890.

La revendication d'une grève internationale, générale ou non, provient autant du mouvement syndical que du mouvement politique. En France, le parti guesdiste adopte une résolution en faveur de la grève internationale des mineurs au Congrès de Lille en 1890, suivi par le Congrès de la Fédération des syndicats qui adopte la même résolution quelques jours plus tard. Durant cette période, la grève internationale trouve un appui croissant parmi les mineurs et les travailleurs de la mer, face à des obstacles omniprésents. Une réunion de mineurs allemands est dispersée par la police le 17 mars 1890 lorsqu'un délégué des mineurs évoque la possibilité d'une grève internationale des mineurs⁵⁸. À part les autorités, le patronat également est alerte. Pour contrer la menace d'une grève internationale des marins et travailleurs des ports en septembre 1896, les compagnies maritimes de Hambourg s'associent à la *Shipping Federation* de Grande-Bretagne⁵⁹. Les appels à la grève internationale trouvent un écho dans les ports, et surtout dans les mines.

La grève internationale trouve sa première application à grande échelle dans le mouvement des mineurs européens. Malgré l'échec des grèves des mineurs de 1891 et 1893, celles-ci donnent déjà lieu à des actions de solidarité internationale allemande et belge, puis française et belge. En 1904, le rôle de la Fédération internationale des mineurs (F.I.M.) est validé par les syndicalistes qui reconnaissent que « les rapports entre pays sont devenus si étroits qu'une grève nationale n'est réalisable qu'en accord avec les

58 *Berliner Volksblatt*, 18 mars 1890.

59 *Vorwärts*, 15 septembre 1896.

camarades des autres pays. »⁶⁰ Dans ces conditions, le mouvement de grève des mineurs allemands de 1905 a un potentiel sans précédent de s'internationaliser.

La grève de la Ruhr de 1905 fut décrite comme « la plus formidable bataille qui s'est déroulée jusqu'à présent sur le sol allemand entre le capital et le travail. »⁶¹ Entre le 17 janvier et le 9 février, environ 215 000 mineurs luttèrent chaque jour pour la journée de huit heures, pour des salaires plus élevés, pour la sécurité dans les mines et pour l'élimination de toutes les réprimandes pour activité politique. Puisque l'épuisement des stocks charbonniers obligea à recourir à l'importation, Bebel intervint au Bureau socialiste international le 16 janvier pour empêcher les importations belges. De Londres provint un large soutien financier, de Bruxelles la promesse de cesser toute surproduction, et de France la promesse de bloquer le charbon anglais. Des grèves de solidarité de la part des mineurs britanniques et français furent proposées par la F.I.M en début février.⁶²

Le 6 février, les Belges entamèrent eux aussi une grève qui devint une grève générale quelques jours plus tard, au moment où la grève allemande fut démobilisée par la direction syndicale. Le potentiel d'un vaste mouvement de grève international s'épuisa rapidement.⁶³ En outre, la coordination internationale de la grève de 1905 doit être considérée un échec. Les organisations ouvrières sont-elles même prêtes à de telles actions ?

Bien que le soutien international entre organisations ouvrières est répandu depuis la Première internationale, l'organisation systématique de la grève internationale n'est pas une priorité de l'ordre du jour du mouvement ouvrier. Les efforts de coordination internationale des luttes ouvrière évoluent parallèlement dans le mouvement socialiste et syndical. C'est d'ailleurs seulement à partir du congrès de 1900 que les congrès socialistes se désignent comme exclusivement socialistes. Le premier congrès est un

60 Joël Michel, « L'échec de la grève générale des mineurs européens avant 1914 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 29, 2 (1982) : 219.

61 Franz Mehring, « Der Bergarbeiterstreik », *Die Neue Zeit*, 23, 1 (1905) : 529.

62 Michel, « L'échec de la grève générale des mineurs européens avant 1914 », 219.

63 *Ibid.*, 220.

congrès « ouvrier », les deux subséquents sont « socialiste et ouvrier », et le quatrième congrès socialiste se nomme également « syndical ».

Les premières tentatives de construire une organisation syndicale internationale remontent à 1888 de la part des Trade Unions anglaises, mais échouent⁶⁴. Si l'organisation internationale fait des progrès au début du siècle, la question de la grève internationale demeure en arrière-plan. Une rencontre internationale de secrétaires syndicaux à Copenhague en août 1901 produit une entente pour des conférences régulières de secrétaires internationaux, entraînant la création d'un secrétariat international de la représentation syndicale. La 4^e conférence de ce secrétariat tenue à Amsterdam en 1905 définit ses tâches comme étant le rassemblement de données statistiques standardisées, l'organisation du soutien mutuel dans les luttes économiques, et la concertation sur toutes les questions liées à l'organisation syndicale⁶⁵.

La conférence du secrétariat syndical exclut cependant toute question théorique ou politique. Lorsque la Confédération générale du travail (CGT), comme condition de sa participation à la conférence, exige que les questions de l'antimilitarisme et de la grève générale soient mises à l'ordre du jour, la conférence refuse. Elle explique que ces questions ne sont pas à traiter par des fonctionnaires syndicaux, mais par la représentation du prolétariat entier, c'est-à-dire, par les congrès socialistes internationaux⁶⁶. Pourtant, les socialistes ne sont pas moins réticents à endosser la stratégie lors des congrès socialistes internationaux.

Le congrès de Londres de 1896 déclare que les grèves et les boycotts sont des moyens nécessaires de l'activité syndicale, mais qu'une grève générale internationale n'est pas possible. Il avance cependant la nécessité d'action syndicale internationale en défendant l'organisation de comités centraux nationaux⁶⁷. Le congrès de Paris de 1900 réitère la position du congrès

64 Adolf Weber, *Der Kampf zwischen Kapital und Arbeit*, Tübingen, J.C.B. Mohr, 1910, 304.

65 *Ibid.*, 305.

66 *Ibid.*, 306.

67 *Verhandlungen und Beschlüsse des internationalen sozialistischen Arbeiter- und Gewerkschafts-Kongresses zu London vom 27. Juli bis 1. August 1896*, Berlin, Vorwärts, 1896, 29.

précédent et repousse ainsi la grève générale internationale à un futur incertain, la faisant dépendre d'un niveau d'organisation syndicale qui n'est pas encore atteint⁶⁸. En continuité avec les congrès précédents, le congrès d'Amsterdam de 1904 rejette le projet de résolution du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR) qui fait appel à « l'organisation rationnelle et méthodique de la grève générale Internationale »⁶⁹.

Lors du congrès de 1907, la question de la grève internationale figure sous la forme de la grève militaire lors du débat sur l'antimilitarisme, durant lequel les positions antipatriotiques de Gustave Hervé, ainsi que son appel à la grève militaire et l'insurrection en cas de guerre, sont rejetés. À cette occasion, August Bebel fait une déclaration remarquable en réponse à Hervé :

« Hervé dit que la patrie est une patrie des classes dominantes et n'intéresse pas le prolétariat. On peut trouver une idée identique dans le « *Manifeste communiste* », où il est dit : Le prolétariat n'a pas de patrie. Mais les élèves de Marx et Engels ont déclaré qu'ils n'étaient plus de l'avis du *Manifeste*, et ils ont pris une attitude positive au cours des dernières années, dans les questions européennes qui ont un intérêt national. »⁷⁰

En rejetant les moyens jugés trop compromettants pour son parti, dont la grève militaire (nécessairement internationale), Bebel affirme un intérêt national et un patriotisme ouvrier à l'encontre de l'un des motifs classiques du socialisme allemand. Si la résolution antimilitariste votée à Stuttgart en 1907 permet tous les moyens pour empêcher la guerre, le dirigeant de la social-démocratie allemande a néanmoins fait preuve d'un internationalisme hautement conditionnel.

Par la suite, la réticence socialiste marquée face à l'organisation internationale des grèves persiste. Le congrès socialiste international de

68 *Internationaler Sozialisten-Kongress zu Paris, 23. bis 27. September 1900*, Berlin, Vorwärts, 1900, 32.

69 *Congrès socialiste international : Amsterdam 14-20 août 1904*, dans *Histoire de la IIe Internationale*, vol, 14, 155.

70 *VII^e Congrès Socialiste international tenu à Stuttgart du 16 au 24 août 1907 : Compte rendu analytique publié par le Secrétariat du Bureau Socialiste International*, Bruxelles, Brismée, 1908, 116.

Copenhague en 1910 refuse de discuter d'une résolution en appui à une grève internationale des travailleurs de la mer, soumise par un membre du Comité central de la Fédération internationale des transports⁷¹. Enfin, dans le manifeste de l'Internationale énoncé par Jean Jaurès lors du congrès de Bâle en 1912, les résolutions de Stuttgart et de Copenhague sont reprises pour appeler à l'utilisation de tous les moyens pour empêcher la guerre, en soulignant la nécessité d'action internationale commune, sans toutefois fixer la forme spécifique de cette action⁷². La grève internationale, la grève générale, et la grève générale internationale sont des possibilités qui demeurent non énoncées afin d'éviter les dissensions exprimées en particulier lors du congrès de Stuttgart.

Malgré toutes ces réticences, la grève internationale existe, et elle doit exister, comme l'admettent même les leaders socialistes les plus modérés :

« À l'ère des transports et de la production pour les grands marchés, il peut ne pas suffire que les travailleurs d'une profession ou d'une industrie fassent grève localement, et que pour obtenir le résultat souhaité, les travailleurs du district, de la province ou, selon le cas, de l'ensemble du pays, voire de plusieurs pays, doivent y participer. [...] La construction navale et les mines de charbon sont également touchées par des grèves de grande ampleur. Ce dernier secteur, en plus du commerce des dockers, a également produit les premiers débuts de grèves internationales à plus grande échelle. Lorsque, au début de 1905, les mineurs de l'industrie charbonnière de la Ruhr se sont mis en grève, une partie importante des mineurs belges les ont rejoints. On trouve d'autres exemples ou tentatives de grèves internationales dans les industries qui se sont installées dans les zones frontalières des pays voisins, comme la broderie dans le Vorarlberg autrichien et les cantons suisses d'Appenzell et de Saint-Gall. Il est cependant évident que des grèves comme celle-ci sont en fait comparables à des grèves de district ou de province. L'internationalité ne signifie pas une augmentation quantitative au-delà de la grève nationale. »⁷³

Ainsi, pour Bernstein, la grève internationale est un produit naturel de l'époque, mais n'a pas de conséquences particulières, et est subordonnée à

71 *Huitième Congrès Socialiste International tenu à Copenhague du 28 août au 3 septembre 1910 : Compte rendu analytique publié par le Secrétariat du Bureau Socialiste International*, Gand, Volksdrukkerij, 1911, 169.

72 *Ausserordentlicher internationaler Sozialisten-Kongress zu Basel am 24. und 25. November 1912*, Berlin, Vorwärts, 1912, 23.

73 Eduard Bernstein, *Der Streik, sein Wesen und Wirken*, Frankfurt (Main), Rütten & Leoning, 1906, 22-23.

la grève nationale. Nous trouvons une appréciation toute autre de la grève internationale avec Henriette Roland-Holst, l'auteur du livre qui s'inscrit dans un débat important au sujet de la grève de masse. Contrairement à Bernstein, Roland-Holst insiste sur la différence qualitative entre la grève internationale et la grève ordinaire.

« Les conditions de la grève internationale d'un secteur sont très différentes de celles de la grève de solidarité locale. Il n'y a pas d'atmosphère de lutte emballante : il n'est pas question d'action sous une impression sensorielle immédiate. Les barrières de la langue, de la nationalité, de la distance, ont plutôt un effet restrictif. Ce sont des amis inconnus pour lesquels on doit s'aventurer dans une lutte toujours incertaine, risquer son existence. Ici, le sentiment de classe s'avère insuffisant ; seule une conscience de classe claire et extrêmement développée peut faire de tels sacrifices. La grève internationale exige une éducation et une organisation des masses beaucoup plus importantes que la grève locale généralisée, une éducation et une organisation qui n'existent pas encore suffisamment au niveau international. »⁷⁴

La grève internationale est alors un facteur réel de l'époque, qui ne trouve toutefois pas d'expression organisationnelle. Ni les syndicats, ni l'Internationale socialiste considéraient l'organisation de la grève internationale comme étant leur responsabilité. On peut ainsi ressentir le poids du cadre strictement national dans lequel ces organisations évoluèrent, malgré toutes leurs proclamations internationalistes.

L'internationalisme pacifiste

D'autres internationalismes précèdent et côtoient l'internationalisme socialiste à cette époque de mondialisation et d'échanges internationaux. Dans le contexte de la consolidation du système d'États-nations depuis le congrès de Vienne de 1815, l'éclosion des premières organisations internationales concrétise l'internationalisme libéral du 18^e siècle. Le but de ces premières organisations est plus souvent directement économique ou technique, répondant aux besoins de gestion internationale de réseaux physiques de transport et de communication qui dépassent les frontières (tel est le cas de la Commission centrale pour la navigation du Rhin dès 1815,

74 Henriette Roland-Holst, *Generalstreik und Sozialdemokratie*, Dresden, Kaden & Co, 1905, 10-11.

l'Union internationale du télégraphe dès 1865, et l'Union générale des postes dès 1874). L'économie et l'industrie demeurent au centre des articulations de l'international, ce que démontrent dès le milieu du siècle les grandes expositions universelles.

Plusieurs cas d'arbitrage international ont lieu dans la seconde moitié du siècle, mais ils demeurent circonscrits et ponctuels. En 1872, les différends entre le Portugal et l'Angleterre sur la baie de Delagoa sont réglés par Adolphe Thiers. En 1871, les réclamations de l'Alabama des États-Unis contre le Royaume-Uni sont réglées par une cour internationale d'arbitrage réunie à Genève. Il faudra cependant attendre la fin du siècle pour voir l'émergence d'une organisation internationale dont les visées seront plus ambitieuses.

La Cour permanente d'arbitrage de la Haye, convoquée en août 1898 par le tsar Nicolas II puis établie en mai 1899 lors de la première Conférence internationale de la paix (ou de la Haye) peut être considérée comme la première étape d'un processus dans lequel s'inscrivent la Société des nations (1919), le pacte Briand-Kellogg (1928), et la Charte des nations unies (1945). Une seconde conférence eut lieu en 1907 et une troisième était planifiée pour 1915, mais elle fut annulée à cause de la guerre.

Il ne fait aucun doute que l'inspiration idéologique principale de la Cour permanente d'arbitrage fut le mouvement pacifiste. La circulaire appelant à la conférence fut rédigée par le ministre russe des Affaires étrangères, le comte Mouraviev, sous l'influence du chercheur pacifiste Jean de Bloch. Mouraviev y avança que le « maintien de la paix générale et une réduction possible des armements excessifs qui pèsent sur toutes les nations se présentent comme l'idéal auquel devraient tendre les efforts de tous les gouvernements », et que le moment était propice « à la recherche des moyens les plus efficaces d'assurer la paix et de mettre avant tout un terme au développement progressif des armements actuels »⁷⁵.

75 Laurent Barcelo, « Aux origines de la Cour permanente d'arbitrage : La première Conférence de la Haye (1899) », *Guerres mondiales et conflits contemporains* 189 (1998) : 17.

Le maintien de la paix et le désarmement était fortement recommandé par Jean de Bloch sur la base de ses travaux volumineux, analysant les conséquences de la guerre moderne dans le moindre détail empirique. De Bloch prédisait qu'une guerre entre les puissances européennes menée dans des conditions sociales et technologiques sans précédent entraînerait un enlèvement sans réel vainqueur et d'innombrables pertes humaines. La guerre serait longue et ne serait ultimement pas décidée sur le champ de bataille, mais par l'épuisement économique. Enfin elle se terminerait avec une déstabilisation politique et entraînerait des révolutions. Comme le notèrent des experts militaires après 1918, ses prédictions s'avérèrent prophétiques⁷⁶. De Bloch ainsi que de nombreux pacifistes furent impliqués dans les conférences de la Haye, et alimentèrent les échanges intellectuels qu'elles produisirent.

Les socialistes se tinrent largement à l'écart des initiatives à la Haye, bien que la distinction entre leur internationalisme et celui que représente une cour internationale d'arbitrage ne fut pas toujours nette. Se réjouissant des déclarations de Delcassé favorables au projet russe d'une cour d'arbitrage, Édouard Vaillant tint un discours à la Chambre qui témoigna des contradictions et des affinités de l'internationalisme de certains socialistes avec celui des pacifistes.

Vaillant accueillit le discours de Delcassé et tint un long discours en faveur d'un tribunal international d'arbitrage et du désarmement, argumentant que la paix était dans l'intérêt national de la France. Il rappela que la source de tous les conflits internationaux était le régime de concurrence capitaliste, mais qu'il suffisait pour les régler « d'une bonne volonté réciproque ». Les différends protectionnistes entre la France et l'Angleterre étaient par exemple « une question à étudier et à régler dans l'intérêt de la métropole aussi bien que dans l'intérêt des colonies, aussi bien que dans l'intérêt de la pacification internationale. »⁷⁷ Pour le désarmement, Vaillant suggéra la transformation des forces offensives en forces défensives et de l'armée

76 Peter van den Dungen, « Jean de Bloch: A 19th century peace researcher », *Peace Research* 15, 3 (1983): 24.

77 J. O., *Débats Chambre*, séance du 24 janvier 1899, 125 .

permanente en milices nationales sédentaires, ainsi qu'une réduction parallèle des dépenses militaires entre les pays. Il proposa enfin « une série ininterrompue de conférences internationales périodiques, qui auraient pour objet de régler toutes les questions d'intérêt économique et social et ainsi, dans leur source, dans leurs éléments, tous les différends résultant de l'incohérence actuelle des rapports internationaux », en vue d'une législation internationale du travail et des conflits nationaux.⁷⁸

Mais l'optimisme de Vaillant ne survit sans doute pas à la réalisation du projet, et on peut constater au sein du mouvement socialiste une perception du tribunal international d'arbitrage comme au mieux un espoir déçu. Ainsi s'exprime Anatole France, alors proche de Jean Jaurès, dans son roman d'anticipation *Sur la pierre blanche* publié dans *L'Humanité* :

« L'œuvre capitale du vingtième siècle de l'ère close fut l'extinction de la guerre. Le Congrès arbitral de la Haye, institué en pleine barbarie, ne contribua pas à l'établissement de la paix. C'était un instrument docile aux mains des gouvernants belliqueux. Mais une autre institution plus efficace fut créée à cette époque. »⁷⁹

L'institution à laquelle Anatole France fait référence est l'ébauche d'un parlement international, constitué sur la base de réunions de députés de tous les pays. L'internationalisme par la voie des parlements reflète une conception alors répandue parmi les socialistes réformistes particulièrement concentrés sur le travail parlementaire.

Les socialistes allemands portèrent un regard ironique et critique sur la conférence de la Haye. Tout au cours de l'année, la conférence fut décrite dans les pages du *Vorwärts* comme la « comédie de la Haye ». Dans son bilan sur la première conférence de la Haye, le *Vorwärts* souligne ce qu'il perçoit comme l'hypocrisie de toute l'affaire :

« Les grandes puissances signent un protocole de paix tout en se surpassant en armements de guerre insensés qui passent maintenant

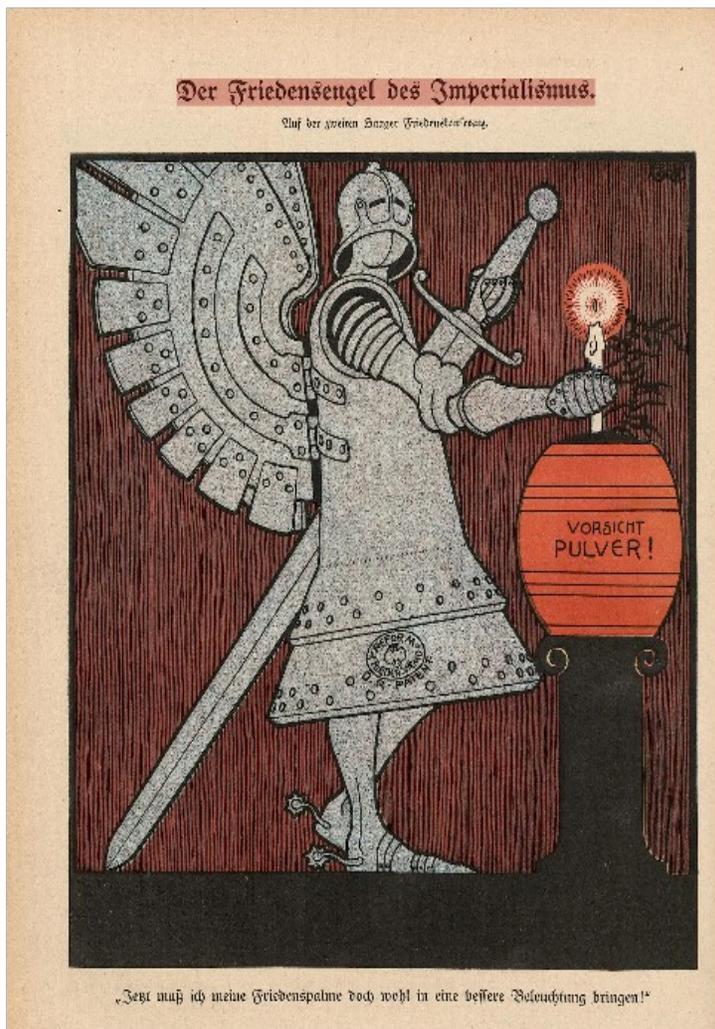
⁷⁸ *Ibid.*, 127.

⁷⁹ *L'Humanité*, 9 mai 1904, 2.

du continent à la mer ; l'Angleterre, l'Angleterre libre et humaine, célèbre la conclusion de la conférence de la Haye en jouant de façon macabre avec des obus de lyddite en Afrique du Sud, et l'Allemagne, l'Allemagne très pieuse, très humaine et très pacifique, illustre le protocole de paix avec les images d'une marine de guerre considérablement agrandie. »⁸⁰

La presse socialiste allemande continue à porter un regard critique sur le pacifisme de la conférence de la Haye tout au cours de la période d'avant-guerre. L'attitude du public socialiste allemand face à la conférence de la Haye est bien illustrée par une caricature parue dans le journal populaire satirique *Der Wahre Jakob*⁸¹, à l'occasion de la seconde conférence de la Haye.

1 « Der Friedensengel des Imperialismus »



80 *Vorwärts*, 28 décembre 1899, 2.

81 *Der Wahre Jakob*, Nr. 546, 25 juin 1907.

L'image montre un ange en pleine armure, dont le corps est formé en cloche, et qui tient une grande épée. La contradiction est flagrante. L'ange, dont la forme rappelle la paix, est armé pour le combat. Il place une chandelle allumée devant une palme sur un tonneau de poudre à canon (sur lequel est écrit « attention poudre ! ») placé sur une colonne ionique. Les ailes de l'ange, la cloche, le décor, et la chandelle dénotent un cérémonial en contraste avec l'explosif. L'image est intitulée : « L'ange de la paix de l'impérialisme : À la seconde conférence à la Haye de la paix ». L'ange dit : « À présent je dois mieux illuminer ma palme de la paix ». L'illustration reflète bien l'attitude critique qui existait face au pacifisme au sein du mouvement socialiste. Il était largement reconnu que malgré sa forme, ou malgré qu'elle était formellement pour la paix, son contenu ne faisait qu'attiser les conflits futurs.

Malgré cette attitude généralement sceptique face à la Cour permanente d'arbitrage, elle est néanmoins admise en tant que moyen de régler les conflits internationaux dans certains cas. Tel est le cas de la crise vénézuélienne de 1902-1903, qui vit l'imposition d'un blocus naval contre le Venezuela par la Grande-Bretagne, l'Allemagne, et l'Italie, pour le forcer à payer ses dettes. La question fut ultimement renvoyée à la Cour permanente d'arbitrage. Dans son bilan sur l'affaire, August Bebel affirma :

« [L'affaire vénézuélienne] s'est en fait terminée comme elle aurait dû commencer ; il aurait fallu renvoyer toute la dispute à la Cour permanente d'arbitrage de la Haye, et le résultat aurait été le même sans devoir recourir à l'excursion [...]. »⁸²

Ainsi, autant en France qu'en Allemagne, la ligne de démarcation entre l'internationalisme socialiste classique et l'internationalisme pacifiste n'est pas toujours nette. Étant donné l'absence d'une conception claire de la forme organisationnelle et politique que doit prendre l'internationalisme socialiste au tournant du siècle, le mouvement s'adapte par moments à un internationalisme qui tente de réconcilier les antagonismes nationaux dans le

82 Reichstagsprotokolle 1903/05, 1, 10 décembre 1903.

cadre du capitalisme. Ce réflexe d'adaptation de l'internationalisme au cadre national ne peut pas être compris sans prendre en compte la montée du réformisme durant cette période.

Le débat révisionniste et la question de l'internationalisme

En sortant de l'illégalité en 1890, le SPD se trouva devant la tâche complexe de réorganisation du travail pratique. Un nouveau terrain d'activité s'offrit au parti, permettant l'application d'un large éventail d'activités parlementaires et syndicales. Le programme d'Erfurt, qui servit de modèle au sein de la Deuxième Internationale, établit une certaine dichotomie entre les buts révolutionnaires à long terme du parti, et ses aspirations immédiates. Cette dualité contenait déjà la possibilité de la remise en question du caractère révolutionnaire du parti, surtout dans un contexte où la vie politique de l'organisation était axée sur le développement de l'influence du mouvement par des moyens légaux. Invariablement, la remise en question des buts révolutionnaires du parti prit la forme de la défense d'une orientation nationale, axée sur l'utilisation de l'État capitaliste comme levier politique du socialisme. Georg von Vollmar fut le premier social-démocrate à avancer une telle position nationale au sein du mouvement socialiste allemand, ce qui lui valut d'être connu comme le précurseur du réformisme.

En Allemagne, ce fut Eduard Bernstein qui fut le porte-parole principal de la nouvelle tendance réformiste. L'un des premiers articles de Bernstein qui signala clairement sa nouvelle orientation politique prit la forme d'un appel à l'appui au nationalisme arménien dans l'Empire ottoman. La situation des Arméniens, sujets de massacres et persécutions, avait été récemment portée à l'attention internationale avec la prise de la Banque ottomane en août 1896 par des membres de la Fédération révolutionnaire arménienne. Considérant que les nationalistes arméniens revendiquaient l'intervention des puissances européennes, la cible était bien choisie⁸³. En effet, la Banque ottomane gérait

83 Donald Bloxham, *The Great Game of Genocide, Imperialism, Nationalism, and the Destruction of the Ottoman Armenians*, Oxford, Oxford University Press, 2005, 53.

la dette souveraine de l'Empire ottoman dont la France détenait 46 %, la Grande-Bretagne 18,4 %, et l'Allemagne 10,5 %⁸⁴. Les intérêts croissants des centres financiers européens dans l'Empire ottoman prenaient notamment la forme de la construction de chemins de fer. Entre autres, la Deutsche Bank détenait un réseau dont 440 km de la ligne Konya furent complétés la même année. Sur la base de l'intervention de Guillaume II, cet investissement de la Deutsche Bank devint le controversé projet du chemin de fer de Bagdad en 1899⁸⁵.

Dans ce contexte de pénétration du capital européen dans l'Empire ottoman, l'appel à l'aide internationale du mouvement nationaliste arménien coïncida avec un sentiment impérialiste naissant en Europe, qui considérait les Arméniens chrétiens comme les représentants de l'Occident dans l'Empire ottoman musulman et « barbare », et dont le but ultime était « d'européaniser l'Orient ». Par la suite, Bernstein fut accusé par ses adversaires d'être sous l'influence de son milieu anglais, et la politique d'intervention internationale, opposée par la Russie, reflétait en effet le biais de la diplomatie britannique. C'est en ces termes que Bernstein aborda la question.

Dans l'article, Bernstein déclara d'emblée que les sociaux-démocrates devraient accepter une certaine responsabilité pour la politique du gouvernement allemand, et qu'ils devraient œuvrer pour l'améliorer⁸⁶. Il se solidarisa ainsi avec la politique étrangère du gouvernement, et adopta le point de vue d'un conseiller qui propose une amélioration de la défense d'intérêts communs. La position internationale de l'Allemagne serait renforcée par son appui à un mouvement de libération nationale comme celui des Arméniens, écrit Bernstein, et il ne laissa aucun doute sur les conséquences désirées d'un tel appui ; le renversement de « l'obstacle » que

84 Jacques Thobie, *Intérêts et impérialisme français dans l'Empire ottoman*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1977,.

85 Philip L. Cottrell, *A Survey of European Investment in Turkey, 1854–1914: Banks and the Finance of the State and Railway Construction* dans *East Meets West - Banking, Commerce and Investment in the Ottoman Empire*, Routledge, 2008, 91.

86 H. Tudor, *Marxism and Social Democracy. The Revisionist Debate 1896-1898*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, 51.

représente le Sultan et « l'européanisation » de la Turquie⁸⁷. L'Allemagne devrait promouvoir une politique orientale dont la visée serait de changer la Turquie en amputant ses parties satellites et en implantant un « style d'administration européen » lui permettant de se libérer de l'emprise de la Russie⁸⁸.

En appuyant le mouvement nationaliste arménien, Bernstein insiste que tous les soulèvements nationaux ne sont pas dignes du même appui. Les « races » hostiles à, ou incapables de « civilisation » ne mériteraient pas la sympathie des socialistes, selon Bernstein. Au contraire, s'il est prêt à condamner certaines méthodes de subjuguer les « sauvages », il défend l'idée que les « sauvages doivent être subjugués pour les forcer à se conformer aux règles d'une civilisation plus élevée. »⁸⁹ Articulant ainsi le discours impérialiste classique de la mission civilisatrice de l'Occident, Bernstein se fait l'avocat original de l'expansion de la « civilisation » au nom du socialisme, qu'il écarte d'ailleurs des considérations politiques immédiates.

Le discours proto-impérialiste de Bernstein est accompagné de la défense du nationalisme, en partant de mouvements de libération nationale particuliers jusqu'à la défense de l'intérêt national en général. En introduisant la question nationale, Bernstein fait référence au congrès de Londres et au débat qui y eut lieu au sujet de la restauration de la Pologne. La résolution adoptée indiqua que la solution de la question serait apportée par la « victoire finale du socialisme ». Mais à l'encontre de cette résolution, Bernstein avance que tout comme la libération nationale de l'Italie ne devait pas attendre la « victoire finale du socialisme », celle de la Pologne ou d'autres nationalités ne devraient pas l'attendre non plus⁹⁰. Sur cette base de la séparation de la libération nationale du programme socialiste, Bernstein étend le principe de la défense des nationalités opprimés à la défense de la nationalité tout court. Il affirme que le mot d'ordre selon lequel « le prolétaire n'a pas de nation »

87 *Ibid.*, 58.

88 *Ibid.*, 60

89 *Ibid.*, 53

90 *Ibid.*, 53-54

est modifié dans la mesure où il a une voix dans le gouvernement et la législation d'un pays en tant que citoyen de plein droit et peut influencer sa condition démocratiquement. En tant qu'exemple, Bernstein cite la France, dont l'histoire et les institutions se combineraient pour développer un sentiment national chez les travailleurs français. Il ajoute enfin que la conscience nationale n'exclut pas l'internationalisme dans la pensée et la pratique, pas plus que l'internationalisme n'empêche la défense d'intérêts nationaux⁹¹.

Cet article marquant et précurseur de la nouvelle trajectoire politique de Bernstein contient déjà tous les éléments du rapport problématique de l'internationalisme face à la montée de l'impérialisme. L'intérêt national des grandes puissances sur la scène internationale est légitimé sur la base du sentiment national présumé de la classe ouvrière, ainsi que de l'intérêt national de minorités opprimées. L'internationalisme est réconcilié à la défense d'intérêts nationaux, auxquels sont assimilés les intérêts de la « civilisation » qui justifient l'oppression coloniale. Bernstein emploie une acception d'internationalisme bien différente de celle, datant du *Manifeste*, qui fait fi des nations au nom de l'unité de la classe ouvrière. L'internationalisme de Bernstein admet non seulement la validité, pour les socialistes, de l'intérêt national dans le sens de la réalisation de la souveraineté politique et des droits démocratiques, mais également l'intérêt national de nations pour lesquelles ces droits sont déjà réalisés.

Entièrement absente des considérations de Bernstein est une appréciation critique du contenu concret de cet intérêt national. L'intérêt de classe, puisque la classe ouvrière d'un État démocratique est également citoyenne et détermine le caractère de cet État, selon Bernstein, est assimilé à l'intérêt national. L'exportation de la « civilisation » dans l'intérêt national reviendrait donc également à l'intérêt des classes ouvrières des grandes puissances. En dernière analyse, l'internationalisme de Bernstein est basé sur la primauté de la nation. Plutôt que l'entité contradictoire d'intérêts antagoniques que

91 *Ibid.*, 55

constitue la nation pour le marxisme classique, l'article de Bernstein indique que l'intérêt national est une catégorie supra-historique, dont la viabilité est indépendante des conditions sociales sous-jacentes. Ce thème sera développé dans des articles subséquents, qui ébauchent plus explicitement le projet révisionniste de Bernstein.

L'historien Manfred Steger remarque : « In these last years before the outbreak of the Great War, it had become clear that what had begun as the SPD's "Revisionist Controversy" had turned into the "Nationalist Controversy" of German social democracy. »⁹² Les éléments de cette « controverse nationale » étaient en fait présents dès le début de la controverse révisionniste, même s'il est remarquable qu'ils n'étaient pas au premier plan du débat. C'est seulement avec le recul qu'il est possible de constater qu'il forme un élément central du débat.

Bernstein rejetait un certain type de nationalisme ethnologique, et appuyait le nationalisme sociologique. Sur la base de cette distinction, Bernstein est désigné d'internationaliste par certains historiens ⁹³ L'orientation nationale de Bernstein lui a valu pendant la guerre froide d'être désigné d'apôtre d'un marxisme national en opposition à l'utopie de l'internationalisme marxiste : « Bernstein oppose cette attitude réaliste à l'utopie de certains internationalistes qui préconisaient la grève générale obligatoire en cas de guerre, sans distinction de guerre offensive ou défensive. »⁹⁴

La montée de courants d'orientation nationale au sein du mouvement socialiste international pose un défi important à l'internationalisme du mouvement qui souleva également la question des relations internationales entre les partis, en l'occurrence entre le mouvement allemand et français.

92 Manfred B. Steger, *The quest for evolutionary socialism : Eduard Bernstein and social democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 204.

93 Ephraim Nimni, *Marxism and Nationalism: Theoretical Origins of a Political Crisis*, London, Pluto Press, 1991, 63.

94 Jean Valarché, « Edouard Bernstein : Marxiste national », *Revue d'histoire économique et sociale*, vol. 27, no. 3/4 (1948) : 318.

L'internationalisme et l'affaire Millerand : le congrès de Paris 1900

Le débat révisionniste en Allemagne trouva son analogie dans la crise déclenchée en France avec l'entrée du socialiste réformiste Alexandre Millerand dans le gouvernement de Waldeck-Rousseau en tant que ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes en juin 1899. La question débattue était à savoir s'il était admissible pour un socialiste de participer à un cabinet bourgeois. Les socialistes préconisant la lutte des classes avançaient qu'il était impossible de collaborer avec un gouvernement représentant les intérêts de la classe capitaliste, alors que les socialistes réformistes étaient convaincus qu'il fallait utiliser toutes les opportunités pour appliquer des réformes sociales les rapprochant graduellement de leur but.

Alors qu'en Allemagne, le débat révisionniste a lieu au sein d'un parti uni, en France, les différentes tendances appartiennent à des organisations séparées avant 1905. Ceux qui appuient Millerand, dont Jean Jaurès et Aristide Briand, se retrouvent au sein du Parti socialiste français (PSF) dès mars 1902, alors que ses adversaires, dont les marxistes Jules Guesde et Édouard Vaillant, se regroupent au sein du Parti socialiste de France (PsdF) en 1901. La désunion des socialistes français était un sujet récurrent des congrès internationaux, ce qui souleva la question du rôle de l'Internationale dans le règlement de questions nationales. L'internationalisme trouva-t-il un reflet organisationnel dans la prééminence de l'organisation internationale au-dessus de l'organisation nationale ?

Le premier congrès international socialiste depuis le déclenchement de la controverse révisionniste et l'affaire Millerand fut le congrès de Paris tenu du 23 au 27 septembre 1900 à Paris. Le congrès était alors marqué par les différents organisationnels et politiques qui divisèrent les socialistes français. La simple constitution de la section française pour le congrès fut accompagnée de complications, alors que Paul Lafargue protesta contre la

constitution d'un bureau qui selon lui n'avait « aucune qualité pour parler au nom de la délégation française ».

Les délégués internationaux n'hésitèrent alors pas à intervenir pour faire appel à l'unité de la section française, et ce, au nom de l'internationalisme. Le délégué Troelstra déclara par exemple :

« Si nous n'étions pas les hôtes des socialistes français, nous serions allés tout à l'heure dans la salle où ils étaient réunis avec le drapeau rouge et nous leur aurions montré l'inscription qu'il porte 'Prolétaires, unissez-vous!' »⁹⁵

Un parallèle fut établi entre l'unité de la section française et l'unité internationale. Le délégué autrichien Victor Adler incita les socialistes français à mettre de côté les « petites différences d'opinion, de théorie et de doctrine » pour exprimer « l'unité de la social-démocratie de tous les pays », qui serait aussi « le point de départ d'un grand et irrésistible mouvement pour l'unité intérieure du socialisme français »⁹⁶.

Les querelles entre les socialistes français inspirèrent Paul Singer, délégué allemand dirigeant du SPD, à inciter les français de tirer exemple des socialistes allemands :

« Justement le Congrès de Mayence a rappelé ce souvenir qu'il y a vingt-cinq ans il y avait au sein de la démocratie socialiste allemande les mêmes dissensions, les mêmes différences d'opinions qu'actuellement dans le parti socialiste français »⁹⁷

Le parti allemand présenté ainsi en tant que modèle pour le socialisme français indique que pour Singer, il existait une solution générale aux problèmes nationaux. Cette idée était pourtant plutôt controversée au sein de l'internationale, et Singer lui-même insista sur l'indépendance nationale des sections de l'internationale pour le règlement de différences politiques.

95 *Compte rendu sténographique non officiel de la version française du cinquième congrès socialiste international*, Paris, Cahiers de la quinzaine, 1901, 21-22.

96 *Ibid.*, 19.

97 *Ibid.*, 15-16.

Ceci fut particulièrement manifeste lors de la discussion sur l'affaire Millerand.

La résolution adoptée au sujet de l'affaire Millerand fut rédigée par le théoricien du socialisme allemand Karl Kautsky, et décrite comme la résolution « caoutchouc » parce qu'il était possible de l'interpréter de multiples façons. Mais la résolution déclara néanmoins que la question de l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois était une question de tactique et non de principe, que donc « le Congrès international n'a point à se prononcer sur ce point. »⁹⁸ Ce qui pouvait paraître comme un compromis représenta en fait une prise de position nette sur la juridiction de l'internationale dans les questions tactique des sections nationales.

La discussion autour de la résolution refléta une fois de plus le manque de consensus entre ceux qui considéraient l'affaire Millerand comme une question internationale concernant le congrès, et ceux qui attribuaient au congrès international un rôle politique dirigeant moins direct. Le délégué Vandervelde articula sans doute un sentiment répandu lorsqu'il déclara : « nous avons la conviction profonde que le Congrès international n'est pas une Cour de justice et d'arbitrage, destinée à prononcer des condamnations, des flétrissures et à lancer des décrets d'excommunication. »⁹⁹

Jaurès se rallia à l'opinion de Vandervelde en soulignant que la particularité de la question découlait de la particularité du contexte politique français. Pour Jaurès, la question « est française, en ce sens que le surcroît de liberté et de démocratie que l'institution républicaine apporte au peuple a mûri la question chez nous avant qu'elle ne soit mûrie chez les autres »¹⁰⁰ Jaurès n'hésita pas cependant à faire appel à l'universalisme en insistant de façon contradictoire que la tactique des français était en fait une tactique universelle des socialistes : « il y a un fait qui domine toutes les déclarations, c'est qu'à l'heure actuelle, soit pour défendre les libertés, soit pour conquérir

98 *Ibid.*, 102.

99 *Ibid.*, 104.

100 *Ibid.*, 128.

quelque réforme ouvrière urgente, tous les partis socialistes du monde pratiquent des alliances. »¹⁰¹

D'autres, comme le délégué italien Enrico Ferri, placèrent l'affaire Millerand dans son contexte international :

« Lorsqu'on dit que le cas Millerand n'intéresse pas le socialisme international, on dit du vrai et on dit de l'inexact; on dit du vrai, lorsqu'on parle du cas individuel, personnel; et on dit de l'inexact, lorsqu'on envisage le cas général, dont le cas Millerand n'est que le symptôme et l'effet. »¹⁰²

Parmi les socialistes français, Marcel Sembat se rallia à Ferri et insista que « ce qui se passe dans un pays ne peut pas être sans retentissement sur les conditions de lutte sociale dans les autres pays. »¹⁰³

C'est dans le même esprit que Jules Guesde articula sans doute l'un des arguments les plus ancrés dans l'internationalisme socialiste classique lorsqu'il ajouta aux considérations nationales excluant la participation d'un socialiste au gouvernement Waldeck-Rousseau des considérations internationales :

« Vous représentez-vous cette participation socialiste, ce socialiste entré dans un gouvernement bourgeois et qui a la responsabilité non seulement de la politique bourgeoise intérieure, mais de la politique capitaliste à l'extérieur, obligé de déposer des demandes de crédits militaires, maritimes, coloniaux, obligé de les défendre alors que dans le pays où cette promiscuité ne s'est pas encore produite, lorsque la bourgeoisie impériale allemande, la bourgeoisie royale italienne, la monarchie constitutionnelle anglaise déposent ces mêmes crédits, les socialistes répondent : Vous n'aurez pas un kilo de poudre, pas un boulet, pas un soldat!...

Il y a là la destruction de l'Internationale que vous êtes en train de créer ici : avec un Millerand prussien, avec un Millerand italien, avec un

101 *Ibid.*, 126.

102 *Ibid.*, 111-112.

103 *Ibid.*, 135.

Millerand français, avec un Millerand anglais il n'y a plus d'internationale ouvrière possible »¹⁰⁴

La question de la politique internationale comme enjeu de la cohésion du socialisme international devint, avec les débats Bernstein et Millerand à la fin du 19^e siècle le grand enjeu de l'internationalisme et du socialisme au début du 20^e siècle. Cela est d'autant plus vrai que la politique internationale de l'époque fut définie en grande mesure par la montée de l'impérialisme, qui défia les conceptions existantes de l'internationalisme.

Chapitre 2 - Les socialistes devant l'impérialisme et ses tendances nationalistes

La découverte de l'impérialisme

Entre les congrès internationaux de 1896 et 1900 se développe la conscience accrue dans le monde socialiste du problème de l'impérialisme. Mais l'expression *impérialisme* a alors de nombreuses acceptions. Des historiens ont examiné l'usage et l'étymologie du mot. Bédarida trouve qu'en 1880, l'expression *impérialisme* désigne en France exclusivement l'expansionnisme anglais, et elle est encore définie comme telle dans une entrée de dictionnaire de 1905. C'est seulement en 1931 qu'une entrée dans le *Larousse* universalise quelque peu l'expression en parlant d'expansionnisme des nations.¹⁰⁵ Richard Keobner et Helmut Schmidt, cités par Day et Gaido ont, quant à eux, trouvé que le mot *impérialisme* fut introduit en même temps que le mot *bonapartisme* en Angleterre pour décrire le régime du Second empire de Louis Napoléon. Le mot *impérialisme* commence à être d'usage plus fréquent en Grande-Bretagne lors du passage du *Royal Titles Act* d'avril 1876 qui reconnaît la reine Victoria en tant qu'impératrice de l'Inde.¹⁰⁶

104 *Ibid.*, 150.

105 François Bédarida, « Perspectives sur le mouvement ouvrier et l'impérialisme en France au temps de la conquête coloniale » *Le Mouvement social* 86 (Jan. - Mar., 1974) : 27.

106 Day et Gaido, *Discovering Imperialism*, 6.

Pour les socialistes qui se penchent sur la question de l'impérialisme, l'expression, telle que graduellement définie, porte non seulement sur l'expansionnisme colonial, mais également sur des phénomènes économiques industriels et financiers intrinsèquement reliés à l'évolution du capitalisme. Or à la fin du siècle, l'expression est fréquemment employée pour parler de la tendance politique en Grande-Bretagne qui préconise le renforcement des liens entre les colonies et la métropole, et reformule les assises de la nation dans le cadre impérial. Cette tendance prend réellement de l'élan avec une nouvelle course aux colonies et une résurgence du protectionnisme sur le continent dans les années 1880 et 1890. Si la discussion socialiste de l'impérialisme ne se limite pas à ce cadre colonial et britannique, c'est néanmoins d'abord l'observation de tendances politiques britanniques qui donne lieu aux premières discussions de l'impérialisme dans son sens plus universel et économique.

La recadrage de la discussion sur l'impérialisme à la fin du siècle ne se limite pas aux cercles socialistes. La littérature de la fin des années 1890 constate en effet un mouvement nouveau en Grande-Bretagne qui a commencé à s'affirmer au cours des deux dernières décennies ou moins. Il est au fond question d'une rupture observée, entre autres, par le politologue Émile Boutmy :

« Quoi qu'il en soit, la décade 1880-1890 nous montre l'Angleterre animée d'une activité, et poursuivant des fins qui sont le contraire de ce que la décade 1860-1870 nous faisait pressentir. Le pays a pour ainsi dire changé d'âme; il se livre avec ardeur tant aux entreprises fructueuses qu'aux tentatives prématurées, aux chimères à jamais inconsistantes de l'impérialisme. »¹⁰⁷

C'est précisément ce « changement d'âme » que le socialiste Max Beer analyse dans un essai paru un an plus tôt en 1898.

Max Beer (1864-1943) était un journaliste et historien né en Autriche-Hongrie puis émigré en Allemagne en 1889 où il édita un journal social-démocrate. Il déménagea à Londres en 1894 puis étudia à la London School of Economics

107 Émile Boutmy, « L'empire britannique », *Annales des sciences politiques*, 14, (1899) : 553.

jusqu'en 1896. Il fut correspondant pour la presse social-démocrate allemande à Paris couvrant l'affaire Dreyfus en 1897. À partir de 1898, il fut correspondant à New York jusqu'en 1901, lorsqu'il devint correspondant à Londres pour le *Vorwärts*, remplaçant Eduard Bernstein. Il fut déporté vers l'Allemagne en 1915 et collabora au journal de l'aile droite du SPD, *Die Glocke*, entre 1919 et 1921. Il fut recruté par David Ryazanov à l'Institut Marx-Engels de Moscou pour lequel il travailla entre 1927 et 1929, puis à l'Institut für Sozialforschung de Francfort pour lequel il travailla jusqu'en 1933. Il mourut en exil à Londres en 1943¹⁰⁸. En plus de ses écrits journalistiques, ses mémoires livrent un témoignage précieux de l'époque de la Deuxième internationale.

L'essai de Beer, paru en novembre 1897 dans *Die Neue Zeit* et intitulé *L'impérialisme moderne anglais*, représente la première discussion de fond de l'impérialisme paraissant dans la presse socialiste allemande. Doté d'une bonne connaissance des affaires et de l'histoire britanniques, Beer approche le sujet en tant qu'historien pour analyser ce qui est d'abord compris comme un mouvement politique contemporain.

Il établit le lien entre le développement du mouvement libre-échangiste depuis 1776, année de la publication de *The Wealth of Nations* de Adam Smith et de la déclaration d'indépendance américaine, et le désintéressement britannique aux colonies. L'opinion publique par rapport à l'empire et aux colonies change à nouveau dans les années 1870, mais Beer cite la création de la Imperial Federation League en 1884 comme véritable tournant du mouvement pour la fédération commerciale, politique, et militaire entre les colonies et la nation, et la centralisation des forces de l'empire¹⁰⁹.

Les motifs de cet impérialisme sont transparents, selon Beer: l'ébranlement de la suprématie industrielle et commerciale britannique; la menace de la croissance du mouvement ouvrier (ou de la « question sociale »); l'ascension

108 Day et Gaido, *Discovering Imperialism*, 95-6.

109 *Ibid.*, 302.

du Reich allemand; l'activité coloniale française; le rajeunissement des Tories et de leurs idéaux à travers Disraeli (leur passage à la bourgeoisie); tout cela revient à la tentative de la bourgeoisie de maintenir son pouvoir économique et politique, et de maintenir le mode de production capitaliste, selon Beer.¹¹⁰

Pour conclure, Beer énumère les conséquences et obstacles soulevés par l'impérialisme. En effet, le mouvement impérialiste attise les tensions internationales. La concentration du colonialisme anglais en Afrique se heurte aux intérêts et ambitions des Français et des Allemands. De plus, l'accentuation des tensions internationales est accompagnée de la montée du militarisme, manifestée par exemple dans les écrits de Rudyard Kipling. En politique intérieure, d'autre part, il remarque que l'impérialisme entraîne des tendances nettement anti-démocratiques¹¹¹. Enfin, Beer compare l'ambition impérialiste encore inachevée au rêve aux conséquences comparables des États-Unis d'Europe, et constate qu'une telle centralisation économique et politique ne pourrait être rien d'autre que la « dernière phase du monde bourgeois »¹¹².

L'un des aspects centraux de l'analyse de l'impérialisme anglais de Max Beer est le détournement des intellectuels et politiciens anglais du libéralisme classique et des idéaux du « Free Trade ». La remontée du protectionnisme en Europe est alors perçue par les socialistes comme étant reliée à cet impérialisme d'abord identifié en Grande-Bretagne. En France, Jean Jaurès perçoit clairement la relation entre les deux phénomènes dès 1897 :

« Et il se trouve en même temps, messieurs, que les pays d'Europe, en élevant partout des barrières de tarifs, ont resserré les liens économiques de l'Angleterre et de ses colonies; celles-ci ne trouvent plus, en effet, un marché libre qu'en Angleterre et déjà, en retour, le Canada vient de voter au profit des marchandises anglaises des tarifs différentiels. Voilà que la protection fait le jeu de cet impérialisme anglais, qui sera bientôt une force économique énorme. »¹¹³

110 *Ibid.*, 303.

111 *Ibid.*, 305.

112 *Ibid.*, 306.

113 Jean Jaurès, *Socialisme et Paysans : Discours prononcés à la Chambre des députés les 26 juin et 3 juillet 1897*, [s.l.] [s.d.], 39.

L'écrivain socialiste français ayant le plus contribué à l'analyse initiale de l'impérialisme fut Paul Louis. Né en 1872 à Paris dans une famille bourgeoise de confession juive, Paul Louis (Lévy de son vrai nom), qui était licencié ès lettres, s'engagea dès un très jeune âge dans le mouvement socialiste. Il adhéra au groupement formé autour d'Édouard Vaillant qui devint le Parti socialiste révolutionnaire en 1898. Il s'opposa au boulangisme et à toute forme de nationalisme et signa une pétition dreyfusarde en 1898. Paul Louis devint un écrivain prolifique du mouvement socialiste. À part ses nombreux articles dans les journaux sur divers sujets et sa série d'articles sur l'impérialisme, Paul Louis publia également un livre important sur le colonialisme en 1905, ainsi que plusieurs ouvrages sur l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste français, faisant de lui l'un des premiers historiens du mouvement socialiste en France. Il se rangea contre les ministérialistes en 1901 et entra dans le parti unifié en 1905. Pendant la guerre, il appartint à une minorité centriste qui émet des critiques de l'union sacrée au sein de la SFIO, qui s'est rangée derrière l'effort de guerre. En 1917 il salua la Révolution russe et en 1920 devint membre du Parti communiste français, duquel il fut exclu autour de 1923. Durant les deux décennies suivantes son activité politique consista à tenter de réunifier les courants socialiste et communiste. Il habitait à Vichy pendant l'occupation allemande et abandonna toute activité politique durant cette période. Il est mort en 1955 au Vésinet (Seine-et-Oise).¹¹⁴

Les écrits de Paul Louis sur l'élan protectionniste de la fin du siècle, ainsi que sur l'élan colonial, servirent d'observations préliminaires à son analyse de l'impérialisme.

Sous l'impulsion de la première puissance industrielle, l'Europe occidentale s'était engagée sur la voie libre-échangiste avec l'abolition des Corn Laws britanniques en 1846 et le traité anglo-français Cobden-Chevalier en 1860, suivi de nombreux traités similaires dans d'autres pays d'Europe. L'adoption en juillet 1879 par l'Empire allemand de tarifs douaniers sur l'acier, les

¹¹⁴ Justinien Raymond, Julien Chuzeville, « Paul Louis[LÉVY Paul, dit] », *Maitron*, page consultée le 17 août 2022, <https://maitron.fr/spip.php?article125148>.

céréales, le bois, et le bétail ainsi que des taxes sur les importations de produits de luxe représenta le premier grand recul du libre-échange européen. Dans son essai sur le système Méline paru en 1896, Paul Louis décrit ce virage protectionniste comme suit :

« De 1890 à 1895, l'Europe et quelques-uns des États des autres continents ont été en proie à des suggestions diverses, parfois contradictoires, qui ont abouti à une transformation générale des conditions du commerce, ou – comme l'a dit l'un des porte-parole les plus intransigeants du protectionnisme, — M. Domergue, — à une « révolution ».[...] On a vu soudain des gouvernements qui, jusque-là, s'étaient piqués traditionnellement d'un « libéralisme » assez strict, d'une fidélité quasi-fanatisme aux doctrines du Cobden Club et de l'école de Manchester, passer au camp des tarifs excessifs. »¹¹⁵

À l'aide de nombreuses données statistiques, Paul Louis cherche à démontrer que le protectionnisme a entraîné la décadence générale des relations commerciales de la France; la fermeture de marchés auparavant concurrentiels; l'affaiblissement de la France devant l'Allemagne; la ruine d'industries traditionnelles; le recul des ports français au profit des ports d'Anvers, de Hambourg et de Gênes; l'affaiblissement de la marine marchande; la chute des prix; et le resserrement des espaces cultivés¹¹⁶. En même temps, les droits sur des produits alimentaires comme le blé entraînerait un coût du pain plus élevé qu'à l'étranger¹¹⁷.

Paul Louis articule clairement l'opposition socialiste au protectionnisme. Mais cette opposition ne se limite pas à des considérations pragmatiques ; elle découle plus fondamentalement des principes de l'internationalisme. Ainsi, Paul Louis contraste le protectionnisme à un futur qui verrait l'affaiblissement graduel des frontières :

« En théorie du moins, on peut apercevoir, dès à présent, un état de choses où les groupements humains se transmettraient librement, les uns aux autres, les créations de leur travail, – et où la seule notion d'une barrière douanière contredirait à tout le système de la production et de la circulation.[...] Au reste, l'institution d'une ligne de douanes se

115 Paul Louis, « Les Résultats du système Méline », *La Revue socialiste*, 140, 24, (1896) : 131.

116 *Ibid.*, 162.

117 *Ibid.*, 167.

lie très étroitement à la conception de la frontière dont le socialisme annonce et constate l'affaiblissement graduel. » 129

Paul Louis relie lui-même son analyse du protectionnisme à celle qu'il entreprend quelques mois plus tard sur le colonialisme.

« Comme dans l'analyse du protectionnisme, nous n'avons trouvé dans la colonisation moderne que le déchaînement de la cupidité capitaliste. La troisième République, par l'effroyable multiplication de ses expéditions, de même que par le relèvement de ses tarifs douaniers, n'a réussi qu'à sacrifier trente-huit millions de citoyens à une poignée de millionnaires. »¹¹⁸

Les réflexions de Paul Louis sur le colonialisme et le protectionnisme seront suivies d'une série d'articles sur l'impérialisme dont le premier paraît en 1899. En 1904, Louis produit un essai pour le *Mercure de France* qui synthétise ses réflexions entamées à la fin du siècle et généralise ses observations sur l'impérialisme d'abord limitées au monde « anglo-saxon ». Dans cet essai, Paul Louis désigne déjà l'impérialisme de « phénomène général » de l'époque.

Tout comme la montée du socialisme, selon Louis, l'impérialisme est caractéristique du début du XXe siècle. Le socialisme et l'impérialisme représentent « l'opposition fondamentale du moment »¹¹⁹. Ce dernier « apparaît partout comme le suprême effort du capitalisme pour conserver sa richesse, sa domination politique, son autorité sociale »¹²⁰, effort qui comporte la conquête territoriale et la clôture des marchés.

Les ressorts de l'impérialisme ne s'expliquent principalement pas par 'l'esprit dynastique' ou le 'sentiment national', qui pouvaient figurer en tant que facteurs explicatifs d'élan expansionnistes passés. Ses origines se trouvent plutôt dans le domaine de l'économie. En l'occurrence Paul Louis souligne ce que l'on appelle aujourd'hui la « mondialisation » du XIXe siècle. Elle entraîne la juxtaposition du marché autrefois largement national à l'internationalisation des échanges accélérée, et l'universalisation de la

118 Paul Louis, « La Colonisation sous la troisième République (suite et fin) », *La Revue socialiste*, 146, 25 (1897) : 172.

119 Paul Louis, « Essai sur l'impérialisme », *Mercure de France*, (avril 1904) : 100.

120 *Ibid.*, 101.

concurrence. Ces phénomènes, note-t-il, sont parmi les « plus intéressants de notre âge »¹²¹. À cette internationalisation des échanges s'ajoute l'intensification disproportionnée de la production et du progrès technique, entraînant la surproduction. Ainsi, « le monde roule de crise en crise, et la conquête croissante, l'élargissement indéfini des débouchés, apparaissent comme une nécessité primordiale. »¹²²

Prévoyant le type de confrontation que représente par exemple le conflit franco-allemand autour du Maroc, Paul Louis écrit : « L'impérialisme coordonne le colonialisme et le protectionnisme : il peut même entraîner la guerre en territoire dit civilisé, car il est toujours à craindre qu'une entreprise coloniale n'engendre une longue répercussion dans la vieille Europe. »¹²³

Le nationalisme, qui se confond à l'impérialisme, écrit Louis, « agite, au-dessus de l'humanité, la menace perpétuelle de conflagrations aux conséquences infinies ». ¹²⁴ Mais si l'impérialisme réveille le sentiment nationaliste, l'État-nation devra se mouvoir dans un cadre plus large, c'est-à-dire dans l'espace continental façonné par l'impérialisme. Ainsi, écrit Louis, « l'impérialisme forme comme une dernière et nécessaire étape entre les expressions géographiques plus ou moins réduites du XIXe siècle et la famille humaine de l'avenir ».

Enfin, l'impérialisme, entre autres par ses prélèvements plus lourds aux salariés, aggrave le mécontentement des foules.¹²⁵ Il conclut que l'impérialisme « qui est la dernière carte du monde capitaliste, qui lui semble un suprême abri contre la banqueroute et la dislocation spontanée, qui s'impose à lui avec une invincible fatalité, est aussi un merveilleux, un incomparable artisan de révolution. »¹²⁶

Après Max Beer et Paul Louis, l'historien du SPD Franz Mehring fut parmi les premiers socialistes à écrire au sujet de l'impérialisme en tant qu'époque.

121 *Ibid.*, 104.

122 *Ibid.*, 105.

123 *Ibid.*, 105.

124 *Ibid.*, 112.

125 *Ibid.*, 113.

126 *Ibid.*, 114.

Dès 1900, Franz Mehring produit une brochure au sujet de la *Weltpolitik* et du marché mondial. Pour la deuxième édition de son histoire du socialisme allemand qui paraît en 1904, il reprend son travail sur la *Weltpolitik* pour l'intégrer à une analyse de l'impérialisme, qu'il inscrit dans son histoire en tant qu'époque dans la lutte des classes.

Tous les pays capitalistes témoignent du même phénomène réactionnaire, écrit Mehring, mais le pays où l'impérialisme se montre sous sa forme la plus « classique » est l'Allemagne. Pour Mehring, l'ère de Guillaume II est celle d'un capitalisme qui n'avance plus, mais qui s'effondre. Caractérisée par une croissance rapide de l'industrie et la surproduction, la société allemande et européenne des années 1890 se dirige vers l'intensification de la lutte des classes. La croissance rapide de la grande industrie offre alors un sol fertile au mouvement ouvrier, contre lequel s'érige la *Weltpolitik*. Reconnaisant cet état des choses, la bourgeoisie abandonne la libre concurrence et la paix pour introduire le monopole et la guerre.¹²⁷ On peut voir d'emblée que Mehring associe l'impérialisme à la croissance industrielle, à la lutte des classes, et surtout à une crise historique du capitalisme.

Mehring présente les étapes de la politique impérialiste en fonction de l'intensification du colonialisme et du protectionnisme depuis Bismarck. Sous les lois anti-socialistes, à la suite de la crise bancaire de mai 1873, la classe industrielle fait cause commune avec la classe agraire, résultant en l'adoption de mesures protectionnistes industrielles et agraires. Bismarck ne privilégie cependant pas de politique de construction de flotte et d'expansion coloniale, comme le feront ses successeurs. Lorsque les lois anti-socialistes s'affaiblissent, Bismarck lance une faible politique coloniale. Celle-ci sera continuée sous Caprivi.¹²⁸ C'est seulement par la suite que la politique coloniale prend de l'élan pour enfin aboutir à l'intervention allemande en Chine en 1900. Le protectionnisme également se renforce avec les tarifs de

127 Franz Mehring, *Geschichte der Deutschen Sozialdemokratie : Vierter Band, Bis zum Erfurter Programm*, Stuttgart, Dietz, 1904, 337.

128 *Ibid.*, 338

1902.¹²⁹ Mehring considère donc que la politique impérialiste allemande culmine réellement avec la politique du chancelier Bülow.

Dans le cadre de l'idée d'un capitalisme arrivé vers sa fin, Mehring présente une analogie historique entre l'impérialisme et l'absolutisme. N'étant que l'expression politique de la *Weltpolitik*, l'impérialisme est la forme particulière du capitalisme vers sa fin, tout comme l'est l'absolutisme pour ses débuts. Il explique que l'absolutisme survient lors de périodes de transition, lorsque le régime féodal décline et la bourgeoisie moderne émerge de la bourgeoisie médiévale, sans qu'aucun des camps rivaux n'ait le dessus sur l'autre. Mais contrairement à l'absolutisme qui favorise le développement de la bourgeoisie jusqu'à ce qu'elle se tourne contre l'absolutisme, l'impérialisme est le dernier sauveur de la bourgeoisie.¹³⁰ L'impérialisme semble être plus flexible que l'absolutisme parce qu'il s'équilibre non pas entre deux mais trois classes sociales.¹³¹ L'idée de l'impérialisme en tant qu'étape historique dans l'évolution du capitalisme paraît ici particulièrement développée par Mehring.

Mehring insiste tout au long du texte sur l'opposition entre la politique socialiste et la politique de l'impérialisme. La *Weltpolitik* « du capitalisme qui s'effondre » est en interaction constante avec la *Weltpolitik* du socialisme ascendant. La promotion de l'industrie de la bourgeoisie s'arrête là où elle se heurte aux intérêts des *Junker* (propriétaires fonciers de l'Est de l'Allemagne). Mais pour la classe ouvrière, le moyen de promotion de l'industrie nationale est la politique sociale.¹³² Deux politiques s'opposent ainsi autour de l'axe de la croissance de l'industrie, qui se présente comme le véritable fil conducteur des écrits sur l'impérialisme.

Comme le constate Lénine avec peu de recul en 1916, à partir de la guerre hispano-américaine (1898) et la guerre des Boers (1899-1902), le terme « impérialisme » est de plus en plus couramment employé pour parler non

129 *Ibid.*, 339

130 *Ibid.*

131 *Ibid.*, 340

132 *Ibid.*, 341

seulement du cas britannique, mais plus généralement de l'époque contemporaine. En effet, l'impérialisme en tant que phénomène généralisé est sujet de débats dès le congrès du SPD à Mayence en septembre 1900, et il est mentionné en lien à la politique coloniale et au militarisme lors du Congrès international de Paris la même année. Mais cette acception du terme de l'impérialisme en tant que mouvement d'ensemble ne se limite pas aux cercles socialistes.

Ce sont d'abord surtout des penseurs libéraux qui s'attellent à l'analyse de la nouvelle tendance. Parmi eux, l'économiste britannique J. A. Hobson se démarque avec une étude influente intitulée *Imperialism. A Study* parue en 1902. Des universitaires et intellectuels allemands se penchent également sur le sujet, ce dont témoigne par exemple un recueil d'opinions internationales édité en 1905 par W. Borgius. L'état de la discussion du sujet est tel que Borgius pense pouvoir affirmer en introduction que le « développement économique et politique actuel est incontestablement sous l'influence d'un mouvement qui est communément désigné par le mot-clé 'impérialisme'. »¹³³ Il ajoute que la signification de l'expression est peu clarifiée et que le débat public l'emploie encore de différentes façons.

L'expression devient cependant plus claire au sein du mouvement socialiste. Au milieu de la première décennie du vingtième siècle, les écrits des socialistes au sujet de l'impérialisme témoignent d'une compréhension du phénomène en tant que phase de développement ancré dans l'économie mondiale, mais dont le caractère international est à la fois accompagné de l'accentuation des antagonismes nationaux. Il est présenté comme la véritable Némésis de l'idéal internationaliste socialiste.

133 Walther Borgius, *Imperialismus : Beiträge zur Analyse des wirtschaftlichen und politischen Lebens der Gegenwart*, Berlin, Liebheit und Thiesen, 1905, 1.

Concentration du capital, cartels, trusts, et syndicats

Parmi les facteurs économiques qui accompagnèrent l'impérialisme tel que graduellement défini par les socialistes, les nouvelles formes d'associations patronales constituèrent un phénomène important. Ainsi, la brochure de Paul Lafargue de 1903 sur l'émergence des trusts aux États-Unis, qui les identifia en tant que facteur à l'origine de l'impérialisme, n'était pas atypique.

« La phénoménale puissançiation de la production pendant ces dix années de trusts, a déjà forcé la République américaine à abandonner sa politique traditionnelle pour se lancer dans l'impérialisme, afin de conquérir des débouchés à son industrie trustifiée. Les trusts, de leur côté, trouvant trop étroit le champ national, envahissent le marché international. »¹³⁴

Dans l'analyse plus tardive de Lénine, l'impérialisme n'était rien d'autre que le capitalisme « monopoliste », c'est-à-dire le capitalisme à l'ère des trusts, des cartels et des syndicats. Bien qu'elles existaient avant, ces formes d'association patronales prirent de l'essor dans les quatre décennies avant 1914, et tout particulièrement à partir des années 1890, où se développa une abondante littérature à leur sujet. Pour les socialistes, elles représentaient un phénomène de l'économie politique témoignant du fait que le mouvement était entré dans une ère nouvelle, confirmant pour certain les anciennes positions, et les infirmant pour d'autres. Elles soulevaient plus fondamentalement les questions de l'intervention de l'État dans le marché national d'une part, et de la concurrence internationale d'autre part, creusant ainsi le gouffre entre les perspectives nationalistes et internationalistes.

Le rapport entre les nouvelles associations patronales et l'impérialisme fut d'abord souligné non pas par les socialistes eux-mêmes, mais par leurs adversaires. Ceux-ci insistèrent sur le caractère stabilisateur des trusts et cartels tout comme sur l'impérialisme en tant que symptôme d'un capitalisme plus mature capable de mieux gérer les crises et les contradictions sociales.

¹³⁴ Paul Lafargue, *Les trusts américains: leur action économique, sociale, politique*, Paris, V. Giard & E. Brière, 1903, 105.

Le livre de l'économiste et philosophe Paul Weisengrün sur « la fin du Marxisme » de 1899 illustre bien cette réception positive des nouvelles associations patronales et de l'impérialisme.

« Dans un secteur industriel où le système des cartels est bien développé, la concurrence est pratiquement éliminée. Mais sans concurrence et sans difficultés de vente, il n'y a pas de crise permanente. Les associations d'employeurs sont donc les symptômes les plus importants de la capacité organisationnelle du capitalisme. Mais il existe d'autres approches, par exemple, aussi paradoxal que cela puisse paraître à première vue, l'impérialisme en fait partie. L'impérialisme, conçu comme une tendance, comme une possibilité de développement, veut être plus qu'une simple politique coloniale prolongée. »¹³⁵

Cette interprétation des nouvelles formes d'association patronales fut reprise par le courant réformiste mené par Bernstein, qui les vit comme un « moyen d'adaptation » du capitalisme lui permettant de surmonter « l'anarchie » du marché et les crises, contredisant ainsi ce qui avait déjà été élaboré à ce sujet par Kautsky dans le programme d'Erfurt. C'est ainsi, dans le contexte de la controverse révisionniste, que la position socialiste face aux nouvelles formes d'association patronales fut définie.

Karl Kautsky est né en 1854 à Prague d'un père peintre tchèque et d'une mère actrice allemande. Il étudie l'histoire, la philosophie et l'économie politique à Vienne dès 1875 puis se joint à la social-démocratie autrichienne. Il devient marxiste après sa lecture de l'*Anti-Dühring* de Engels, puis se rend à Londres pour visiter Marx et Engels en 1881. Il se lie d'amitié avec Engels qui exerce une grande influence sur le jeune socialiste. En 1883, Kautsky fonde la revue théorique *Die neue Zeit* dont il sera l'éditeur en chef jusqu'en 1917. Cette revue aura un poids considérable dans la culture socialiste allemande. En 1890, après la fin des lois anti-socialistes, Kautsky se rend en Allemagne où il rédige avec Bebel et Bernstein le programme d'Erfurt (programme du SPD). Après la mort d'Engels en 1895 Kautsky est reconnu comme le dirigeant théorique du marxisme allemand et on le surnomme le « pape » du marxisme. Face au défi de Bernstein, Kautsky défend le

135 Paul Weisengrün, *Das Ende des Marxismus*, Leipzig, Verlag von Otto Wigand, 1899, 26.

marxisme tout en faisant certaines concessions. En effet, tout au long des quinze années avant la guerre, Kautsky se place avec Bebel au « centre » du parti, s'opposant à certaines positions de la gauche, comme nous le verrons dans le dernier chapitre. En 1914, Kautsky accepte la décision du parti de voter en faveur des crédits de guerre. Par la suite, il s'oppose à la guerre, et cela entraînera son départ pendant quelques années du SPD, qu'il rejoindra à nouveau en 1920. Il dénonce fortement la révolution russe, ce qui lui vaut d'être condamné par le mouvement communiste. Il ne retrouvera jamais le rôle de dirigeant théorique éminent qu'il avait avant la guerre. Il meurt en 1938 à Amsterdam¹³⁶.

Le SPD prit position lors du congrès de Stuttgart en 1898, sur les différentes formes d'association patronales avec une résolution de Kautsky sur le protectionnisme. La résolution de Kautsky affirme que le protectionnisme, dans le contexte de la grande industrie, est le moyen le plus efficace de la formation de cartels, trusts, et d'autres associations patronales. La résolution souligne que ces associations haussent les prix au détriment de la classe ouvrière, mais également au détriment de l'industrie. Enfin, l'association patronale est perçue par le SPD comme un moyen de combattre l'association ouvrière, et miner ses efforts d'organisation syndicale¹³⁷. Puisque la résolution concerne le protectionnisme et non pas directement les associations patronales, elle n'explicite pas de politique concrète envers elles.

La résolution Kautsky fut opposée par, entre autres, le révisionniste Eduard David, qui posa la question suivante : Certes, le parti ne veut pas promouvoir la formation de cartels et de trusts, mais le parti appuierait-il une loi les interdisant ? Cela ne contredirait-il pas le programme du parti qui décrit les formes plus élevées, concentrées, et centralisées de la production comme un produit de l'évolution capitaliste ?¹³⁸ Kautsky répondit en rejetant l'idée que les associations patronales bénéficient à l'évolution industrielle, puisqu'elles

136 Karl Kautsky, *Karl Kautsky on Democracy and Republicanism*, Brill, Leiden & Boston, 2020, 4

137 *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands*, Berlin, Vorwärts, 1898, 68.

138 *Ibid.*, 198.

suppriment la concurrence qui serait essentielle au progrès technique, mais ne se prononça pas sur la question de leur régulation¹³⁹. Dorénavant, le mouvement socialiste apportera des réponses contradictoires à cette question.

Dans un premier temps, la question des associations patronales fut examinée dans le contexte de la controverse révisionniste avec Bernstein. Les réponses les plus influentes à Bernstein furent celles de Karl Kautsky et de Rosa Luxemburg, qui saisirent l'occasion pour prendre position sur cette question alors peu étudiée parmi les socialistes.

Rosa Luxemburg est née en 1870 à Zamosc en Pologne dans une famille de commerçants juifs aisés. Elle adhère dès les plus jeune âge en tant qu'écolière aux conceptions révolutionnaires. Elle étudie le droit et l'économie politique à Zurich, lieu d'exil de nombreux révolutionnaires qui furent la police russe. Sa thèse de doctorat porte sur le développement de l'industrie capitaliste en Pologne et représente une contribution substantielle à ce sujet. Elle s'installe en Allemagne en 1896 où elle adopte la nationalité allemande à travers un mariage de convenance. Elle se démarque au sein du mouvement socialiste allemand par sa passion, son intelligence, et son intransigeance révolutionnaire. En plus de son rôle dirigeant dans le débat avec Bernstein, elle s'engage corps et âme lors des événements révolutionnaires de 1905 dans l'empire tsariste. Ses positions la placent dans une aile gauche du SPD de plus en plus isolée dans la période d'avant-guerre, ce qui aboutit à l'isolement presque complet lors de l'éclatement de la guerre, alors qu'elle est une des rares dirigeantes du parti allemand à s'opposer aux crédits de guerre. Elle contribue à fonder la ligue spartakiste en 1917, noyau du futur Parti communiste allemand. Elle accueille la Révolution russe de 1917 mais ajoute également des critiques, et elle espère voir la révolution allemande triompher dans un avenir proche. Elle est assassinée dans le feu de l'action le 15 janvier 1919 par des soldats appartenant à l'extrême droite¹⁴⁰.

139 *Ibid.*, 202.

140 Rosa Luxemburg, *The Accumulation of Capital*, Routledge, London & New York, 2003, xviii-xix

Initialement publiée en 1898, la polémique de Rosa Luxemburg contre Bernstein fut remaniée en 1908 à la lumière de nouvelles expériences, dont les deux crises économiques qui avaient eu lieu depuis le débat initial. Le texte de Luxemburg commence avec l'admission que le « développement des cartels et des trusts est, certes, un phénomène dont on n'a pas encore étudié à fond toutes les multiples répercussions économiques. »¹⁴¹ Les arguments de Luxemburg sur les trusts et cartels ont néanmoins une portée au-delà du débat avec Bernstein, puisqu'elle en ébauche les conséquences pour l'économie mondiale, et qu'elle les historicise en tant que phase déterminée du développement capitaliste.

Sur la base d'une explication de la nature même des associations patronales (elle ne traite pas des distinctions entre cartels et trusts), Luxemburg réfute la possibilité de la thèse bernsteinienne de l'endiguement de « l'anarchie capitaliste ». Elle argumente qu'au moyen de la suppression de la concurrence à l'intérieur d'une branche de la production, les associations patronales influent sur la répartition du profit réalisé sur le marché de façon à faire augmenter la part de cette branche au détriment des autres. Luxemburg veut ainsi démontrer que si elle se généralisait, cette forme d'organisation supprimerait elle-même son effet¹⁴².

Pour Luxemburg, loin d'harmoniser la production capitaliste, les trusts et les cartels aggravent au contraire la concurrence internationale. S'ils obtiennent sur le marché intérieur un taux de profit supérieur, les cartels produisent pour l'étranger à un taux de profit inférieur écoulant ainsi le surplus qu'ils ne peuvent pas vendre sur le marché intérieur. Le résultat est le renforcement de l'anarchie sur le marché mondial.

« Ils aggravent enfin la contradiction existant entre le caractère international de l'économie capitaliste mondiale et le caractère national de l'État capitaliste, du fait qu'ils s'accompagnent toujours d'une guerre douanière générale, aiguissant ainsi les antagonismes existant entre les différents États capitalistes. À cela, s'ajoutent les répercussions au plus haut point révolutionnaires qu'exercent les

141 Rosa Luxemburg, *Réforme ou révolution ?*, Paris, Éditions sociales internationales, 1932, 12.

142 *Ibid.*, 13.

cartels sur la concentration de la production, son perfectionnement technique, etc. »¹⁴³

La réponse de Kautsky à Bernstein fut publiée en 1899 puis traduite en français en 1900. Kautsky introduit la question des trusts et des cartels dans sa discussion de la concentration croissante du capital. Si les tentatives de monopoliser le commerce sont anciennes, explique Kautsky,

« la suppression de la concurrence dans la production, la monopolisation de branches d'industrie entières par la fusion de toutes les exploitations en une seule, la monopolisation, non seulement des branches d'industries d'une petite ville, mais d'un grand État et même du monde entier, non seulement des branches d'industrie, qui produisent des articles de luxes, mais de celles qui fabriquent des produits nécessaires à la consommation journalière des masses, une pareille monopolisation est de date récente. »¹⁴⁴

Tout comme Luxemburg, Kautsky insiste pour dire que les cartels sont animés par deux âmes. D'un côté, ils restreignent l'offre sur le marché intérieur produisant une hausse des prix. D'un autre côté, la production est augmentée autant que possible et le surplus écoulé à l'étranger, permettant de continuer la production sur une grande échelle. Ainsi, d'après Kautsky, contrairement à ce qu'affirme Bernstein, les cartels ne sont pas un moyen d'éviter la surproduction¹⁴⁵.

Kautsky accorde une importance particulière à ces nouvelles formes de concentration du capital, qui confirment selon lui la théorie de Marx, et dont les répercussions ne sont pas seulement économiques. Il va jusqu'à affirmer que les syndicats formés par les producteurs de matières indispensables à la grande industrie, tel le fer et le charbon, déterminent la politique intérieure, extérieure ainsi que l'ensemble de la vie économique¹⁴⁶.

Les discussions au sein du SPD influent certainement sur les prises de positions internationales, mais les résolutions des congrès internationaux divergent de certaines conclusions des marxistes allemands, malgré la formation d'un certain consensus sur des points fondamentaux.

143 *Ibid.*, 15.

144 Karl Kautsky, *Le marxisme et son critique Bernstein*, Paris, Stock, 1900, 151.

145 *Ibid.*, 275.

146 *Ibid.*, 151-152.

En 1900, le congrès socialiste international de Paris adopte à l'unanimité et sans discussion une résolution sur les trusts. La résolution contredit plusieurs conclusions auxquelles étaient arrivés les marxistes allemands dans le contexte de la controverse révisionniste. D'après la résolution, les trusts « sont la conséquence inévitable de la concurrence dans un système de production et de distribution dont le but n'est pas de produire, mais exclusivement le profit pour les maîtres de la production. »¹⁴⁷ Les trusts seraient « une forme plus haute de production » plus rationnelle et économique qui permettrait d'éviter le gaspillage de la surproduction. La résolution souligne également les ravages des trusts et cartels pour la classe ouvrière, par leur tendance à faire augmenter les prix et à empêcher la baisse des prix provenant d'améliorations de la production. En même temps, la résolution oppose toute tentative d'empêcher la formation des trusts par des moyens légaux, et avance comme seule solution la nationalisation, puis « la régularisation internationale de la production dans telles branches où les trusts internationaux auront leur plus haut développement. »¹⁴⁸

Même si elle est adoptée sans débat, les positions de la résolution sur les trusts du congrès de 1900 sont loin de faire l'unanimité dans le mouvement socialiste, et elle laisse plusieurs questions à clarifier. Elle concorde avec l'attitude de la majorité du SPD dans son identification de la formation des trusts à une étape du développement de la production capitaliste, en les considérant non pas comme une aberration, mais comme un jalon naturel de l'évolution économique. Conséquemment, tout moyen artificiel législatif d'endiguer la production moderne est rejeté. Les conséquences de cette proposition ne sont pas explicitées lorsqu'il s'agit par exemple de la régulation de pratiques anticoncurrencielles. De plus, la concentration exclusive de la résolution sur les trusts laisse ouverte la question de l'attitude du mouvement face aux cartels et syndicats. Enfin, la résolution a un caractère fortement internationaliste, puisqu'elle prévoit la gestion internationale de la production concentrée. Elle accorde cependant une

147 Georges Haupt, dir., *Histoire de la IIe Internationale*, vol. 13, Genève, Minkoff Reprint, 1980, 150.

148 *Ibid.*, 151.

concession importante aux révisionnistes en affirmant que les trusts sont un moyen d'éviter la surproduction.

Lors du congrès socialiste international d'Amsterdam de 1904, la discussion sur les trusts est introduite par le socialiste hollandais Wibaut. Il rejette l'argument d'économistes selon lequel les trusts ont tendance à réduire le chômage et constate l'échec des tentatives de légiférer contre les trusts. La résolution proposée souligne que les trusts peuvent tout aussi bien faire augmenter le chômage, et rappelle la résolution de Paris de 1900 selon laquelle il est futile de tenter d'empêcher la formation de trusts par la loi.¹⁴⁹ La résolution finale réitère les points précédents et ajoute que les trusts intensifient les conflits de classe. Elle interdit explicitement toute tentative de prévenir la formation de trusts ou de restreindre leur développement. La seule arme dans la lutte contre les trusts, conclut la résolution, est l'organisation ouvrière nationale et internationale dans le but d'établir le socialisme.¹⁵⁰

Dans l'ensemble, malgré certaines divergences avec les opinions de dirigeants allemands au sujet de la surproduction, les résolutions internationales soulignent tout particulièrement le caractère inévitable, dans le cadre du capitalisme, des diverses formes d'associations patronales, ainsi que la nécessité d'une réponse internationaliste. Le huitième congrès socialiste international tenu à Copenhague en 1910 déclare dans sa résolution sur la solidarité internationale :

« Cette action est d'autant plus nécessaire que l'organisation des deux forces en présence s'accélénera à mesure que la classe ouvrière, par son action syndicale, serrera de près le capitalisme : la puissance capitaliste se concentre dans des trusts gigantesques, dans des cartels et dans des unions patronales, nationales et internationales ; de leur côté, les ouvriers fusionnent leurs forces, en première ligne, dans des confédérations nationales de travail. »¹⁵¹

149 Georges Haupt, dir., *Histoire de la IIe Internationale*, vol. 14, Genève, Minkoff Reprint, 1980, 315.

150 *Ibid.*, 401.

151 *Huitième congrès socialiste international tenu à Copenhague du 28 août au 3 septembre 1910 : Compte rendu analytique*, 477.

Mais le consensus des résolutions internationales obscurcit les différences qui persistent au sein de sections nationales et même entre différentes sections nationales. En l'occurrence, les interventions parlementaires des socialistes français témoignent d'une tendance interventionniste face aux associations patronales, qui n'est pas du tout représentée dans les résolutions internationales.

À partir des années 1890, la question des trusts, cartels, et syndicats fait l'objet de débats politiques en France et en Allemagne. En novembre 1899, le parlementaire socialiste Marcel Sembat prend la parole pour attirer l'attention sur « la question des trusts, des ententes patronales, des monopoles privés ». Il fait appel à ce que l'État surveille l'action des syndicats internationaux, et il dénonce en l'occurrence la hausse du prix des fers. Il cite en exemple le consortium des Forges de France, qui fonctionne par des comptoirs, qui dominant le marché français protégé par un droit de douane élevé, et exhorte l'État à intervenir pour faire appliquer la loi¹⁵².

En mars 1901, Gustave Rouanet intervient à la Chambre pour dénoncer le syndicat de la raffinerie et la spéculation sur le marché des sucres. Les socialistes revendiquent à nouveau l'intervention étatique face à ce qui est décrit comme des manipulations criminelles du marché¹⁵³. Rouanet, soucieux de l'intérêt de l'économie nationale, critique les syndicats agricoles et industriels au nom du respect des « lois naturelles du commerce »¹⁵⁴, et Alexandre Zévaès prend la défense des petits producteurs contre les « agioteurs » et « spéculateurs »¹⁵⁵.

L'intervention des socialistes ne contredit pas nécessairement la lettre, mais certainement l'esprit, de la résolution du congrès de Paris. Ils opposent aux associations patronales l'intervention étatique pour garantir le marché libre, et non pas la nationalisation de l'économie, comme le fait la résolution de

152 *Chambre des députés*, séance du 23 novembre 1899, 1905.

153 *Chambre des députés*, séance du 15 mars 1901, 771.

154 *Chambre des députés*, séance du 22 mars 1901, 879.

155 *Ibid.*, 881.

Paris. Nous verrons par la suite que cette tendance que l'on peut décrire comme nationaliste au sein du mouvement socialiste en France se manifeste à plusieurs reprises au sujet de questions économiques connexes.

Les phénomènes économiques de l'impérialisme provoquent ainsi des réflexes à base nationale, même au sein du mouvement socialiste. Les réponses divergentes entre les socialistes français et allemands témoignent déjà d'orientations nationales distinctes qui préparent la future rupture. Nous verrons par la suite que les réponses nationalistes aux phénomènes de l'impérialisme ne furent pas des cas isolés.

Nationalisme financier

Les placements à l'étranger sont sujet de controverse en France et en Allemagne dans les années avant la guerre. Ils donnent lieu à des manifestations de ce que l'historien Raymond Poidevin a nommé le nationalisme financier. Variante du nationalisme économique, le nationalisme financier avance que l'emploi du capital à l'étranger se fait au détriment du marché intérieur. Il insiste que les prêts servant à financer l'industrie et le commerce de pays étrangers devraient au lieu de cela être utilisés pour financer les entreprises nationales. Ces conceptions défendues en France et en Allemagne dans des milieux conservateurs trouvent également un reflet au sein du mouvement socialiste, qui, dans les deux pays, participe activement aux débats sur la finance internationale.

La crise de 1907 amène les conservateurs allemands à dénoncer les valeurs étrangères pour les difficultés du marché intérieur. La même année, le journaliste qui écrit sous le pseudonyme de Lysis (Eugène Letaille) déclenche une attaque contre les sociétés de crédit en France. Ses articles visent en particulier ce qu'il dénomme « l'oligarchie financière », et dépeignent un système bancaire monopoliste et spéculateur « anti-national » et « anti-patriotique ». Le débat est relancé en 1909 par le publiciste Jules

Domergue, qui dénonce les sociétés de crédit parce qu'elles « ne font rien ou à peu près pour le développement de la production nationale »¹⁵⁶.

En Allemagne, la question donne lieu à un débat au début de 1911, lorsque le comte Kanitz, chef de file des conservateurs, interpelle le gouvernement sur l'inondation du marché allemand par les valeurs étrangères. Kanitz argumente que les placements étrangers font concurrence aux fonds nationaux, et demande la création d'un bureau qui contrôlerait les sorties d'or allemand en fonction de l'intérêt national. Delbrück répond au nom du gouvernement qu'il n'y a aucun moyen légal d'empêcher l'achat de valeurs étrangères. Il avance des arguments économiques (le marché financier allemand ne peut pas absorber toutes les disponibilités) et politiques (l'Allemagne doit assister ses alliés) en défense des placements étrangers¹⁵⁷. La position des socialistes allemands est ambivalente.

C'est le révisionniste Ludwig Frank qui prend la parole au Reichstag au nom des socialistes au sujet de la question des valeurs étrangères. L'ambivalence de la position socialiste découle de l'écart entre les considérations théoriques avancées, et les mesures pratiques proposées. Frank rejette la position des conservateurs, qui tentent d'isoler le capital financier du capitalisme dans son ensemble. Frank insiste sur le caractère international du capitalisme :

« Le capital financier a en effet la tendance de se placer où se trouvent des taux d'intérêt, des dividendes, et un emploi favorables ; mais nous nous opposons avec véhémence à l'idée que ceci serait une particularité du capital financier. Nous pensons que le capital investi dans l'agriculture ou l'industrie lourde protectionniste a également les mêmes propriétés internationales. Le capital est et demeure sans patrie – ce que nous prononçons sans reproche – , le capital ne connaît pas de frontières. [...] Nous sommes d'avis que l'inondation de valeurs étrangères, de placements à l'extérieur, ne date pas d'hier, mais est étroitement et indissolublement liée à toute l'évolution capitaliste. »¹⁵⁸

156 Raymond Poidevin, *Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1998, 546.

157 Ibid., 544.

158 *Reichtagsprotokolle*, 11.02.1911, 4564.

L'exportation du capital est présentée par Frank comme un phénomène nécessaire du développement du capitalisme. Elle est à double tranchant. D'une part l'interpénétration des intérêts capitalistes de différents pays ouvre la porte à l'entente pacifique, d'autre part l'exportation des capitaux peut devenir source de conflits internationaux. L'internationalité du capital n'est ni embrassée, ni dénoncée. Frank tient la balance égale :

« Pratiquement et moralement, que le capital allemand occupe des travailleurs à l'étranger, ou que des travailleurs étrangers soient embauchés au pays, cela revient au même. Ce sont différentes manifestations du même phénomène, du même fait, à savoir que le capital n'a pas de patrie. »¹⁵⁹

Même s'ils présentent les placements étrangers comme une inévitabilité du capitalisme, la proposition des socialistes n'a pas de conséquences anticapitalistes. Convaincus que l'exportation du capital ne peut pas être empêchée, mais que l'État ne devrait rien faire pour la promouvoir, les socialistes revendiquent la création d'un organe public doté de pouvoirs de supervision légale des placements à l'étranger. La proposition des socialistes allemands se distingue nettement de l'approche nationaliste des conservateurs, mais elle ne se démarque aucunement du libéralisme classique dans son rejet de l'intervention étatique pour régler l'économie. Les socialistes français eux, adoptent l'approche contraire.¹⁶⁰

Lorsque le journaliste Lysis s'attaque à l'oligarchie financière française, son travail est très bien reçu par les socialistes, malgré qu'il ne s'identifie aucunement en tant que socialiste, et que ses exposés sont teintés d'un fort nationalisme, incluant des pointes antiallemandes. En effet, l'un de ses reproches principaux adressé au système financier est qu'il est « antinational ». Ceci ne perturbe aucunement les socialistes français, qui promeuvent et vendent son livre *Contre l'oligarchie financière*. *L'Humanité* invitera même Lysis à collaborer avec le journal dès mai 1910.

¹⁵⁹ *Reichtagsprotokolle*, 11 février 1911, 4564.

¹⁶⁰ *Ibid.*, 4565.

L'Humanité accueille les exposés de Lysis à bras ouverts et reprend entièrement son analyse ancrée dans des termes nationaux. Ainsi, peut-on lire en première page le 7 août 1909 :

« C'est fabuleux. Nos grandes banques ont travaillé pour la Russie, pour la Serbie, pour la Bulgarie, elles ont travaillé pour l'Espagne, pour la Prusse, pour l'Autriche, pour la Suède, pour la Norvège, elles ont travaillé pour la République Argentine, pour le Brésil et pour le Mexique, mais elles n'ont jamais travaillé pour la France, elles ignorent la France, la France n'est pas apparemment dans leur rayon. »¹⁶¹

L'Humanité donne voix aux frustrations d'un public entrepreneurial insatisfait de l'état de l'économie française et adopte le point de vue des entreprises françaises :

« La raison de cette décadence est dans la politique des banques françaises exportant tous les ans deux milliards d'argent national et se refusant à commanditer, subventionner ou aider pécuniairement d'une manière quelconque les entreprises situées sur notre sol et faisant vivre notre population. [...] Cependant, comme Lysis le dit avec raison, elles n'ont rien fait et ne font rien pour nos viticulteurs du Midi qui meurent de faim. Hélas ! Il n'y a rien à espérer pour ceux-ci : ils sont Français. Ah ! s'ils étaient Russes ! »¹⁶²

Dans un article annonçant la collaboration avec Lysis, Jaurès fait une véritable déclaration programmatique face à la finance. Il y fait référence à Marx et au besoin de la classe ouvrière de connaître les ressorts de la politique internationale, mais son propos aboutit à un terrain d'entente avec l'approche nationaliste de Lysis :

« La Banque, la grande Banque, la haute finance, si elle sait comprendre largement son rôle dans l'évolution capitaliste, peut être une grande et haute puissante d'impulsion, de coordination, de prévision ; et je n'oublie pas que c'est en elle que les Saint-Simoniens ont cru apercevoir le premier organe de la grande production socialement coordonnée. Mais ce pouvoir immense de la finance et du crédit risque de devenir désorganisateur et malfaisant s'il n'est pas soumis à la lumière de l'opinion et à une critique vraiment nationale et désintéressée. »¹⁶³

161 *L'Humanité*, 7 août 1909, 1.

162 *Ibid.*

163 *L'Humanité*, 31 mai 1910, 1.

L'*Humanité* tente de réconcilier le nationalisme de Lysis au socialisme basé sur les intérêts de la classe ouvrière. Ce faisant, il emploie un argument basé sur l'économie politique.

« L'exportation de notre épargne a aussi cette conséquence réactionnaire qu'elle rend les capitalistes français de plus en plus indépendants vis-à-vis de la classe ouvrière et par suite de plus en plus indifférents à ses revendications. Pour qu'on fasse des concessions à la main-d'oeuvre nationale, il faut qu'on ait besoin d'elle ; or, on se passe, autant qu'on le peut, de ses services. Les capitalistes français ne vivent pas du travail français, ils vivent du travail étranger, ils s'alimentent des intérêts que leur versent annuellement les peuples russe, allemand, espagnol, suédois, argentin, brésilien, etc. [...] Aucune élévation de salaires n'est possible dans un milieu où la main-d'oeuvre n'est pas demandée et recherchée. [...] Combien la situation de cet ouvrier serait différente si l'argent s'employait dans notre pays pour y exécuter les grands travaux publics indispensables, pour y développer nos industries, pour y aider les gens d'initiative et de talent. »¹⁶⁴

Un argument similaire contre l'exportation du capital, malgré d'autres différences, se retrouve dans les pages du *Vorwärts*.

« Mais l'exportation de capitaux n'est pas du tout un avantage pour la classe ouvrière du pays concerné. De nouveaux investissements de capitaux signifient, toutes choses égales par ailleurs, une nouvelle demande de travail, une réduction du chômage, une augmentation des salaires. Les capitaux sont exportés, non pas parce qu'il n'y a plus de possibilité d'investissement dans le pays, mais parce que l'investissement à l'étranger peut être réalisé à un taux de profit plus élevé que dans le pays. L'exportation de capitaux empêche donc la hausse des salaires à l'intérieur du pays, la baisse du profit en conséquence de la hausse des salaires. C'est directement un désavantage pour la classe ouvrière. Cela signifie pour eux que le salaire et la possibilité de travailler sont diminués dans la même mesure. »¹⁶⁵

En France, les socialistes ne sont aucunement critiques face au nationalisme de Lysis, et *l'Humanité* n'est pas seul¹⁶⁶. Ils adoptent même ses positions, et tentent de les intégrer à une analyse de classe. Par contre, le *Vorwärts* se

164 *L'Humanité*, 25 août 1909, 1.

165 *Vorwärts* 18 janvier 1907, 3.

166 *Le Socialiste* 13-20 août 1911, 2.

montre critique face à Lysis et son nationalisme, et lui reproche de faire la promotion de Delcassé¹⁶⁷.

L'affinité de Lysis envers Delcassé n'a rien de surprenant, malgré le caractère polémique et contradictoire de son journalisme. L'intérêt national tel que le comprend Lysis, et qu'il oppose à la grande finance, est également compris dans les calculs de la politique étrangère de Delcassé. En effet, la politique de Delcassé tendait typiquement à vouloir nouer l'industrie nationale et la finance, ce qui devint un enjeu important dans les conflits entre grandes puissances dans la décennie avant la guerre.

Investissements internationaux et rivalités internationales

La méfiance de Delcassé envers les capitaux étrangers est bien documentée. Le 26 mars 1900, suite aux opérations de banques parisiennes dont Paribas, les titres de la Harpener A.G., l'une des plus grandes sociétés houillères allemandes sont introduits à la bourse de Paris, et portent sur 51,450 actions représentant une valeur totale nominale de 27 637 000 francs. Malgré l'intérêt pour le placement de valeurs industrielles allemandes en France, elles ne font pas l'objet de transactions très importantes. Elles sont néanmoins source d'inquiétude. L'intérêt des capitalistes français face aux valeurs industrielles allemandes inquiète Delcassé, qui demande à Caillaux dès février 1901 de faire surveiller ce mouvement d'introduction de valeurs allemandes¹⁶⁸.

Après la crise économique de 1900-1901, les achats des capitalistes français font relever les fonds allemands au début de 1902 et pendant l'été de 1904. Mais ce mouvement prend le caractère d'une spéculation qui dépend en grande partie de l'état des marchés de Paris, Berlin, et Londres. En effet, en juillet 1901 la débâcle des valeurs industrielles avait été accompagnée d'une baisse des cours des fonds d'État allemands, « due uniquement aux

167 *Vorwärts*, 21 septembre 1911, 2.

168 Poidevin, *Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*, 199.

nombreuses réalisations, faites surtout en France et en Autriche », selon Poidevin¹⁶⁹. La crise marocaine de 1905 provoque des ventes de fonds d'État allemands détenus par des capitalistes français, qui font baisser les valeurs allemandes. Ainsi, des économistes allemands soulignent dès 1901 les dangers de la dépendance aux marchés étrangers pour soutenir le cours des fonds allemands¹⁷⁰. Un danger similaire est perçu en France.

Dans son analyse du « krach de la IIe internationale », Lénine fait les louanges du livre du pacifiste anglais, H. N Brailsford pour sa compréhension de l'importance de l'épisode qui vit la « résistance des patriotes français et anglais à la tentative que fit M. Caillaux (en 1913 et 1914) pour réconcilier la France avec l'Allemagne sur les bases d'un partage des sphères d'influence coloniale et de l'admission des valeurs allemandes à la Bourse de Paris. La bourgeoisie anglaise et française a empêché cet accord »¹⁷¹. Cet épisode plus tardif, impliquant l'un des acteurs principaux de la deuxième crise marocaine, n'est que l'aboutissement d'une série d'épisodes depuis la fin du 19^e siècle, qui suivent le même schéma, et dont les acteurs sont presque toujours les mêmes, et représentent toujours les mêmes intérêts. On observe en effet des initiatives diplomatiques agressives, depuis la fin du 19^e, tendant à nouer banques et industries dans un cadre national, en les opposant aux intérêts de groupes allemands. Ces initiatives opposent souvent la diplomatie aux milieux financiers ouverts à la collaboration internationale. Ceci serait également observable pour le cas allemand.

Guillen maintient que les grandes banques allemandes étaient réticentes à empiéter sur les intérêts français au Maroc, et étaient poussées par le *Auswärtiges Amt*. Seulement en 1906, l'Allemagne forme un Syndicat pour la protection des intérêts allemands au Maroc, et il faut attendre 1909 pour voir s'ouvrir au Maroc des succursales d'une banque allemande (la Deutsche Orient Bank) à Tanger et Casablanca¹⁷². Cette prudence s'explique-t-elle par

169 *Ibid.*, 195.

170 *Ibid.*

171 V.I Lénine et G. Zinoviev, *Contre le Courant* t.2, Paris, Maspero, 1970, 152.

172 Pierre Guillen *L'Allemagne et le Maroc de 1870-1905*, Paris, Presses universitaires de France, 1967, 862.

le *modus operandi* qui se retrouve également chez les banquiers français, et qui est illustré par l'opposition entre Rouvier et Delcassé? Hallgarten cite un discours du directeur de la Deutsche Bank, Schrader, et note que son rejet d'interventions politiques au Maroc ou en Turquie découlait de la volonté de collaborer avec la finance anglaise et française au projet du Chemin de fer de Bagdad¹⁷³.

Dans le cadre des accords de Stuttgart et de Paris (1894), la Banque ottomane et la Deutsche Bank s'étaient engagés à assurer à chacun des partenaires une participation d'environ 20% dans toutes les affaires d'emprunts. Ce type d'accord devait permettre de réduire une compétition néfaste pour les profits, tout en préservant une liberté d'action pour la recherche d'affaires rentables. Mais ce genre de collaboration financière, selon Thobie, échoua de façon spectaculaire avec le Chemin de fer de Bagdad¹⁷⁴.

À la fin du 19^e siècle, l'Empire ottoman est un champ d'action important pour les financiers français et allemands, qui participent à de nombreux emprunts et conversions. Bien que l'influence financière française demeure prépondérante dans l'Empire ottoman, l'Allemagne parvient à imposer son influence politique et commerciale en Turquie. Dans les années 1890, les manœuvres des financiers allemands inquiètent Paul Cambon qui, 14 ans plus tard, jouera avec son frère Jules Cambon, un rôle clé dans les négociations avec Kiderlen après la crise d'Agadir. Il avait déjà tenté, en 1894, d'écartier du marché parisien les titres du chemin de fer Salonique-Monastir, ligne concédée aux Allemands¹⁷⁵. En 1897, il disait qu'il fallait « tenter de reprendre sur le terrain financier l'influence que les Allemands ont conquise sur le terrain politique »¹⁷⁶.

En avril 1898, le baron Marschall, ambassadeur d'Allemagne à Constantinople, pousse la Deutsche Bank, représentée par la Compagnie

173 George W.F. Hallgarten, *Imperialismus vor 1914*, München, C.H. Beck, 1963, 659.

174 Jacques Thobie, *La France impériale*, Paris, Mègreilis, 1982, 37.

175 Poidevin, *Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*, 67.

176 *Ibid.*, 66.

d'Anatolie en Turquie, à construire le Chemin de fer de Bagdad. Alors que Marschall favorise une opération exclusivement allemande, la Deutsche Bank, tout comme ses homologues des grandes affaires internationales, favorise une participation anglaise ou française, étant-donné l'insuffisance de financement allemand¹⁷⁷. La Banque ottomane détient 40% de l'entreprise du prolongement de Koniah ou d'Angora vers Bagdad, et la Deutsche Bank et son groupe aura 60%. Mais l'accord donne lieu à des divergences¹⁷⁸.

Constans, l'ambassadeur français à Constantinople, espère que la ligne de Bagdad se rattachera aux trois lignes françaises de Syrie afin que les trois débouchés sur la Méditerranée soient entre des mains françaises, mais le tracé proposé par l'Allemagne mine ces espoirs. De plus, à l'encontre de l'avis de Constans, la Banque ottomane, se contente du rôle de bailleur de fonds, et n'hésite pas à céder les droits français sur la ligne syrienne et compromettre l'autorité française dans le Chemin de fer de Bagdad, pendant que l'Allemagne considère l'affaire Bagdad comme étant exclusivement allemande¹⁷⁹.

L'Allemagne fait néanmoins face à l'obstacle au financement des 2400 km du Chemin de fer projeté, dont elle est seulement en mesure d'assurer le tiers. Pour pallier au manque, l'Allemagne recherche une participation anglaise, ce à quoi la Banque ottomane, par son désistement ne s'oppose pas. Mais contrairement aux banquiers français, Théophile Delcassé s'oppose au contrôle allemand de l'opération, et tente de miner la prépondérance allemande par l'internationalisation de l'affaire, en invitant une participation russe¹⁸⁰.

Alors que la diplomatie, menée par Delcassé, revendique l'égalité de la participation française, les milieux d'affaires, dont le président du Conseil Maurice Rouvier, avec la Banque ottomane, sont plus conciliants. Ceux-ci

177 *Ibid.*, 253-254.

178 *Ibid.*, 255.

179 *Ibid.*, 256.

180 *Ibid.*, 257.

sont satisfaits des concessions accordées par l'Allemagne lors d'un nouvel accord en juin 1903, malgré que l'Allemagne préserve sa majorité. Le Quai d'Orsay refuse l'arrangement des Banques autour du Bagdad. L'accord procédera malgré la divergence entre banques et diplomatie française, avec une première série d'emprunts émise en février 1904, alors que les financiers allemands devront renoncer à placer une grande partie des titres à la bourse de Paris¹⁸¹.

Pour Thobie, les causes fondamentales du refus du gouvernement français de coter les valeurs du Bagdad à la Bourse de Paris (contre l'avis de la Banque ottomane) sont à chercher dans les degrés d'organisation du capitalisme français du XXe siècle. Rouvier considère la participation du capital français à des groupes internationaux comme étant inévitable. Il y voit non seulement une source de profits, dont l'origine nationale lui importe peu, mais également un moyen d'accroître l'influence française, ainsi que de consolider une solidarité capitaliste utilisable pour un rapprochement franco-allemand. Delcassé se préoccupe au contraire des origines du capital, parce qu'il s'oppose au partage des bénéfiques politiques qui découlent de la prépondérance financière¹⁸².

Il est évident que l'attitude des socialistes face aux enjeux de la concentration du capital et de la finance, et leur prise de position sur des politiques d'apparence purement nationales, pouvait avoir des conséquences considérables pour la politique internationale. Nous verrons par la suite les défis que l'impérialisme posa à l'internationalisme des socialistes dans le domaine de la politique étrangère.

181 *Ibid.*, 265.

182 Thobie, *La France impériale*, 38.

Chapitre 3 - Les socialistes devant les crises marocaines de 1905 et 1911 : les questions de l'impérialisme et de l'internationalisme

La crise de Tanger

Le Maroc devient un enjeu international entre la France et l'Allemagne dans le contexte du rapprochement franco-britannique d'avril 1904 lorsque la Grande-Bretagne accepte que le Maroc fasse partie de la sphère d'influence française, et la France cesse de demander le retrait de la Grande-Bretagne de l'Égypte. Le Maroc était le dernier pays d'Afrique du Nord à demeurer formellement souverain, et la France, déjà installée dans l'Algérie voisine et en Tunisie, visait à y établir son protectorat. Avant 1904, la France menait une diplomatie visant à écarter d'autres pays intéressés au Maroc, dont l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie. Cependant l'Allemagne n'avait pas été consultée, malgré la présence d'intérêts allemands au Maroc.

En février 1905, l'envoyé français Georges Taillandier revendique auprès du sultan des « réformes » de la police, de l'armée et des douanes, qui auraient transformé le Maroc en protectorat français. L'ingénieur allemand, Rottenburg, représentant des intérêts de l'entreprise métallurgique Krupp au Maroc, entreprend d'avertir le gouvernement du Reich des initiatives françaises à Berlin, où il obtient une audience auprès de l'Empereur¹⁸³.

En réaction à cette tentative, l'Allemagne envoie l'Empereur Guillaume II dans la ville de Tanger en fin mars 1905, ce qui déclenche la première crise marocaine. Déclarant la raison de sa visite devant le Sultan, l'empereur revendique pour l'Allemagne le libre-échange, et l'égalité des droits de toutes les nations, tout en soulignant qu'il considère le Maroc souverain, et que l'Allemagne ne traiterait que directement avec le Sultan, et personne d'autre.

¹⁸³Gerd Fesser, *Der Traum vom Platz an der Sonne : Deutsche "Weltpolitik" 1897-1914*, Bremen, Donat, 1996, 102.

La réaction des socialistes français et allemands à la crise de Tanger révèle leur attitude face aux questions de l'impérialisme et de l'internationalisme. L'analyse de l'impérialisme encore peu développée est alors mise à l'épreuve pour la première fois dans un conflit opposant des grandes puissances, alors que l'internationalisme des socialistes, remis en cause par le nationalisme du mouvement réformiste, fait face à de nouveaux défis.

Le 24 mars 1905, *l'Humanité* commente la visite « un peu soudaine » de Guillaume II à Tanger dans un article intitulé « Kaiser et diplomate » de Jean Jaurès. Rédigé deux jours après le départ du Kaiser, il commente les « journaux sensés et prévoyants » qui « s'appliquent à enlever à la visite [...] tout caractère inquiétant ». Mais Jaurès n'entretient néanmoins pas d'illusions sur la raison de la visite du Kaiser, qui est d'après lui « calculée pour rappeler à la France qu'elle n'est pas seule à avoir des intérêts au Maroc, [...] qu'il faut encore compter avec les intérêts économiques de l'Allemagne. »

Somme toute, pour Jaurès le voyage de Guillaume II démontre surtout l'échec de la politique de Delcassé, qu'il accuse d'avoir délibérément vu dans l'accord franco-anglais le moyen d'isoler Berlin. De plus, il aurait fallu s'assurer de la bienveillante neutralité de l'Allemagne avant de se lancer dans « cette entreprise marocaine ». Jaurès termine l'article en évoquant le spectre de la guerre : « Est-ce donc par une guerre, et par la guerre la plus difficile, la plus coûteuse, la plus sanglante, la plus stérile, que nous devons réparer les bévues de notre diplomatie ? »¹⁸⁴

C'est sans doute son ton bienveillant face à l'Allemagne, et sa critique tranchante de la politique de Delcassé, qui a incité le gouvernement allemand à redistribuer cet article par l'intermédiaire du bureau télégraphique Wolff, comme le note avec surprise le *Vorwärts* du 25 mars¹⁸⁵.

184 Jean Jaurès, « Kaiser et diplomate », *l'Humanité*, 24 mars, 1905, 1.

185 « Marokko-Lärm », *Vorwärts* 25 mars, 1905, 1.

L'éditorial du *Vorwärts* du 24 mars reproduit une partie importante du discours de Guillaume II avant son départ, prononcé après l'inauguration d'une statue de l'empereur Frédéric à Brême. Ce discours, probablement modifié par la censure durant un long délai entre sa proclamation et sa mise à disposition de la presse, témoigne, selon le *Vorwärts*, d'une remise en cause de l'attitude de Guillaume II face à la *Weltpolitik*, qui se trouve pour la première fois désignée de « stérile ». Le *Vorwärts* y perçoit l'impact des bouleversements contemporains, dont en particulier la guerre russo-japonaise, et contraste la nouvelle rhétorique quasi pacifiste du Kaiser avec des déclarations passées, assez nombreuses, témoignant toutes de velléités d'hégémonie mondiale du Reich allemand.

Cette « ancienne » posture du Reich a donné « l'impression » au monde extérieur que la construction de la flotte allemande était dirigée contre l'Angleterre. L'imprévisibilité et l'impulsivité du Reich en a fait un paria aux yeux de la communauté internationale. Le discours de Brême semble cependant vouloir corriger cette image, affirme le *Vorwärts*, constatant le ton « étrangement résigné » de Guillaume II.

L'éditorial conclut que l'étranger aurait tort de penser que ce discours n'est qu'une manœuvre visant à donner une couverture à la même politique d'expansion agressive, et justifie ceci en affirmant que la politique des grands empires a été réfutée avec la défaite de la Russie, pendant que la politique coloniale « insensée » et « inutile » est discréditée.¹⁸⁶ Ce passage est traduit et reproduit comme suit dans l'*Humanité* du 25 mars :

« Ces déclarations, en contradiction avec les discours antérieurs de l'empereur seront accueillies à l'étranger avec scepticisme. On croira qu'il s'agit d'une tentative pour tromper l'opinion publique étrangère sur les véritables buts de la politique allemande ; nous ne partageons pas cette opinion : les terribles catastrophes de Port Arthur et de Moukden ont inspiré de sages réflexions sur la politique mondiale et un prudent renoncement. »¹⁸⁷

186 « Die öde Weltherrschaft », *Vorwärts*, 24 mars, 1905, 1.

187 « Allemagne : Le discours de Brême » *l'Humanité*, 25 mars, 1905, 3.

Écrivant à la une de *l'Humanité* du 27 mars, Lucien Herr fera écho au *Vorwärts* du 24 avec un article sur le discours de Brême, dans lequel il répète l'essentiel des arguments de ses collègues allemands.¹⁸⁸

Le 25 mars, le *Vorwärts* continue sur la voie entamée la veille, qui est celle de minimiser l'impact du voyage de Guillaume II pour les relations franco-allemandes. En concluant l'Entente avec l'Angleterre et un rapprochement avec l'Italie, la France aurait été plus rapide et efficace que l'Allemagne pour tirer profit de la nouvelle situation découlant de l'affaiblissement de la Russie. La politique étrangère de l'Allemagne est cependant décrite comme étant maladroite et folle. L'article continue en minimisant le danger : « Pour les excités nerveux, un événement qui a peu d'importance en tant que tel paraît d'une importance fantastique et d'un danger insurmontable. » Le gouvernement allemand, malgré tout, ne serait pas si fou de risquer un conflit franco-allemand pour le Maroc. Paris aurait donc tort de s'inquiéter autant, et sa conduite est d'ailleurs critiquée en France. Il note de plus la critique venant de « notre camarade » Jaurès. Affirmant que les intérêts mercantiles de l'Allemagne au Maroc ne sont en fait pas menacés par l'avancée de la France, l'article conclut que l'affaire marocaine fait « beaucoup de bruit pour rien. »¹⁸⁹

À part l'article initial de Jaurès qui se démarque des autres commentaires, et qui plaît d'ailleurs bien à la diplomatie allemande, *l'Humanité* et le *Vorwärts* se font écho l'un à l'autre. Malgré des différences d'ordre secondaire, les deux quotidiens s'entendent sur les points essentiels : tout danger d'un conflit proviendrait d'une politique étrangère mal menée. En France le coupable est Delcassé, et en Allemagne ce serait Guillaume II, et derrière lui Bülow. Jaurès est alors seul, dans la presse socialiste du moins, à soulever le danger de guerre. Le *Vorwärts*, et *l'Humanité* après lui, au contraire ont voulu voir dans le départ de Guillaume II et son discours de Brême un détournement de la *Weltpolitik*. Loin de voir dans l'arrivée de la crise de 1905 une indication de la croissance de l'impérialisme, à l'aube de la crise de

188 Lucien Herr, « Le Discours de Brême » *l'Humanité*, 27 mars, 1905, 1.

189 « Marokko-Lärm », *Vorwärts* 25 mars, 1905, 1.

Tanger, les quotidiens dirigeants socialistes voient plutôt la fin de la politique des « grands empires ».

À ce point-ci du voyage de la délégation allemande, Guillaume II n'est pas encore arrivé à Tanger, et le discours qui marque réellement la crise n'a pas encore été prononcé. Le conflit n'est qu'anticipé. Une première concrétisation du conflit a lieu avant l'arrivée de la délégation à Tanger, lorsque le chancelier Bülow intervient au Reichstag et prend position par rapport à l'Entente.

Mercredi le 29 mars 1905, provoqué par August Bebel, le chancelier Bülow intervient au Reichstag au sujet de la question marocaine. Après une longue intervention au sujet de la grève des mineurs, Bebel soulève la question « qui en ce moment agite l'opinion publique ». Bebel affirme que si le gouvernement tente de s'opposer à cette entente, qui d'après son parti également s'oppose fortement aux intérêts de l'Allemagne, alors le gouvernement ne verra pas d'opposition, mais un appui du SPD. Mais l'entente date maintenant de plus d'un an, insiste Bebel, et si l'Allemagne avait fait appel par les moyens de la diplomatie aux autres pays intéressés au Maroc, alors elle aurait trouvé des alliés. Ainsi, Bebel insinue d'autres motifs pour la politique marocaine.

Bebel souligne que les sociaux-démocrates n'appuieront pas les initiatives des pangermanistes, dont la politique, si elle est appliquée, entraînerait une grande guerre. Si la politique étrangère annoncée à Brême devait être entamée, Bebel espère qu'elle se traduise en réduction d'armements et de la flotte allemande. Une telle politique serait appuyée par les sociaux-démocrates.¹⁹⁰

En réplique à Bebel, Bülow rappelle les assurances faites à l'Espagne que l'Allemagne ne revendique aucune acquisition territoriale au Maroc, et que l'indépendance du Maroc n'est pas menacée par les visées allemandes. Au-delà de la question territoriale, il est bien connu que les intérêts

190 *Reichstagsprotokolle*, Séance du 29 mars 1905, 5697.

économiques de l'Allemagne au Maroc sont importants, et elle doit s'assurer l'égalité des droits de commerce, insiste Bülow. S'adressant directement à Bebel, qui aurait insinué que la politique marocaine de l'Allemagne avait changé, Bülow réplique que le 'fait nouveau' n'était pas à chercher dans la politique allemande, mais dans le fait que, dans la mesure où l'indépendance du Maroc était remise en cause, il fallait également s'assurer la protection des intérêts économiques de l'Allemagne au Maroc.¹⁹¹ L'intervention de Bülow marque une première hausse réelle des tensions, qui étaient auparavant limitées à la presse et à la spéculation.

Dans *L'Humanité* du 30 mars, l'éditorial de la plume de René Viviani déclare que le bon côté de la politique de Delcassé fut le rapprochement franco-anglais, et « notre parti peut revendiquer avec gloire la part qu'il a prise aux rapprochements des nations. ». La routine de la diplomatie et l'inaction de l'ambassadeur à Berlin sont cependant la cause de l'incident franco-allemand greffé sur l'Entente¹⁹².

Le *Vorwärts* prend enfin position sur le discours du chancelier Bülow deux jours plus tard. Il note la réaction de la presse anglaise qui s'était jusqu'à-là abstenue des échanges franco-allemands autour du voyage de Guillaume II. L'éditorial souligne que la situation est sérieuse, et qu'elle requiert l'attention de tous les amis de la paix. Face aux accusations de la part de la presse nationaliste, le *Vorwärts* se défend d'être un « avocat allemand de la France » qui reprocherait au gouvernement sa défense d'intérêts allemands à l'étranger. Au contraire, rappelle le *Vorwärts*, le journal aurait plutôt reproché à la diplomatie allemande de ne pas s'être manifestée à temps et en bonne et due forme pour faire valoir ses intérêts lors de la conclusion de l'Entente franco-anglaise. Les intérêts allemands au Maroc seraient encore entièrement défendables par la voie sereine de la diplomatie. Mais, au lieu de cela, les méthodes brusques et théâtrales employées par l'Allemagne menaceraient sérieusement les relations franco-allemandes.¹⁹³

191 *Reichstagsprotokolle*, Séance du 29 mars 1905, 5709-5710.

192 René Viviani, « Berlin-Tanger », *L'Humanité*, 30 mars, 1905, 1.

193 « Marokko-Konflikt ? », *Vorwärts*, 31 mars, 1905, 1.

Ainsi, le *Vorwärts* s'identifie aux intérêts nationaux allemands, et suggère des moyens au gouvernement allemand pour atteindre ses buts.

Après une escale au Portugal, Guillaume II arrive à Tanger le 31 mars. Son premier discours s'adresse aux colons allemands du Maroc qu'il salue en tant que pionniers qui remplissent leur devoir. Il souligne les intérêts commerciaux des Allemands au Maroc et termine pour dire « clairement et explicitement » que sa visite à Tanger démontrera que dans ses entreprises marocaines, l'Allemagne négociera « exclusivement avec le sultan ». ¹⁹⁴ Lors d'un échange avec le représentant du Sultan rapporté dans la presse, Guillaume II ajoute qu'il considère le Sultan comme un « souverain libre ».

Commentant ce dernier passage, le *Vorwärts* du 4 avril note qu'aucun fait objectif ne saurait expliquer la nouvelle politique de « menaces » envers la France, et qu'aucune preuve n'a été apportée démontrant que les intérêts allemands étaient menacés au Maroc. ¹⁹⁵ Ainsi, le *Vorwärts* reprend l'esprit du discours du 31 au Sénat de Delcassé, dans lequel ce dernier insistait que, depuis la conclusion de l'Entente en avril 1904, aucun événement ou position de la France ne pouvaient expliquer le mouvement de la presse. Delcassé passait en revue les articles pertinents de l'Entente franco-anglaise et affirmait que leur langage ne pouvait donner lieu à de malentendus, et il fit cela sans aucune référence à l'Allemagne, ce qui lui sera reproché à gauche. ¹⁹⁶

Déjà le *Vorwärts* du 2 avril, louait un discours de Delcassé tout en blâmant Bülow. Le *Vorwärts* concluait que la déclaration de l'empereur à Tanger et le discours de Delcassé confirmaient la ligne éditoriale entamée dès le début de l'affaire : même si l'Allemagne était réellement désavantagée par l'entente franco-anglaise - et aucune preuve n'étayait une telle idée - cela pouvait être réglé par la voie diplomatique. Mais la voie opté par Bülow aurait au contraire endommagé la position internationale de l'Allemagne. ¹⁹⁷

194 Johannes Penzler, *Die Reden Kaiser Wilhelms II. Band III. 1896-1905* Leipzig, Verlag von Philipp Reclam, 1907, 247-248.

195 « Politische Übersicht », *Vorwärts*, 4 avril, 1905, 2.

196 Débats parlementaires, Sénat, *J.O.*, Séance du 31 mars 1905.

197 « Rummel-Diplomaten », *Vorwärts*, 2 avril, 1905, 1.

L'éditorial de Jaurès du 1^{er} avril donne raison aux socialistes allemands qui critiquent le caractère saccadé et soudain de la politique de leur gouvernement, mais reproche à Delcassé de ne pas aborder directement les commentaires de Bülow du 30 mars. Les conflits doivent être prévenus par l'explication franche de la diplomatie, insiste-t-il. La réponse indirecte et détournée de Delcassé déplaît manifestement à Jaurès, et pourtant ce même discours sera décrit le lendemain par le *Vorwärts* comme résultant d'une main de maître diplomatique.¹⁹⁸

Enfin, un éditorial de Francis de Pressensé reproche également à Delcassé sa réponse indirecte du 31. Le traité anglo-français serait détourné de son véritable objet (la paix entre nations) par ceux qui s'en servent comme tremplin pour attiser le « nationalisme des deux côtés de la Manche », ce que Delcassé facilite.¹⁹⁹

Le *Vorwärts* intitule son commentaire sur les débats à la Chambre des députés « Le 'malentendu' marocain ». Les menaces de la presse nationaliste, le discours agressif de Bülow, et le pompeux voyage du Kaiser ont donné l'impression à la France que l'Allemagne a été brusquée par le gouvernement français. Mais étant donné que la politique marocaine de Delcassé fait face à l'opposition en France, ces impressions ont été renforcées lorsque la politique de Delcassé menaçait d'entraîner un sérieux conflit avec l'Allemagne, un pays avec lequel surtout les socialistes français désirent de meilleures relations. C'est pourquoi ils ne se sont pas montrés satisfaits du discours de Delcassé, et ont interpellé le ministre des Affaires étrangères au sujet de sa politique marocaine. L'article cite une déclaration de Delcassé du 6 avril dans laquelle il demande l'ajournement de l'interpellation. Il note que les socialistes français ont accepté l'ajournement parce que ceux-ci pensent qu'une déclaration future de Delcassé pourrait être en mesure de résoudre le conflit. Quant à la déclaration de Delcassé, elle contient l'aveu d'un possible malentendu, selon le *Vorwärts*.²⁰⁰

198 « Parole et silence », *l'Humanité*, 1^{er} avril 1905, 1.

199 Francis de Pressensé, « La grande pensée de M. Delcassé », *l'Humanité*, 2 avril, 1905, 1.

200 « Das marokkanische 'Missverständnis' », *Vorwärts*, 8 avril, 1905, 1.

L'éditorial contredit de plus son propre correspondant à Londres, dont les « explications intéressantes » sur les leçons tirées du conflit en Angleterre, présument des buts et motifs réels derrière les gestes théâtraux de la politique étrangère allemande. Mais « il ne faut pas oublier », selon l'auteur de l'éditorial, que « cette présomption n'est pas tout à fait exacte ». Le commentaire du correspondant à Londres clôt l'article.²⁰¹

Ce commentaire contient des arguments qui sont également présentés sous forme plus longue par le même correspondant (qui est sans doute Max Beer) à la une de la *Leipziger Volkszeitung* le 7 avril. Cet article représente une opinion jusque-là originale. Il présente les querelles franco-allemandes autour du Maroc comme étant la manifestation de forces profondes. Ce ne sont pas les intérêts commerciaux qui motiveraient l'Allemagne, mais plutôt ses visées géostratégiques, en l'occurrence son désir de rivaliser en tant que puissance maritime atlantique, ce pourquoi le Maroc représenterait un point d'entrée.²⁰²

Cet article adopte une approche contraire à celle prise par le *Vorwärts* deux semaines plus tôt. Il prend pour acquis qu'il existe des motifs réels et substantiels derrière la politique de Bülow, et que ceux-ci s'accordent avec les visées de plus longue date de la *Weltpolitik*.

Cet article se démarque également par son traitement du rôle de la défaite de la Russie face au Japon pour les relations entre la France et l'Allemagne. La guerre russo-japonaise était un facteur de stabilité pour le *Vorwärts*, parce qu'il donnait un exemple négatif de l'expansionnisme impérial. Pour l'article du correspondant à Londres, ce même facteur en est un d'instabilité. Le déclin international de la France aurait encouragé Bülow à jouer avec le feu, lui qui savait deux mois plus tôt que la question marocaine pouvait entraîner la guerre. Cet argument du correspondant à Londres se trouve autant dans le court commentaire du *Vorwärts* que dans l'article à la une du *Leipziger Volkszeitung*. Cet article demeure cependant une exception.

201 *Ibid.*

202 « Die Bedeutung des Konflikts über Marokko », *Leipziger Volkszeitung*, 7 avril, 1905, 1.

Dans l'ensemble, l'analyse ancrée dans des termes nationaux de la majorité de la presse socialiste ne reflète pas une volonté d'action internationale concertée. C'est le représentant anglais au BSI, Hyndman, qui le premier revendique de la part de l'Allemagne une action concertée comparable aux mesures entreprises par les socialistes français. Dans une lettre du 21 juin, il propose que le BSI se réunisse en mi-juillet et écrit ; « Nos camarades français ont fait tout leur possible pour éviter tout désagrément entre la France et l'Allemagne. Nos camarades allemands, malheureusement n'ont pas encore reconnu qu'il se passe quelque chose d'inhabituel, ni fait la moindre tentative pour influencer la politique de leur gouvernement »²⁰³

Le lendemain la proposition de Hyndman est amendée par le Comité exécutif du BSI pour proposer, en vue du « conflit qui existe à l'état latent entre la France, l'Allemagne, et l'Angleterre. » une conférence socialiste « à laquelle participeraient non pas tous les membres du Bureau International, mais des délégués aussi nombreux que possible des Partis anglais, français et allemand. »²⁰⁴

Cette réunion n'aura cependant pas lieu, tant que la section allemande lui fait obstacle. En effet, une circulaire du 28 juin transmet la réponse négative du dirigeant socialiste allemand August Bebel à la proposition, justifiant le refus en affirmant que le danger de guerre est exagéré : « Nous ne pouvons reconnaître que l'affaire du Maroc ait pris un caractère qui justifie de notre part une adhésion et un vote. Nous avons l'impression que l'on est un peu nerveux en Angleterre et que l'on donne aux événements un caractère plus sérieux que celui qu'il n'a en réalité... »²⁰⁵

La réponse interne du BSI à la première crise marocaine fut relativement tardive (elle eut lieu plusieurs semaines après la chute de Delcassé) et découle d'une seule suggestion d'un membre du bureau. Le refus du

203 Georges Haupt, dir., *Bureau socialiste international : Comptes rendus des réunions, manifestes et circulaires*, Paris, Mouton, 1969, 146.

204 *Ibid.*, 151.

205 *Ibid.*, 155.

représentant allemand d'adhérer à la proposition porte entrave à l'initiative du BSI et confirme l'inaction allemande, ce qui hantera le fier parti.

En contraste à l'apparente inaction allemande, l'action des socialistes français, en particulier leur activité parlementaire, sera perçue comme un exemple à suivre dans le mouvement international. En effet, la démission de Delcassé le 6 juin 1905 sera attribué en partie à l'intervention critique des socialistes français. Jaurès et ses partisans décrivaient la politique de Delcassé comme ayant transformé l'accord franco-anglais de 1904 en « une sorte d'instrument offensif et exclusif dont la pointe semblait dirigée contre l'Allemagne »²⁰⁶. Tout comme c'était le cas pour l'analyse présentée par les socialistes allemands dans le *Vorwärts*, les socialistes français avaient tendance à personnaliser le conflit et le présenter comme le produit d'erreurs de politiciens qui pouvaient être corrigées par une politique internationale éclairée. L'action parlementaire, une action ancrée sur le terrain national, prit ainsi le dessus sur l'action internationale pour laquelle le BSI avait été créé.

Il serait difficile de passer en revue la réaction allemande à la première crise marocaine sans prendre en compte la critique contemporaine que produit le sociologue et socialiste Robert Michels de la réaction du socialisme allemand face à la première crise marocaine. Produite à l'occasion du congrès du SPD à Iéna et paraissant dans la revue du syndicalisme révolutionnaire français d'Hubert Lagardelle à la fin de l'année, le sociologue italien d'origine allemande qui avait participé au congrès reprocha au SPD, sa presse et ses dirigeants, son attitude devant le danger perçu d'une guerre franco-allemande.

En premier lieu, Michels critique Bebel pour son affirmation que le gouvernement impérial ne voulait pas la guerre contre la France.²⁰⁷ En fait, argumente Michels, « l'empereur n'avait été empêché d'exécuter ses

206 *L'Humanité*, 7 juin 1905, 1.

207 Robert Michels, « Le socialisme allemand et le congrès d'Iéna », *Le Mouvement socialiste*, septembre-décembre, (1905) : 282.

desseins que par la prudente sagesse de la France et la rude énergie de l'Angleterre ». ²⁰⁸

Au *Vorwärts*, Michels reproche de n'avoir produit son premier article de fond que le 13 juillet, et d'avoir seulement annoncé la tenue une réunion populaire le 9 juillet à Berlin (2 ou 3 autres subséquentes), longtemps après la visite à Tanger le 31 mars ou la chute de Delcassé le 6 juin. Michels attribue ensuite à Paul Lensch de la *Leipziger Volkszeitung* l'opinion que la guerre n'était pas possible, et à Kautsky qu'elle l'était mais que les masses n'étaient pas prêtes à lutter contre elle.

Michels développera ce thème dans un travail plus long en 1907, dans lequel il contrastera la passivité des socialistes allemands à l'activité frénétique des socialistes français, italiens, belges, et même anglais. Il citera également les tentatives au sein du BSI. ²⁰⁹

Paul Lensch développe en effet des arguments minimisant le danger de la guerre, et qui auraient pu servir de justificatif aux déclarations de Bebel. Dans un article intitulé « L'Affaire Delcassé et la presse du parti » Lensch ridiculise l'idée que la paix fut assurée par la campagne des socialistes français, puisqu'un danger si terrible ne pouvait pas être repoussé par des moyens si modestes. Il s'attaque également à l'idée que le succès de cette campagne découlait de l'influence parlementaire des socialistes menés par Jaurès, parce que la logique de cette position exigerait que le socialisme allemand adopte une tactique parlementaire équivalente. Attribuant la peur de la guerre à la presse nationaliste, Lensch nie qu'il y avait réellement danger de guerre entre la France et l'Allemagne. L'importance de leurs relations commerciales, le déclin des tensions autour de l'Alsace, et la tendance de leur accord grandissant excluait le conflit armé dans la situation immédiate, selon Lensch. ²¹⁰

208 *Ibid.*, 283.

209 Robert Michels, « Die deutsche Sozialdemokratie im internationalen Verbands » (1907), *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, XXV, (1907) : 197.

210 Paul Lensch, « Der Fall Delcassé und die Parteipresse » *Die neue Zeit : Wochenschrift der deutschen Sozialdemokratie*, 1, 4 (1906) : 134.

Lensch ne niait cependant pas tout danger de guerre. C'est plutôt du côté des relations entre l'Angleterre et l'Allemagne qu'il fallait regarder selon Lensch pour percevoir un danger de guerre. Le conflit réside en leur rivalité sur le marché mondial et leur économie politique opposée : le véritable danger est le tarif douanier.²¹¹ Lensch ne nie donc pas le danger de guerre en général et la nécessité pour le socialisme de formuler sa réponse. Mais il critique l'importance démesurée accordée à l'action parlementaire, et rejette l'idée d'une guerre franco-allemande. Cette dernière position est loin de faire l'unanimité dans le parti allemand ou dans son aile gauche, à laquelle appartient Lensch. Mais une certaine attitude sceptique est manifeste comme dans l'opinion de Bebel. On peut voir dans la conclusion de l'article l'influence contemporaine du débat sur la grève de masse, lorsque Lensch note que plus la tactique parlementaire s'avère inefficace, plus les masses doivent entrer en mouvement indépendant²¹².

La résolution parlementaire et diplomatique de la crise

En automne 1905, quelques semaines avant le congrès de Léna, un conflit significatif éclate dans la presse de la social-démocratie allemande. La commission chargée durant le congrès d'arbitrer le conflit convient que le conflit touche à des questions sérieuses concernant même des différences de principes. Ingrid Gelcher-Holtey qui analyse le conflit dans sa biographie sur Kautsky ajoute qu'il s'agit de différences à trois dimensions : tactique, théorique et organisationnelle. L'historienne ajoute qu'il s'agissait d'une lutte d'influence entre deux intellectuels, en l'occurrence le théoricien dirigeant du parti Karl Kautsky et l'éditeur du *Vorwärts* Kurt Eisner.²¹³

Le débat entre Eisner et Kautsky tourne autour de la réception divergente, négative dans le *Vorwärts* d'une part et positive dans la *Neue Zeit* d'autre part, du livre sur la grève générale de Henriette Roland-Holst. Kautsky, sous

²¹¹ *Ibid.*

²¹² *Ibid.*

²¹³ Gilcher Holtey, *Das Mandat des Intellektuellen :Karl Kautsky und die Sozialdemokratie*, Berlin, Siedler, 1986, 198.

l'influence des événements en Russie, avance que la grève de masse avait une importance politique de premier ordre, alors que le *Vorwärts* ne voit aucune raison de lui attribuer une importance particulière.²¹⁴ Le débat se déroule également sous l'angle théorique, opposant deux méthodologies opposées, à savoir celle « historico-économique » et celle « éthique-esthétique », faisant aboutir un débat de plus longue date entre marxistes et néo-kantiens²¹⁵. Enfin, le débat culmine sur deux conceptions opposées du journaliste dans le parti. Eisner revendiquait la liberté de critique et d'opinion du journaliste individuel à l'encontre de la direction du parti, alors que Kautsky défendait l'idée que le journaliste de la presse du parti était tenu d'avancer les buts du parti, déterminés par sa direction élue lors des congrès.²¹⁶

Le conflit entre Kautsky et Eisner est également pertinent pour le conflit marocain, en particulier considérant l'implication de ce dernier dans la couverture de l'affaire. En effet, Eisner était le seul membre du SPD à avoir produit une brochure spécialement consacrée à la crise de Tanger. L'analyse qu'elle contient fait écho à la ligne éditoriale du *Vorwärts*. L'analyse d'Eisner est fermement ancrée dans le cadre du système d'États-nations, et avance une solution nationale aux conflits internationaux.

Contrairement à l'analyse de l'impérialisme, qui est alors dans ses débuts, et qui est avancée par une minorité d'intellectuels socialistes, l'analyse du conflit international avancée par Eisner ne soulève pas les problématiques de l'impérialisme et du capitalisme. La source de la crise pour Eisner est plutôt le caractère arriéré du système politique allemand, dominé par la monarchie et la bureaucratie prussienne, qu'il contraste à la « démocratie française, qui sous l'influence fructueuse des socialistes, s'est à nouveau affirmée comme la plus grande force culturelle dans la lutte contre la mafia de la diplomatie. »²¹⁷ La tâche à l'ordre du jour pour le prolétariat selon Eisner, est la lutte pour les « droits politiques élémentaires, la conquête du parlement,

214 *Ibid.*, 201.

215 *Ibid.*, 204.

216 *Ibid.*, 217.

217 Kurt Eisner, *Der Sultan des Weltkriegs*, Dresden, Verlag von Kaden & Comp, 1906, 71.

du système électoral démocratique dans toutes les institutions législatives ». C'est cette lutte qui peut assurer « la paix et la culture d'Europe »²¹⁸.

La crise marocaine de 1905 trouve une résolution temporaire avec la conférence d'Algésiras, dont la réception mitigée parmi les socialistes reflète le conflit entre les différentes perspectives politiques au sein du mouvement. La conférence d'Algésiras, tenue entre le 16 janvier et le 7 avril 1906, rassemblait 13 pays y compris l'Allemagne, la France, l'Espagne, les États-Unis, et le Royaume-Uni, pour décider du sort du Maroc.

Le 19 janvier a lieu un rassemblement de 2 000 personnes organisé à Paris par *l'Humanité*, le *Courier européen* et le comité d'action républicaine aux colonies françaises au sujet de la conférence d'Algésiras²¹⁹. Dans un long discours prononcé lors du rassemblement, Jaurès présente une analyse détaillée des motifs et erreurs des grandes puissances impliquées dans la crise de Tanger. Il présente également la conférence d'Algésiras comme une occasion pour régler les différends entre les grandes puissances de façon pacifique. Il propose comme solution concrète la création d'une banque d'État marocaine internationale qui fera les avances nécessaires au sultan²²⁰.

La perspective optimiste de Jaurès sera partiellement confirmée par la conclusion de la conférence, qui reconnaît à l'Allemagne un droit de regard sur les affaires marocaines, confie à la France et l'Espagne la police des ports, et le droit de créer une banque d'État internationale impliquant toutes les grandes puissances sauf les États-Unis, et comprenant la France comme créancier principal²²¹. Jaurès accueille l'accord intervenu le 31 mars à Algésiras comme une victoire de la paix, en même temps que de l'arbitrage²²².

218 *Ibid.*

219 « Diplomatie et démocratie », *L'Humanité*, 20 janvier 1906, 1.

220 Jean Jaurès, « La Conférence d'Algésiras », *L'Humanité*, 21 janvier 1906, 2.

221 Gunther Mai, *Die Marokko-Deutschen 1873-1918*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2014, 313.

222 Rémi Fabre, « La campagne de Jaurès sur le Maroc. Entre pacifisme et colonialisme », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 91 | 2015, mis en ligne le 01 juin 2016, consulté le 16 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8109>, 4.

La stabilité créée par l'entente conclue à Algésiras s'avéra dans les années suivantes rapidement être une illusion. Le bombardement de Casablanca par un navire de guerre français le 5 août 1907, accompagné de la pénétration de l'armée française dans la région de la Chaouia, fut suivi d'une guerre civile en 1908.

Les nouvelles tensions entre l'Allemagne et la France sont temporairement résolues dans l'accord franco-allemand du 9 février 1909, qui affirma le maintien de l'acte d'Algésiras et la supériorité des intérêts politiques français au Maroc, tout en reconnaissant des intérêts économiques allemands au Maroc. L'accord de 1909 est favorablement accueilli par Jaurès qui le présente comme le résultat de l'effort des socialistes et de la volonté pacifique des peuples, malgré son caractère colonial²²³. Mais l'accord de 1909 n'est qu'une nouvelle étape vers la prochaine grande crise marocaine.

La crise d'Agadir

À peine cinq ans après l'acte d'Algésiras, le 17 mai 1911, la France envoie des troupes dans la région de Fès sous prétexte de réprimer un soulèvement. Le 1^{er} juillet 1911, l'Allemagne réagit en envoyant la canonnière *Panther* dans la baie d'Agadir. Les négociations tendues qui suivent sont accompagnées de craintes d'un conflit armé soit en mer soit à la frontière franco-allemande. Le traité de Fès de Mars 1912 officialise le protectorat français au Maroc, en échange de concessions du Congo français à rattacher à la colonie camerounaise de l'Allemagne. Ainsi se dénoue l'affaire marocaine, de façon insatisfaisante aux yeux de l'opinion nationaliste allemande.

Comparée à la première crise marocaine, la réaction des socialistes lors de la crise d'Agadir démontre un progrès, et on peut, dans une certaine mesure se rallier à l'historienne Marcobelli qui argumente que la IIe internationale a connu une *learning curve*. Pourtant, la crise expose le gouffre existant entre l'internationalisme classique du manifeste communiste et le compromis

223 Abdelkrim Mejri, *Les socialistes français et la question marocaine (1903-1912)*, Paris, L'Harmattan, 2004, 141.

national du courant réformiste. L'internationalisme des socialistes parvient-il à se redéfinir face aux défis posés par la crise impérialiste de 1911?

Le premier article de fond du *Vorwärts* sur la crise paraît quelques jours après l'envoi du *Panther* dans la baie d'Agadir. Le seul titre de l'article, intitulé « La poussée de l'impérialisme allemand », démarque le journal par rapport à son approche de la crise de 1905. D'emblée, la crise est perçue dans le cadre de l'impérialisme et place moins les erreurs perçues des dirigeants politiques au centre de l'analyse. L'article débute en réfutant le prétexte avancé pour l'envoi du navire de guerre, à savoir qu'il sert à protéger des ressortissants, hommes d'affaires, allemands dans le sud du Maroc. Il serait plutôt question pour l'Allemagne de s'engager au Maroc au même titre que l'Espagne et la France.

La soumission du Maroc aux intérêts des grandes puissances est une affaire sanglante à laquelle le gouvernement veut impliquer la population allemande, mais le réel danger de la situation découle de l'augmentation des tensions entre l'Allemagne, la France, et ses alliés. L'article avance que le prolétariat s'oppose à cette politique, et qu'il ne veut pas entrer en conflit avec les peuples anglais et français pour des concessions minières. L'article décrit l'agitation nationaliste dans la presse allemande qui accompagne la crise diplomatique comme une répétition des élections Hottentot de 1907²²⁴, et passe en revue la presse et les manifestations de militarisme auxquelles elle donne lieu²²⁵.

Un second article dans le même numéro se penche sur les intérêts économiques au Maroc qui servent comme motif de l'action allemande, en particulier les ressources minières. Il conclut cependant que seulement une section de capitalistes est intéressée au Maroc, et que le peuple allemand dans son ensemble n'a rien à gagner de l'affaire. On peut percevoir ici une

224 Les élections allemandes de janvier 1907 ont eu lieu dans le contexte de la guerre que l'Allemagne menait dans sa colonie du Sud-Ouest africain contre le peuple autochtone des Héréro. Le gouvernement allemand a alors attisé le sentiment impérialiste et nationaliste avec beaucoup de succès. Suite aux élections, le SPD a perdu près de la moitié de ses représentants au *Reichstag*.

225 « Der Vorstoss des deutschen Imperialismus », *Vorwärts*, 4 juillet 1911, 1.

juxtaposition de l'intérêt national et de l'intérêt d'une section de capitalistes. Elle sera un sujet de débats au sein du mouvement²²⁶.

Moins présent dans les articles du *Vorwärts*, l'impérialisme est thématiqué dans d'autres journaux de la social-démocratie considérés plus à gauche, dont le *Leipziger Volkszeitung*. Dans un article intitulé « devant le chariot de l'impérialisme », le *Leipziger Volkszeitung* souligne la responsabilité de l'impérialisme français dans l'affaire, et dénonce l'utilisation du nationalisme pour rallier l'opinion publique à la politique marocaine. Dans l'époque contemporaine, « l'idée nationale, qui était autrefois un levier de la consolidation nationale et de l'établissement de la domination bourgeoise, est devenue, depuis qu'elle a rempli cette tâche, un moyen d'entraîner les larges masses de la bourgeoisie dans l'intérêt de petites cliques financières. »²²⁷

Le *Leipziger Volkszeitung* avance également une caractérisation de l'impérialisme allemand, ainsi qu'une analyse économique de l'opinion publique. Malgré, la jeunesse de l'impérialisme allemand, sa base économique plus large lui procurerait des perspectives plus prometteuses que l'impérialisme français. La croissance rapide de l'industrie allemande serait dépendante de l'expansion du commerce extérieur, ce qui garantirait au capital financier l'appui des cercles du capital commercial, Voilà pourquoi, explique le *Leipziger Volkszeitung*, la bourgeoisie libérale appuie la politique allemande au Maroc, malgré la croissance très modeste du commerce allemand au Maroc depuis le début du siècle²²⁸.

Comme nous l'avons vu avec la réaction à la crise de 1905, certains socialistes, dont Kurt Eisner et Jean Jaurès, proposaient l'action parlementaire en tant que mécanisme de résolution des conflits diplomatiques. Une conception toute contraire est avancée par le *Leipziger Volkszeitung* en

226 *Vorwärts*, 4 juillet 1911, 2.

227 « Vor dem Wagen des Imperialismus », *Leipziger Volkszeitung*, 8 juillet 1911, 1.

228 *Ibid.*

1911, qui argumente que la crise d'Agadir démontrait la faillite des parlements devant l'impérialisme. La constitution prussienne ne faisait que masquer cette faillite en Allemagne, alors qu'elle était évidente en France et en Angleterre²²⁹. L'idée que l'impérialisme rendait le parlementarisme caduc appartenait alors particulièrement à l'aile gauche de la social-démocratie allemande, mais c'était une idée relativement nouvelle, approfondie avec l'analyse des événements de 1911.

À l'aile opposée du mouvement socialiste, dominante en France, les analyses de la crise demeurent ancrées dans le cadre qui dominait dans les deux pays en 1905. La direction du SPD se fait alors de plus en plus la voix du compromis. On peut alors lire dans les pages des publications centrales du parti, dont le *Vorwärts*, des déclarations et des positions du plus en plus manifestement contradictoires.

Le 7 juillet paraît simultanément un article de Jean Jaurès dans le *Vorwärts* et *l'Humanité*. Jaurès s'y interroge sur les causes du calme relatif qui semble régner en France. Il affirme néanmoins que « si la situation internationale n'est pas immédiatement dangereuse, elle reste sérieuse cependant, et elle appelle la vigilance la plus active du prolétariat européen. »²³⁰ Jaurès met l'accent sur la dimension du droit international, dimension dont la pertinence ne fait pourtant pas l'unanimité au sein du mouvement socialiste. En effet, l'objet immédiat dans la question marocaine pour le prolétariat, selon Jaurès, « doit être d'exiger le retour à la vérité de l'acte d'Algésiras qui garantit l'intégrité du Maroc. »²³¹ L'article de Jaurès paraît dans le *Vorwärts* traduit en allemand le même jour, sans commentaire supplémentaire.

Le règlement de l'affaire par le droit international, par une diplomatie plus saine et rationnelle, est également avancée par Francis de Pressensé dans son analyse des affaires marocaines. Pressensé, collaborateur de Jaurès, représente comme lui une tendance parlementaire et réformiste du

229 « Parlamentarismus und Imperialismus », *Leipziger Volkszeitung*, 13 juillet 1911, 1.

230 Jean Jaurès, « Sang froid et danger », *L'Humanité*, 7 juillet 1911, 1.

231 *Ibid.*

socialisme français. Son article fait ressortir les contradictions de ce courant, contradictions qui continuent à alimenter les débats au cours de la crise.

Pressensé reconnaît l'importance de l'intérêt financier derrière les crises diplomatiques, en effet, il prétend que la « petite bande des grands spéculateurs, si puissante dans nos affaires intérieures est toute puissante dans nos affaires extérieures. »²³² Mais il voit dans la toute-puissance de la finance un enjeu pour la souveraineté nationale. Les « nations qui se croient libres et maîtresses d'elles-mêmes » n'exercent pas d'influence sur la solution de problèmes desquels dépend leur destin.²³³

Sans se contenter des explications officielles de la présence française au Maroc, Pressensé fournit des explications différentes au comportement des grandes puissances. Selon Pressensé, la France a entassé sur le dos du sultan « les charges d'une dette écrasante, on le contraignait à pressurer son peuple, à créer autour de lui un mécontentement général, à renoncer, faute d'argent, à l'accomplissement de la tâche élémentaire d'un chef d'État. » L'Acte d'Algésiras, ne sert pas à établir l'ordre et la sécurité, selon Pressensé, « mais au contraire d'acculer un souverain impuissant, sans ressources, menacé par une rébellion inévitable, au protectorat d'un suzerain. »²³⁴

Mais la solution que présente Pressensé ne dépasse pas le cadre du droit international critiqué par tant de ses socialistes contemporains. Il avance qu'il suffirait à la France d'adopter une politique étrangère éclairée. Une telle politique ne nécessiterait pas de changement radical, insiste Pressensé :

« Sans se départir d'une seule des garanties considérées comme nécessaires dans l'état présent des choses à la sécurité d'une nation, sans même se refuser *a priori* l'ouverture de nouveaux champs d'exploitation coloniale à la seule condition d'y pratiquer rigoureusement le respect du droit des gens et des droits des indigènes, la France républicaine, fille après tout de 89, retrouverait du coup, avec le rayonnement d'un idéal conforme aux intérêts de tous, la clientèle de sympathies et l'autorité morale qui constituent une force précieuse. »

232 Francis de Pressensé, « Les Affaires marocaines », *La Revue socialiste*, 320, (1911) :99.

233 *Ibid.*, 98.

234 *Ibid.*, 102.

Les voies de l'action du mouvement socialiste franco-allemand sont alors principalement celles des réunions et des manifestations, alors que le rôle du BSI demeure limité, tout comme en 1905. Le 9 juillet, la SFIO se réunit pour discuter, entre autres, de l'affaire marocaine. Vaillant, Jaurès, et Guesde se mettent d'accord pour faire d'une lettre de Vaillant à Huysmans le texte de la volonté du parti à l'égard d'une réunion du BSI²³⁵.

La réaction du mouvement socialiste des deux pays à la crise marocaine ne se limite pas à l'expression écrite. Durant tout l'été, les socialistes français et allemands, avec l'aide des organisations syndicales, organisent différentes manifestation et réunions anti-guerre.

Le 13 juillet a lieu un rassemblement à Paris pour protester contre la politique marocaine. Les orateurs du rassemblement sont Jaurès, Vaillant et Pressensé, ainsi que des représentants de la social-démocratie invités d'Allemagne et d'Angleterre. Une résolution est adoptée qui réitère la résolution de la conférence de Stuttgart qui consiste à s'opposer par tous les moyens à la guerre²³⁶. Le 16 juillet, la section locale du SPD à Stuttgart organise une réunion de 6 000 participants présidée par Karl Liebknecht. Une résolution est adoptée dénonçant la politique de l'Allemagne et de la France, et insistant qu'il est du devoir de la classe ouvrière des deux pays de s'opposer par tous les moyens à une guerre fratricide²³⁷.

Une grande réunion franco-allemande a lieu à Berlin le 28 juillet. La réunion tumultueuse donne voix aux expressions de solidarité franco-allemande et aux critiques des intrigues diplomatiques et de la politique coloniale qui menacent le conflit armé²³⁸. Une rencontre similaire est organisée à Paris une semaine plus tard. Le meeting international contre la guerre rassemble des délégués français et allemands, dont Bauer et Molkenbuhr, et comme les rencontres précédentes, donne voix à l'opposition aux intrigues diplomatiques et aux intérêts capitalistes²³⁹.

235 « Réunion plénière du Conseil National du Parti socialiste », *L'Humanité*, 9 juillet 1911, 1.

236 *Vorwärts*, 14 juillet 1911, 1.

237 *Vorwärts*, 18 juillet 1911, 1-2.

238 *Vorwärts*, 29 juillet 1911, 1.

239 *L'Humanité*, 05 août 1911, 1.

Du côté allemand, il est remarquable que la direction du SPD ne convoque pas de réunion avant le 9 août, ce qui lui est d'ailleurs reproché par certains membres du parti. En effet, toutes les réunions allemandes avant cette date sont organisées par des sections locales du SPD, et non par la direction. Après, la réunion du 9 août, les efforts de mobilisation du parti allemand culminent avec une grande manifestation à Berlin au parc de Tretptow le 3 septembre 1911²⁴⁰.

Dans toutes ces rencontres, s'il est bien question de solidarité internationale, les moyens d'actualiser l'internationalisme concrètement ne sont presque jamais explicités. Largement absent des déclarations des orateurs également est le thème de l'impérialisme, qui est relégué aux revues du parti. Ces actions témoignent bien d'une « culture » de manifestations et d'une certaine solidarité internationale, mais autant leur forme organisationnelle que leur contenu ne remet pas fondamentalement en cause les conceptions nationalistes existantes au sein du mouvement, dominantes en France, et auxquelles la direction du parti allemand s'adapte graduellement.

Le *Capital financier* d'Hilferding et la crise d'Agadir

Si elle est peu présente lors des réunions, contrairement à la première crise marocaine, l'analyse de l'impérialisme est beaucoup plus présente dans les déclarations et articles publiés par les socialistes allemands lors de la seconde crise marocaine. On peut d'ailleurs constater une hausse importante de l'emploi du terme dans le *Vorwärts* qui ne se reflète pas dans l'*Humanité*.

Formellement, et selon toutes les apparences, c'est l'aile marxiste qui, au début du siècle, a triomphé du débat avec Bernstein. Le conflit entre Karl Kautsky et Kurt Eisner suite à la première crise marocaine peut d'ailleurs être interprétée comme une continuation de la controverse révisionniste, et le changement de personnel suite au départ de Kurt Eisner du comité de rédaction du *Vorwärts* refléta bien l'orientation marxiste de la direction du

240 *Vorwärts*, 4 septembre 1911, 1.

parti. Rudolf Hilferding rejoint la rédaction du *Vorwärts* dès 1907, et son influence se fait ressentir.²⁴¹

Rudolf Hilferding (1877-1941) est né à Vienne dans une famille de classe moyenne juive. Bien qu'il ait étudié la médecine à l'université de Vienne, il s'est fait une réputation en tant qu'économiste. Son premier ouvrage influent fut une réponse à la critique de Marx de l'économiste Eugen von Böhm-Bawerk publiée en 1904. Cette réponse, qui s'avéra un commentaire éclairant sur la théorie de la valeur marxiste, consolida la réputation d'Hilferding en tant qu'expert de l'économie politique. En 1906 Kautsky invita Hilferding à Berlin pour enseigner l'économie politique, ce qui sera suivi peu après de son embauche au comité de rédaction du *Vorwärts*.²⁴²

Durant la période entre la première et la seconde crise marocaine, Hilferding rédigea son ouvrage le plus influent et connu jusqu'à nos jours sur le capital financier, paru en 1910. Cet ouvrage fut bien reçu par le public socialiste, certains le désignant même de continuation du *Capital*. Il se penche sur les phénomènes du capitalisme contemporain, qui, à l'époque de Marx, ne s'observaient qu'à l'état embryonnaire. Ces phénomènes entraînent une nouvelle politique économique et bouleversent les relations internationales. C'est ainsi que, pour Hilferding, la force motrice de l'impérialisme est le capital financier.

Le capital financier, pour Hilferding signifie l'homogénéisation du capital. Les sphères auparavant distinctes du capital industriel, commercial, et bancaire, se retrouvent dorénavant sous la direction commune de la haute finance. Cette union forme la base du remplacement de la libre concurrence du capitaliste individuel par les grandes associations des monopoles.²⁴³ Ainsi, Hilferding reprend un thème déjà discuté par, entre autres, Franz Mehring et Paul Louis, qui perçoivent la tendance historique du capitalisme à long terme comme étant la diminution de la libre concurrence et l'accroissement du monopole.

241 Eisfeld et Koszyk, *Die Presse der deutschen Sozialdemokratie*, 72.

242 Day, Gaido, *Discovering Imperialism*, 347.

243 Rudolf Hilferding, *Das Finanzkapital*, Berlin, Dietz, 1955, 445.

Tout comme d'autres écrivains avant lui, Hilferding souligne la contradiction entre la tendance de l'intégration mondiale de l'économie, et le renforcement de l'État-nation. Alors que, d'un côté, la généralisation du système des droits de douane protectionnistes tend à diviser de plus en plus le marché mondial en zones économiques individuelles séparées par l'État, l'évolution vers le capital financier accroît l'importance de la taille de la zone économique.²⁴⁴ Dans ce contexte, l'exportation des capitaux joue un rôle économique et politique clé. La dimension politique de ce processus s'explique par le fait que le capital d'exportation est favorisé lorsque le pouvoir étatique du pays en question domine totalement le territoire vers lequel le capital est exporté. En effet, l'exportation de capitaux de pays rivaux est alors exclue, le capital jouit d'une position privilégiée et ses profits bénéficient éventuellement de la garantie de l'État. C'est ainsi, explique Hilferding, que l'exportation du capital agit en faveur d'une politique impérialiste.²⁴⁵

Enfin, le capital financier et la politique impérialiste créent les conditions d'une crise sociale et politique qui entraîne une confrontation entre le prolétariat et le capital. Dans cette lutte politique, Hilferding accorde une importance toute particulière à l'éducation de la classe ouvrière sur les conséquences de l'impérialisme.

« La protection douanière et les cartels signifient le renchérissement du coût de la vie, les organisations patronales renforcent la force de résistance du capital contre l'assaut des syndicats ; la politique d'armement et la politique coloniale augmentent de plus en plus rapidement la charge fiscale que le prolétariat doit supporter ; le résultat nécessaire de cette politique, la collision violente des États capitalistes, signifie une augmentation aiguë et énorme de la misère ; mais toutes ces forces qui révolutionnent les masses populaires ne peuvent être mises au service d'une nouvelle organisation de l'économie que si la classe qui doit devenir la créatrice de la nouvelle société anticipe dans sa conscience toute cette politique et ses résultats nécessaires. Mais cela ne peut se faire que si les conséquences nécessaires de cette politique contre les intérêts des masses populaires sont expliquées de plus en plus clairement aux

244 *Ibid.*, 462.

245 *Ibid.*, 482.

masses, ce qui ne peut se faire à nouveau que dans la lutte constante et impitoyable contre la politique impérialiste. »²⁴⁶

L'importance accordée à la compréhension de, et au combat contre l'impérialisme trouve son reflet dans la réaction à la seconde crise marocaine, alors que presque toute considération sur l'impérialisme lors de la première crise marocaine était absente.

Hilferding fait part de son évaluation de l'affaire d'Agadir dans un article paru dans *Die neue Zeit* en septembre 1911, après le congrès du SPD. Hilferding écrit alors que les négociations entre Kiederlen-Wächter et Jules Cambon sont en cours. Tout comme le répètent fréquemment les socialistes de toute tendance, Hilferding souligne le caractère anti-démocratique des négociations diplomatiques, qui déterminent derrière le dos de la population la possibilité de guerre ou de paix.²⁴⁷

Hilferding énumère ce qu'il décrit comme les trois grandes phases de l'impérialisme. Ce qui caractérise la troisième phase est qu'il n'est plus question de conflits en périphérie du capitalisme comme lors de la première période ou de conquêtes coloniales lors de la seconde, mais il s'agit principalement du conflit principal entre grandes puissances qui menace de provoquer une guerre mondiale. À deux reprises lors de cette période, le problème marocain menace la paix, et l'Allemagne recule deux fois (Hilferding fait référence aux accords de 1906 et 1909). Dans la nouvelle situation, l'Allemagne soulève la question marocaine une troisième fois, et cette fois elle se présente différemment.²⁴⁸

L'envoi d'une canonnière à Agadir a immédiatement produit une situation critique, explique Hilferding. D'abord parce que l'Allemagne a donné l'impression qu'elle voulait s'installer sur la côte atlantique réveillant les inquiétudes de l'Angleterre. D'autre part, les partis impérialistes allemands furent encouragés par l'envoi de la canonnière, qui a alimenté la propagande

246 *Ibid.*, 555.

247 Rudolf Hilferding, « Der Parteitag und die auswärtige Politik », *Die neue Zeit*, 2, 49, (1911) : 801.

248 *Ibid.*, 802.

impérialiste, et qui pouvait pousser le gouvernement à aller plus loin qu'il ne le voulait lui même.

Mais Hilferding perçoit des éléments au sein de la bourgeoisie allemande qui tendent à vouloir éviter la guerre. Parmi les raisons de vouloir éviter le conflit armé se trouvent par exemple la faiblesse de la flotte allemande. Mais selon Hilferding, il est caractéristique de certains cercles du grand commerce de s'opposer énergiquement à la propagande sur le Maroc et de défendre la paix. Cette dualité chez les représentants de la politique économique doit être reflétée en politique, insiste Hilferding, et réduit certainement le danger de guerre. C'est justement dans cette situation que les actions pour la paix du prolétariat acquièrent leur signification et efficacité, explique-t-il²⁴⁹. Cet élément de l'analyse de Hilferding est contentieux au sein du mouvement socialiste en Allemagne, et nous y reviendrons lorsqu'il sera question du débat entre Rosa Luxemburg et Karl Kautsky.

Pour la politique prolétaire termine Hilferding, il faut conclure premièrement que le conflit sur le Maroc est typique de la politique étrangère la plus récente, et que le colonialisme est une extension de la politique protectionniste. L'idée d'un « colonialisme socialiste » est donc absurde. L'affaire marocaine montre tout particulièrement la dure réalité du colonialisme. Le droit international non plus n'offre pas de chemin pour éviter la guerre. Ce droit est mis de côté dès qu'il ne correspond pas aux relations de pouvoir du moment. Le seul gain de l'affaire marocaine, selon Hilferding, est qu'elle ait mis fin aux illusions sur le droit et l'arbitrage international²⁵⁰.

L'intervention de Rosa Luxemburg et la question de l'impérialisme

À la mi-août 1911, la direction du SPD publie une brochure rédigée anonymement par Karl Kautsky et intitulée « La politique internationale, la guerre mondiale, et la social-démocratie ». Écrit pour le grand public, le

²⁴⁹ *Ibid.*, 803.

²⁵⁰ *Ibid.*, 805.

communiqué a pour but d'exposer la position du parti sur les grandes questions de la politique étrangère et, en l'occurrence, la crise marocaine qui se déroule alors.

Kautsky place l'antagonisme entre l'Allemagne et l'Angleterre au centre de son analyse de la crise marocaine. Le plus grand danger d'une guerre mondiale ne découlerait pas directement de l'antagonisme entre la France et l'Allemagne au Maroc, mais de la rivalité entre l'Allemagne et l'Angleterre. La crise marocaine ne serait qu'un épisode dans le conflit qui se développe depuis la fin du siècle dernier, lorsque l'Allemagne a adopté sa *Weltpolitik* et a engagé une nouvelle politique navale²⁵¹.

Kautsky contraste ensuite les intérêts des classes possédantes de l'Allemagne et de l'Angleterre. En Angleterre, peu de familles de la bourgeoisie ne seraient pas intéressées aux possessions coloniales, et conséquemment, à la suprématie navale de l'Angleterre. Mais en Allemagne, après trente ans de politique coloniale, le nombre des membres de la bourgeoisie qui bénéficient des colonies serait minime. En Angleterre, écrit Kautsky, les profits des colonies atténueraient le contraste entre les classes sociales, alors qu'en Allemagne au contraire, les colonies et la course aux armements requièrent des augmentations d'impôts qui seraient un fardeau croissant pour la classe ouvrière. De plus, argumente Kautsky, les coûts de cette politique doivent être portés non seulement par la classe ouvrière mais également par les classes possédantes. La politique coloniale et la construction navale, ne seraient non seulement pas rentables, mais iraient à l'encontre des intérêts d'une grande partie des classes possédantes. Ainsi, selon Kautsky, ceux qui bénéficient de la *Weltpolitik* ou de la politique impérialiste ne sont qu'une « petite minorité d'officiers, de politiciens, de manufacturiers d'armements, de fournisseurs et spéculateurs »²⁵²

Kautsky admet certes que les plans de la politique internationale allemande sont davantage basés sur des prévisions de bénéfices futurs, plutôt que de

251 Day, Gaido, *Discovering Imperialism*, 472.

252 *Ibid*, 475.

bénéfices immédiats, mais pour lui, la politique coloniale n'a pas d'avenir. En effet, « les vieux peuples civilisés d'Asie et les pays islamiques se sont éveillés » et sont sur la voie de l'indépendance, argumente Kautsky, alors que les colonies riches et vulnérables du passé ne sont plus disponibles.²⁵³

En ce qui concerne les partis politiques, Kautsky explique la promotion de la *Weltpolitik* par les conservateurs et les nationaux libéraux par le fait qu'ils représentent précisément la minorité dans la société qui bénéficie de cette politique, alors que l'appui des progressistes et du centre découle de servilité et d'ignorance. Il conclut que « les politiciens bourgeois ne veulent pas la guerre contre l'Angleterre » ce qui rend leur appui pour une politique qui doit nécessairement entraîner la guerre d'autant plus contradictoire. Enfin, le seul véritable parti de la paix est la social-démocratie, conclut Kautsky²⁵⁴.

Le communiqué rédigé par Kautsky, avec sa description de la politique étrangère allemande comme allant à l'encontre des intérêts de la majorité de la bourgeoisie allemande, provoqua un débat déclenché par la réponse de Rosa Luxemburg. Elle débute sa critique de la brochure de Kautsky en insistant que la priorité devait être d'expliquer le lien entre la politique internationale et le développement du capitalisme. Au lieu de cela, se plaint Luxemburg, la brochure réduit toute son analyse de la politique internationale à l'antagonisme entre l'Allemagne et l'Angleterre. Le fait de réduire la crise marocaine à l'antagonisme entre l'Allemagne et l'Angleterre entraîne le fait que « au lieu d'expliquer la politique mondiale comme un produit nécessaire du développement capitaliste, [l'auteur] s'efforce au contraire de la présenter tout le temps comme une absurdité, une idiotie même du point de vue de la société capitaliste. »²⁵⁵

L'affirmation de la brochure selon laquelle la *Weltpolitik* et la politique coloniale ne correspondent pas aux intérêts de la masse des classes possédantes entre en contradiction avec le fait que toutes les classes dirigeantes, en Allemagne et ailleurs dans le monde, sont d'orientation

253 *Ibid.*, 476.

254 *Ibid.*, 477.

255 *Ibid.*, 482.

coloniale, patriotique, militariste, et nationaliste, argumente Luxemburg. Le parti se retrouverait ainsi dans la position gênante de devoir prétendre mieux connaître les intérêts de la bourgeoisie qu'elle-même. Ainsi, le parti mène une lutte contre la *Wektpolitik* et le militarisme au nom d'une supposée harmonie entre les intérêts de la majorité des classes possédantes et du prolétariat, selon Luxemburg²⁵⁶.

La condamnation de l'orientation politique articulée dans la brochure de Kautsky par Luxemburg fait écho à sa critique des conceptions de Bernstein faite plus d'une décennie auparavant. Au cœur du regard critique de Luxemburg se retrouve toujours l'idée que le socialisme doit être une conséquence nécessaire de la crise du capitalisme, et non pas le produit d'une décision éthique. La présentation de l'impérialisme par Kautsky, comme étant le produit de mauvaises décisions d'une classe dirigeante qui ne comprend pas correctement ses propres intérêts, implique que l'impérialisme n'est pas un produit nécessaire du développement du capitalisme, et qu'il serait possible d'éliminer l'impérialisme dans le cadre du capitalisme.

Luxemburg conclut sa critique en faisant elle-même le lien avec les conceptions de Bernstein. Elle avertit que cette brochure, ainsi que le fait qu'un article récent de Bernstein soit paru sans critique dans les pages de l'organe central du parti, signifie que le parti a besoin de clarification sur les questions de l'affaire marocaine et de la politique internationale. Elle incite enfin à ce que le congrès du parti se penche sur ces questions²⁵⁷.

Le congrès du SPD tenu du 10 au 16 septembre 1911 à Iena donne lieu à un débat sur la question marocaine, et à une continuation du conflit entre Luxemburg et la direction du parti.

Dans son discours d'ouverture tenu le 10 septembre, Bebel rappelle que le congrès de 1905, également tenu à Iena, faisait alors également face à une crise marocaine. La seconde crise marocaine, ajoute Bebel, transforme toute

²⁵⁶ *Ibid.*

²⁵⁷ *Ibid.*, 484.

la situation européenne, surtout avec l'intervention de l'Angleterre, et entraîne de nouvelles possibilités²⁵⁸. Sur un ton qui tend à contredire l'optimisme complaisant du réformisme duquel Bebel s'était rapproché au cours de la dernière période, il va jusqu'à affirmer que la course à l'armement maritime et terrestre place la société devant une situation qui ne peut que se terminer en « grande catastrophe ».²⁵⁹

La résolution sur la question marocaine à l'ordre du jour déclare l'opposition du parti au danger de guerre entre « peuples civilisés » qui découle du conflit au Maroc. Elle déclare que seuls les « pirates coloniaux » et les « chauvins » (la résolution évite l'emploi de catégories plus précises), ainsi que les fabricants et fournisseurs d'armes tirent profit de conflits entre les peuples. La résolution se termine en faisant appel à l'emploi de tous les moyens par le prolétariat pour empêcher la guerre, et à la convocation du Reichstag²⁶⁰.

La proposition initiale de résolution sur la question marocaine paraît insuffisante à l'aile gauche du parti, qui avec les signatures de Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, et Gustav Hoch, propose un amendement. L'amendement rend compte de ce qui est absent dans la proposition de résolution, en l'occurrence, toute mention des peuples opprimés et colonisés. L'amendement souligne l'opposition à toute guerre qui mène à l'exploitation et à la soumission de peuples colonisés, et insiste que les conflits entre grandes puissances ne concernent pas uniquement les peuples « civilisés », mais également les peuples « non-civilisés ».²⁶¹ L'amendement dénonce également les partis conservateurs, du centre, et les partis libéraux pour leur appui au militarisme. Enfin, l'amendement s'oppose à toute expansion ou acquisition coloniale obtenue par voie diplomatique²⁶². La proposition d'amendement est rejetée et la résolution adoptée telle que proposée initialement.²⁶³

258 *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitag der sozialdemokratischen Partei Deutschlands, abgehalten in Jena vom 10. bis 16. September 1911*, Berlin, 1911, 170.

259 *Ibid.*, 171.

260 *Ibid.*, 160

261 *Ibid.*, 162

262 *Ibid.*, 163

263 *Ibid.*, 350

Le débat sur la question marocaine lors du congrès tourne moins autour du contenu de l'analyse des événements, que sur la réaction du parti face aux événements. La direction du parti se retrouve fortement critiquée, surtout par l'aile gauche du parti, pour sa réaction tardive à la crise, et sa réticence de convoquer une réunion du BSI. Cette réticence est exposée par Rosa Luxemburg, membre du BSI, lorsqu'elle publie la correspondance du délégué allemand Hermann Molkenbuhr dans les pages de la *Leipziger Volkszeitung*. Cet acte lui vaut d'être dénoncée fortement par la direction du parti qui caractérise la publication de Luxemburg comme une « indiscrétion » malhonnête, qui déforme l'opinion de la direction du parti.

Comme le remarque Clara Zetkin durant le débat, l'opinion selon laquelle le parti avait été réticent d'agir ne dépendait pas de la publication de Luxemburg, mais des actions de la direction visibles pour tous. Les lettres du BSI publiées par Luxemburg remontent à la première moitié de juillet, alors que la première réunion du parti sur la question marocaine convoquée par la direction date du 9 août (les réunions précédentes étaient organisées par des sections locales)²⁶⁴.

En fin de compte, malgré tous les reproches de la direction, « l'indiscrétion » de Luxemburg est justifiée pour la gauche, parce que, comme l'articule Paul Lensch lors du débat, il est question de savoir « quelles conceptions guident la direction du parti allemand face à la politique impérialiste »²⁶⁵.

La conclusion du débat laisse cette question en suspens, avec un compromis tentant de réconcilier les différentes tendances du parti. Mais il est de plus en plus manifeste pour la gauche du parti, que les conceptions qui guident la direction du parti face à l'impérialisme sont davantage celles de l'aile réformiste, avec toutes ses concessions au nationalisme. Bebel va jusqu'à admettre ouvertement son accord avec l'analyse de la question marocaine de l'un des porte-parole principaux de l'aile réformiste du parti, Eduard David²⁶⁶. L'entente est réciproque ; Eduard Bernstein se dit en partie d'accord

264 *Ibid*, 220

265 *Ibid.*, 265

266 *Ibid.*, 257

avec la brochure de Kautsky critiquée par Luxemburg²⁶⁷. Ainsi, avec l'éruption de la dernière grande crise impérialiste avant la Première Guerre mondiale, le parti dirigeant de la IIe Internationale tente de réconcilier l'idée de l'intérêt national, présenté comme étant opposé à l'impérialisme, avec celle de l'internationalisme prolétarien.

Conclusion

À l'aube du congrès de Londres de 1896, l'internationalisme du mouvement socialiste en France et en Allemagne, fortement influencé par le marxisme, coexiste avec diverses formes de nationalisme. Les déclarations du manifeste communiste, affirmant entre autres que le prolétariat n'avait pas de patrie, se doivent d'être réinterprétées dans un contexte où le système d'États-nations s'est consolidé et renforcé. L'internationalisme prolétarien, tel que conçu par le marxisme classique sur la base de l'unité « transnationale » de classe, se voit alors accompagné d'une forme d'internationalisme désigné par l'historien Kevin J. Callahan « d'inter-nationalisme », qui réconcilie le patriotisme et l'internationalisme.

Malgré la coexistence au sein de l'Internationale de l'internationalisme et de certaines formes de nationalisme, le discours marxiste du dépassement de du système d'État-nation demeure très présent à la fin du 19^e siècle. Il existe cependant un gouffre entre le discours théorique et la pratique du mouvement.

L'augmentation des grèves et lockouts au début du 20^e siècle, et la correspondance internationale des mouvements de grève en France et en Allemagne représente une occasion historique pour la concrétisation pratique de l'internationalisme des socialistes, mais la stratégie de la grève internationale trouve néanmoins une application limitée durant l'avant-guerre. La grève des mineurs de 1905 a plus que tout autre conflit de l'époque le potentiel de s'internationaliser, mais la coordination

²⁶⁷ *Ibid.*, 393

internationale de la grève, autant au niveau syndical que politique, est un échec. En outre, l'organisation systématique de la grève internationale n'est pas une priorité à l'ordre du jour du mouvement ouvrier.

L'échec de la grève internationale en pratique découle d'une part de l'exclusion par les instances syndicales internationales des questions politiques, et d'autre part du rejet de la grève internationale par les congrès socialistes, les instances du mouvement ouvrier sensés lui fournir sa direction politique. Malgré le rejet par les congrès socialistes de la grève internationale, celle-ci demeure une réalité dans le contexte d'avant-guerre, à laquelle les socialistes de différentes tendances accordent une signification opposée. Les uns voient la grève internationale comme une extension de la grève nationale qui lui demeure subordonnée, alors que les autres voient la grève internationale comme étant le produit d'une conscience politique plus élevée.

La question de l'application pratique de l'internationalisme est également soulevée dans le domaine des relations internationales, où l'internationalisme pacifiste rivalise avec l'internationalisme des socialistes. Doctrine du libéralisme classique qui a inspiré la Conférence internationale de la Haye, l'internationalisme pacifiste envisage la possibilité d'un équilibre mondial régi par le droit international. Contrairement aux socialistes qui avancent la nécessité d'une transformation sociale de l'ordre international, l'internationalisme pacifiste avance uniquement un programme de réformes institutionnelles. Malgré cette différence, certains socialistes ont accueilli les initiatives de la Haye, témoignant de la coexistence au sein du mouvement socialiste de l'acceptation du système d'État-nations tel qu'il existait, et d'un anti-capitalisme voué à le dépasser.

Cette dualité du mouvement socialiste trouva son expression la plus claire dans la division qui émergea entre l'aile marxiste du mouvement, et la nouvelle tendance révisionniste à la fin du 19^e siècle. Cette division est la plupart du temps décrite comme la rupture entre révolutionnaires et réformistes. Mais l'autre aspect de cette division concerne l'importation, ou

la normalisation, par les réformistes, de conceptions qui peuvent être désignées de nationalistes, dans la mesure où elles prônent l'acceptation de l'État-nation comme une finalité historique.

Cet aspect du réformisme est particulièrement flagrant dans l'un des premiers articles de d'Eduard Bernstein annonçant la rupture révisionniste. Dans cet article, Bernstein avance un discours proto-impérialiste et défend le mouvement national arménien au nom de l'eupéanisation de l'Empire ottoman. Son discours impérialiste va main dans la main avec une défense de l'intérêt national, avec sa déclaration que la conscience nationale n'exclut pas l'internationalisme dans la pensée et la pratique, pas plus que l'internationalisme n'empêche la défense d'intérêts nationaux. L'intérêt national des grandes puissances sur la scène internationale est légitimé sur la base du sentiment national présumé de la classe ouvrière, ainsi que de l'intérêt national de minorités opprimées. En dernière analyse, l'internationalisme de Bernstein est basé sur la primauté de la nation. Plutôt que l'entité contradictoire d'intérêts antagoniques que constitue la nation pour le marxisme classique, l'article de Bernstein indique que l'intérêt national est une catégorie supra-historique, dont la viabilité est indépendante des conditions sociales sous-jacentes.

Les conceptions du mouvement réformiste représentèrent un défi majeur pour l'internationalisme socialiste d'avant-guerre, et ce défi avait lui-même un caractère international, alors que le débat révisionniste en Allemagne fut accompagné par l'affaire Millerand en France.

L'affaire Millerand fut débattue lors du congrès de Paris de 1900, et donna lieu à un débat qui souleva la question de la nature de l'Internationale et son pouvoir sur les sections nationales. La résolution « caoutchouc » de Kautsky adoptée au sujet de l'affaire Millerand démontra peut-être plus que toute autre la juridiction limitée de l'Internationale, qui « n'a point à se prononcer » sur le débat, et la primauté des sections nationales dans la direction politique du mouvement socialiste des pays respectifs. Le danger d'une telle forme organisationnelle en cas de conflit international fut bien perçu par des

socialistes tels que Jules Guesde, qui déclara « avec un Millerand italien, avec un Millerand français, avec un Millerand anglais il n'y a plus d'internationale ouvrière possible ».

La question de la politique internationale en tant qu'enjeux de la cohésion du socialisme international acquiert toute sa signification lorsqu'on la considère dans le contexte de la montée de l'impérialisme à partir de la fin du 19^e siècle. En ce sens, la coïncidence de l'émergence du mouvement réformiste, c'est-à-dire de la normalisation de conceptions néo-nationalistes au sein du mouvement socialiste, et des grands enjeux internationaux liés aux politiques impérialistes des grandes puissances dans la période menant à la Première Guerre mondiale, n'a rien de fortuit.

La fin du 19^e siècle donne lieu à une discussion qui s'étend sur toute la décennie d'avant-guerre au sujet du phénomène alors nouveau de l'impérialisme. Bien avant la célèbre contribution de Lénine à ce sujet en 1916, des publications socialistes françaises et allemandes le traitent déjà comme une nouvelle phase du capitalisme. Les socialistes qui écrivent à ce sujet accentuent tous la globalité du phénomène impérialiste, ainsi que ses tendances au contraire nationalistes. Pointant du doigt la concentration accrue du capital, les socialistes avertissent du danger de l'intensification de la compétition sur le marché mondial et de la croissance des rivalités entre grandes puissances.

Si du point de vue théorique, les quelques socialistes qui s'expriment au sujet de l'impérialisme élaborent des positions relativement unifiées autant en France qu'en Allemagne, du point de vue de la pratique, la politique des socialistes révèle des incohérences et des contradictions. Alors que l'Internationale rejette l'intervention étatique pour endiguer la croissance des associations patronales sous la forme de trusts, cartels, et syndicats, c'est précisément ce que revendiquent des parlementaires socialistes français. Sous la direction de *l'Humanité*, le mouvement socialiste français s'associe même à la campagne du journaliste Lysis, qui, face à l'exportation des

capitaux, prône une posture nationaliste. Les affinités d'une telle orientation avec la politique d'un Delcassé ne perturbe aucunement Jean Jaurès.

Les réponses divergentes entre les socialistes français et allemands témoignent non seulement d'une adaptation au nationalisme, mais également de divisions croissantes au sein de l'Internationale. Il ne s'agissait cependant pas nécessairement d'une rupture entre une orientation nationale d'une part et internationaliste de l'autre au niveau des sections nationales, puisque le réflexe national ne se limita pas à la France, comme cela fut particulièrement apparent du point de vue de la politique étrangère pour l'Allemagne. Le réflexe national n'effaça pas complètement non plus l'internationalisme traditionnel de l'Internationale, qui mena une coexistence incertaine avec l'impérialisme.

Il est évident que l'attitude des socialistes face aux enjeux de la concentration du capital et de la finance, et leur prise de position sur des politiques d'apparence purement nationales, avait des conséquences considérables pour la politique internationale.

Les grands événements qui combinèrent plus que tous les autres les enjeux de l'impérialisme et de l'internationalisme furent les crises internationales d'avant-guerre, dont les crises marocaines furent particulièrement importantes. L'analyse de la réponse des socialistes français et allemands face aux crises nous a permis d'entrevoir les failles et contradictions croissantes de leurs conceptions dans des conditions alors nouvelles. Les crises du 20^e siècle témoignent de la nécessité d'adaptation d'idéologies, traditions, et pratiques héritées du 19^e siècle, et représentent parmi les plus importantes épreuves du mouvement socialiste.

La crise de 1905 a bien démontré le décalage entre les conceptions des institutions socialistes dirigeantes et la nouvelle réalité impérialiste analysée par une minorité d'intellectuels socialistes. À l'aube de la crise de Tanger, l'organe dirigeant du SPD voit dans le discours de Guillaume II à Brême non pas la préparation d'une crise impérialiste majeure, mais un détournement

de l'impérialisme. Alors que la crise se développe, le *Vorwärts* va jusqu'à s'identifier aux intérêts nationaux allemands. La presse socialiste présente toute la crise comme étant le produit d'une diplomatie mal menée et personnalise le conflit en faisant de Bülow en Allemagne, et de Delcassé en France, les coupables principaux d'erreurs et de malentendus derrière la crise. D'après, le *Vorwärts*, l'Allemagne n'aurait aucun intérêt réel au Maroc, ou son « aventure » marocaine contredirait les intérêts nationaux de l'Allemagne.

Tout comme la réponse dans la presse, la réponse politique et organisationnelle du mouvement socialiste à la crise de 1905 demeure enfermée dans un cadre national. Cela se manifeste d'une part par la réponse limitée du BSI, instance internationale suprême du mouvement socialiste, dont l'initiative est bloquée par le refus du SPD de reconnaître le sérieux de la situation, et d'autre part par le fait que l'action la plus retentissante des socialistes a lieu en France dans le cadre parlementaire.

L'attentisme allemand face à la crise de 1905 renforce la perception d'un mouvement socialiste international divisé sur une base nationale. Alors que le sociologue Robert Michels identifie le problème comme étant purement allemand, en réalité il existe une solidarité et un parallèle entre les conceptions qui motivèrent l'attentisme allemand d'une part et l'action française d'autre part. Cette conception fut le plus explicitement formulée par Kurt Eisner lorsqu'il blâma le manque de démocratie en Allemagne et le système prussien pour la paralysie de l'opinion publique démocratique face à la crise. En contraste, pour Eisner, la République française permit l'expression démocratique de l'opinion publique par la voie parlementaire, permettant ainsi de corriger les erreurs des dirigeants.

Au moyen national parlementaire de la résolution des crises impérialistes s'ajouta le moyen du droit international. La conférence d'Algésiras de 1906 donna lieu aux espoirs de règlement des conflits par la voie de la diplomatie internationale, dont l'objet demeure fermement l'intérêt des États nationaux respectifs. Malgré un scepticisme répandu au sein du mouvement socialiste

concernant l'efficacité de la diplomatie dans la résolution des conflits internationaux, des socialistes tels que Jean Jaurès étaient optimistes face aux possibilités de la conférence d'Algésiras et d'accords subséquents.

Le bref intermède séparant la crise de 1905 de la crise de 1911 est trompeur, dans la mesure où l'environnement avait fortement changé entre 1905 et 1911. En 1905, le mouvement socialiste n'avait pas eu le temps de se familiariser avec le phénomène encore nouveau de conflits entre puissances impérialistes, alors qu'en 1911, le terme « impérialiste » était beaucoup plus présent. En ce sens, on peut constater une évolution dans la réception de la crise de 1911 par rapport à celle de 1905.

Malgré une analyse plus poussée de l'impérialisme dans la presse socialiste allemande, la réaction à la crise de 1911 voit se côtoyer des positions de plus en plus contradictoires au sein du mouvement socialiste. D'une part l'aile gauche du SPD souligne l'impuissance du parlementarisme devant l'impérialisme, d'autre part, les directions françaises et allemandes continuent à avancer la résolution du conflit par la voie de la diplomatie.

La réponse à la crise de 1911 est plus contradictoire qu'à la crise de 1905, parce que des tendances opposées plus fortes se font ressentir. L'analyse de l'impérialisme était beaucoup moins poussée en 1905, alors qu'en 1911, Rudolf Hilferding avait déjà rédigé son fameux ouvrage sur le *Capital financier*. Cet ouvrage concevait l'impérialisme comme étant la politique étrangère du capital financier. Dans son analyse de la crise de 1911, Hilferding rejeta les « illusions » sur l'arbitrage international, et pourtant, laissa la porte ouverte à une réconciliation avec une section de la bourgeoisie, qui, selon Hilferding, était opposée à la guerre. Le langage marxiste de Hilferding était ainsi accompagné de conceptions réformistes. Si l'impérialisme était un produit du capitalisme, pour Hilferding, il se trouvait néanmoins des forces capitalistes pour l'opposer.

La réconciliation de la direction formellement marxiste du SPD avec le courant réformiste trouva une expression encore plus claire dans le débat

entre Rosa Luxemburg et Karl Kautsky. La brochure au sujet de la crise d'Agadir publiée par la direction du parti et rédigée anonymement par Karl Kautsky réitéra la conception d'une solidarité d'intérêts entre certaines sections de la bourgeoisie et la classe ouvrière, faisant du problème de l'impérialisme non plus un problème ancré dans le développement du capitalisme, mais un problème qui pouvait être résolu dans le cadre même de cette société. Ainsi, face au problème de l'impérialisme, la solidarité entre les classes sociales sur une base nationale vint remplacer l'internationalisme prolétarien classique.

Le congrès de Iéna confirma les inquiétudes de l'aile gauche du SPD dont faisait partie Rosa Luxemburg. La résolution sur l'affaire marocaine ne mentionna pas les peuples colonisés, et laissa la porte ouverte à l'expansion coloniale par la voie diplomatique. L'attentisme allemand, paralysant à nouveau le BSI devant une seconde crise, est obscurci ou minimisé par les nombreuses actions locales des partis français et allemands. Enfin, des dirigeants tels que Bebel se disent ouvertement d'accord avec le courant réformiste sur l'affaire marocaine, alors que Bernstein se dit d'accord avec Kautsky.

Nous avons vu tout au long de notre analyse s'opposer un internationalisme théorique à une pratique de plus en plus adaptée au nationalisme. La montée de l'impérialisme et la tentative de comprendre le phénomène en théorie a été accompagnée de l'émergence du mouvement réformiste avec toutes ses concessions au nationalisme. Malgré une certaine résistance initiale au réformisme, particulièrement en Allemagne, la direction du SPD s'est elle aussi adaptée aux pressions nationales. La différence entre la France et l'Allemagne quant au résultat final était principalement une question de rythme.

Le mouvement socialiste, suivant le manifeste du parti communiste, déclarait que le mouvement était national dans sa forme, mais essentiellement international. Cette contradiction se refléta également dans le gouffre existant entre la théorie et la pratique du mouvement. Si cette contradiction

pouvait persister au 19^e siècle, elle demanda d'être résolue avec l'émergence de l'impérialisme moderne. L'impérialisme a forcé le mouvement socialiste à concrétiser son internationalisme, lequel devait dorénavant également affecter la forme du mouvement. Mais au début du vingtième siècle, la forme nationale du mouvement a persisté lors de moments clés, notamment les crises internationales, au point de remettre en question son essence internationale.

Peu avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale, on observe les clivages nationaux se former au sein de la Deuxième internationale, et le futur alignement des partis nationaux avec leur nation respective en temps de guerre. Cet alignement ne fut pas le simple fruit du mouvement réformiste au sein du mouvement socialiste, mais avait des racines plus profondes dans la physionomie des partis socialistes, leurs formes organisationnelles et leurs pratiques traditionnelles. La montée de l'impérialisme a renforcé l'inertie organisationnelle et pratique en opposition au renouveau théorique contemporain. En outre, la montée de l'impérialisme représenta le plus grand défi à l'internationalisme socialiste au vingtième siècle.

Sources

Les comptes rendus des séances parlementaires français et allemands sont numérisés sur reichtagsprotokolle.de et le portail Gallica respectivement.

Journaux:

- *L'Humanité*
- *Leipziger Volkszeitung*
- *Sächsische Arbeiter-Zeitung*
- *Le Socialiste*
- *Vorwärts*
- *Der Wahre Jakob*

Sources imprimées (comptes rendus de congrès) :

- *Ausserordentlicher internationaler Sozialisten-Kongress zu Basel am 24. und 25. November 1912.* Berlin : Vorwärts, 1912.
- *Compte rendu sténographique non officiel de la version française du cinquième congrès socialiste international.* Paris : Cahiers de la quinzaine, 1901.
- *Huitième Congrès Socialiste International tenu à Copenhague du 28 août au 3 septembre 1910 : Compte rendu analytique publié par le Secrétariat du Bureau Socialiste International.* Gand : Volksdrukkerij, 1911.
- *Internationaler Sozialisten-Kongress zu Paris, 23. bis 27. September 1900.* Berlin : Vorwärts, 1900.
- *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der sozialdemokratischen Partei Deutschlands, abgehalten in Jena vom 10. bis 16. September 1911.* Berlin : 1911.
- *Verhandlungen und Beschlüsse des internationalen sozialistischen Arbeiter-und Gewerkschafts-Kongresses zu London vom 27. Juli bis 1. August 1896.* Berlin : Vorwärts, 1896.
- *VIIe Congrès Socialiste international tenu à Stuttgart du 16 au 24 août 1907 : Compte rendu analytique publié par le Secrétariat du Bureau Socialiste International.* Bruxelles : Brismée, 1908.

Littérature contemporaine :

- Bernstein, Eduard. *Der Streik, sein Wesen und Wirken.* Frankfurt (Main) : Rütten & Leoning, 1906.
- Borgius, Walther. *Imperialismus : Beiträge zur Analyse des wirtschaftlichen und politischen Lebens der Gegenwart.* Berlin : Liebheit und Thiesen, 1905.
- Deville, Gabriel. *Le capital, de Karl Marx : résumé et accompagné d'un aperçu sur le socialisme scientifique.* Paris : Flammarion, 1897.
- Dühring, Eugen. *Kritische Geschichte der Nationalökonomie und des Socialismus,* Berlin : Theobald Grieben, 1871.
- Eisner, Kurt. *Der Sultan des Weltkriegs.* Dresden : Verlag von Kaden & Comp, 1906.
- Engels, Frédéric. *Socialisme utopique et socialisme scientifique.* Paris : Derveaux, 1880.
- Hilferding, Rudolf. *Das Finanzkapital.* Berlin : Dietz, 1955.
- Hobart, Vere Henry. *The 'Mission' of Richard Cobden,* London : Peter & Galpin, 1867.
- Jaurès, Jean. *Socialisme et Paysans : Discours prononcés à la Chambre des députés les 26 juin et 3 juillet 1897.* [s.l.] [s.d.].
- Kautsky, Karl. *Le marxisme et son critique Bernstein.* Paris : Stock, 1900.
- Lafargue, Paul. *Les trusts américains:leur action économique, sociale, politique.* Paris : V. Giard & E. Brière, 1903.
- Lénine, V.I. et G. Zinoviev. *Contre le Courant t.2.* Paris : Maspero, 1970

- Lieber, Francis. *Fragments of political science on nationalism and internationalism*, New York : Charles Scribner & Co, 1868
- Luxemburg, Rosa. *Réforme ou révolution ?*. Paris : Éditions sociales internationales, 1932.
- Marx, Karl, et Frédéric Engels. *Manifeste du parti communiste*. Paris : Ère nouvelle, 1895
- – *Les luttes de classes en France*. Paris : Gallimard, 2002
- Mehring, Franz. *Geschichte der Deutschen Sozialdemokratie, Vierter Band, Bis zum Erfurter Programm*. Stuttgart : Dietz, 1904.
- Peukert, Josef. *Erinnerungen eines Proletariers aus der Revolutionären Arbeiterbewegung*. Frankfurt (Main) : Verlag des sozialistischen Bundes, 1913
- Roland-Holst, Henriette. *Generalstreik und Sozialdemokratie*. Dresden : Kaden & Co, 1905.
- Sorel, Georges. *La décomposition du marxisme*. Paris : Rivière, 1910.
- Weber, Adolf. *Der Kampf zwischen Kapital und Arbeit*. Tübingen : J.C.B. Mohr, 1910
- Weisengrün, Paul. *Das Ende des Marxismus*. Leipzig : Verlag von Otto Wigand, 1899.

Articles de périodiques contemporains :

- Boutmy, Émile. « L'empire britannique ». *Annales des sciences politiques*, 14, (1899) : 537-563.
- Hilferding, Rudolf. « Der Parteitag und die auswärtige Politik ». *Die neue Zeit*, 2, 49, (1911): 799-806.
- Lensch, Paul. « Der Fall Delcassé und die Parteipresse » *Die neue Zeit*, 1, 4 (1906) : 133-135
- Louis, Paul. « Les Résultats du système Méline ». *La Revue socialiste*, 140, 24, (1896) : 129-169.
- – « La Colonisation sous la troisième République (suite et fin) ». *La Revue socialiste*, 146, 25 (1897) : 155-173.
- – « Essai sur l'impérialisme », *Mercure de France*, (avril 1904) : 100-114
- Mehring, Franz. « Der Bergarbeiterstreik ». *Die neue Zeit*, 23, 1 (1905) : 529-532.
- Michels, Robert. « Le socialisme allemand et le congrès d'Iéna », *Le Mouvement socialiste*, septembre-décembre, (1905) : 281-306.
- – « Die deutsche Sozialdemokratie im internationalen Verbands » *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, XXV, (1907) : 148-231.
- Pressensé, Francis de. « Les Affaires marocaines ». *La Revue socialiste*, 320, (1911) :97-119.

Sources éditées :

- Day, Richard et Daniel Gaido, dir. *Discovering Imperialism : Social Democracy to World War I*. London & Leiden : Brill, 2012.

- Haupt, Georges, dir. *Bureau socialiste international : Comptes rendus des réunions, manifestes et circulaires*. Paris : Mouton, 1969.
- - *Histoire de la IIe Internationale vol.15*. Genève : Minkoff Reprint, 1978.
- - *Histoire de la IIe Internationale vol.10*. Genève : Minkoff Reprint, 1980.
- - *Histoire de la IIe Internationale vol.13*. Genève : Minkoff Reprint, 1980.
- - *Histoire de la IIe Internationale vol.14*. Genève : Minkoff Reprint, 1980.
- - *Histoire de la IIe Internationale vol.20*. Genève : Minkoff Reprint, 1982.
- - *Histoire de la IIe Internationale vol.17*. Genève : Minkoff Reprint, 1985.
- Tudor, H., dir. *Marxism and Social Democracy. The Revisionist Debate 1896-1898*. Cambridge : Cambridge University Press, 1988.

Bibliographie

Monographies :

- Alayrac, Pierre. *L'Internationale au milieu du gué: De l'internationalisme socialiste au congrès de Londres (1896)*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2018.
- Andréani, Edgard. *Grèves et fluctuations: La France de 1890 à 1914*. Paris : Éditions Cujas, 1968.
- Bloxham, Donald. *The Great Game of Genocide, Imperialism, Nationalism, and the Destruction of the Ottoman Armenians*. Oxford : Oxford University Press, 2005.
- Callahan, Kevin J. *Demonstration Culture: European Socialism and the Second International, 1889-1914*. Leicester : Troubador Publishing, 2010.
- Fesser, Gerd. *Der Traum vom Platz an der Sonne : Deutsche "Weltpolitik" 1897-1914*. Bremen : Donat, 1996.
- Guillen, Pierre. *L'Allemagne et le Maroc de 1870-1905*. Paris : Presses universitaires de France, 1967.
- Hallgarten, George W.F. *Imperialismus vor 1914*. München : C.H. Beck, 1963.
- Hobsbawm, Eric J. *Nations and Nationalism since 1780 : Programme, Myth and Reality*. Cambridge : Cambridge University Press, 1992.
- Holtey, Gilcher. *Das Mandat des Intellektuellen : Karl Kautsky und die Sozialdemokratie*. Berlin : Siedler, 1986.
- Linden, Marcel van der. *Workers of the World : Essays toward a Global Labor History*. Leiden : Brill, 2008.

- Mai, Gunther. *Die Marokko-Deutschen 1873-1918*. Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht, 2014.
- Mandelbaum, Kurt. *Die Eörterungen innerhalb der deutschen Sozialdemokratie über das Problem des Imperialismus (1895-1914)*. Frankfurt (Main) : Peuvag, 1926.
- Marcobelli, Elisa. *L'Internationalisme à l'épreuve des crises : La IIe Internationale et les socialistes français, allemands, et italiens (1889-1915)*. Nancy : Arbre bleu, 2019.
- Mejri, Abdelkrim. *Les socialistes français et la question marocaine (1903-1912)*, Paris : L'Harmattan, 2004.
- Nimni, Ephraim. *Marxism and Nationalism: Theoretical Origins of a Political Crisis*. London : Pluto Press, 1991.
- Paul, Hans-Holger. *Marx, Engels und die Imperialismustheorie der II. Internationale*. Hamburg : vsa, 1978.
- Poidevin, Raymond. *Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*. Paris : Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1998.
- Schröder, Hans-Christoph. *Sozialismus und Imperialismus : Die Auseinandersetzung der deutschen Sozialdemokratie mit dem Imperialismusproblem und der 'Weltpolitik' vor 1914*. Hannover : Literatur und Zeitgeschehen, 1978.
- Sirot, Stéphane. *La grève en France : Une histoire sociale (XIXe-XXe siècle)*. Paris : Odile Jacob, 2002.
- Steger, Manfred B. *The quest for evolutionary socialism : Eduard Bernstein and social democracy*. Cambridge : Cambridge University Press, 1997.
- Thobie, Jacques. *Intérêts et impérialisme français dans l'Empire ottoman*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1977.
- - *La France impériale*. Paris : Mégrélis, 1982.

Articles de périodiques :

- Badia, Gilbert. « Einige Bemerkungen über die Verbreitung der Werke von Karl Marx und Friedrich Engels in Frankreich ». *Marx-Engels-Jahrbuch* 4 (1981) : 447-462.
- Barcelo, Laurent. « Aux origines de la Cour permanente d'arbitrage : La première Conférence de la Haye (1899) ». *Guerres mondiales et conflits contemporains* 189 (1998) : 17-29.
- Bédarida, François. « Perspectives sur le mouvement ouvrier et l'impérialisme en France au temps de la conquête coloniale ». *Le Mouvement social* 86 (Jan. - Mar., 1974) : 25-42.
- Bellet, Michel. « The reception of Marx in France: La Revue Socialiste (1885-1914) ». *The European Journal of the History of Economic Thought* (2018) : 1154-1199.

- Cahen, Jacqueline. « Les premiers éditeurs de Marx et Engels en France (1880-1901) ». *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* 114 (2011) : 1-15 <http://journals.openedition.org/chrhc/2227>.
- Ducange, Jean-Numa. « Les traductions et publications de Karl Marx et Friedrich Engels en français avant 1914 ». *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* (2011) : <https://doi.org/10.4000/chrhc.2271>.
- Dungen, Peter van den. « Jean de Bloch: A 19th century peace researcher ». *Peace Research* 15, 3 (1983): 21-27
- Fabre, Rémi. « La campagne de Jaurès sur le Maroc. Entre pacifisme et colonialisme ». *Cahiers de la Méditerranée*, 91 (2016): <http://journals.openedition.org/cdlm/8109>
- Michel, Joël. « L'échec de la grève générale des mineurs européens avant 1914 ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 29, 2 (1982) : 214-234
- Perrier, Antoine. « L'introduction du Marxisme en France ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 17, 1 (1970): 157-59.
- Valarché, Jean. « Edouard Bernstein : Marxiste national ». *Revue d'histoire économique et sociale*, vol. 27, no. 3/4 (1948) : 298-322.

Ouvrages de référence :

- Larousse, www.larousse.fr
- Maitron, www.maitron.fr
- Radonvilliers, J. -B. Richard. *Enrichissement de la langue française. Dictionnaire de mots nouveaux*, Paris : Léautey, 1845.
- Eisfeld, Gerhard, et Kurt Koszyk. *Die Presse der deutschen Sozialdemokratie*. Bonn : Verlag Neue Gesellschaft, 1980.

Ouvrages collectifs et chapitres d'ouvrages collectifs :

- Cottrell, Philip L. *A Survey of European Investment in Turkey, 1854-1914: Banks and the Finance of the State and Railway Construction* dans *East Meets West - Banking, Commerce and Investment in the Ottoman Empire*, Cottrell, Philip L. dir., 59-96. Burlington : Ashgate, 2008
- Haupt, Georges, et Madeleine Rebérioux, dir. *La Deuxième Internationale et l'Orient*. Paris : Cujas, 1967.
- Hohorst, G., et al. dir., *Sozialgeschichtliches Arbeitsbuch II. Materialien zur Statistik des Kaiserreichs 1870-1914*. München : C.H. Beck Verlag, 1978
- Kaarsholm, Preben. *The South African War and the response of the international socialist community to imperialism between 1896 and 1908*, dans *Internationalism in the Labour Movement 1830-1940 vol. 1*,

- Holthoon, Frits L. van, et Marcel van der Linden, dir., 42-67. Leiden : E.J. Brill, 1988.
- Lamblin, Annie. *Les socialistes allemands et le patriotisme dans Patriotes et patriotisme en Allemagne du XVIe siècle à nos jours*, Alexandre, Philippe et Jean Schillinger, dir., 277-299. Nancy : Presses Universitaires de Nancy – Éditions Universitaires de Lorraine, 2015.
 - Mergner, Gottfried. *Solidarität mit den « Wilden » ? Das Verhältnis der deutschen Sozialdemokratie zu den afrikanischen Widerstandskämpfern in den ehemaligen deutschen Kolonien um die Jahrhundertwende*, dans *Internationalism in the Labour Movement 1830-1940 vol. 1*, van Holthoon, Frits L., et Marcel van der Linden, dir., 68-86. Leiden : E.J. Brill, 1988.
 - Parfitt, Steven, Lorenzo Costaguta, Matthew Kidd, John Tiplady, dir., *Working-Class Nationalism and Internationalism until 1945: Essays in Global Labour History*. Newcastle upon Tyne : Cambridge Scholars Publishing, 2018.
 - Prochasson, Christophe. « L'invention du marxisme français » dans *Histoire des gauches en France. Volume 1.*, Jean-Jacques Becker dir., 426-443. Paris : La Découverte, 2005.
 - Wolikow, Serge, et Michel Cordillot, dir. *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ? Les difficiles chemins de l'internationalisme (1848-1956)*. Dijon : EUD, 1993.

